

idées

SONDAGES

Le point de vue de...

GILBERT CESBRON

L'attrape-Français

LES sondages sont des étraps-nigauds auxquels les Occidentaux, nouveaux riches des « sciences humaines », se font tous plier. Le Français, tout poguenard, s'en laisse volontiers imposer par les techniques nouvelles, surtout lorsqu'il en est la victime : propagande, publicité, sondages... Maurice Druon a magistralement dénoncé ici même ces derniers (1) — sans aucun résultat. Car ce sont les historiens de la littérature qui, à des années de distance, exaltent l'efficacité sociale de nos écrits. Mais, sur-le-champ, notre inutilité est si flagrante que parfois la découragement de l'écrivain confine au vertige. Et puis, fourmili d'obéissances, nous repartons à l'assaut des bestions inexpugnables de l'injustice, de la sottise, de la *Tradition ou du Progrès*. — Après tout, es dit le tour, *je trouverai bien une brèche !* — Qui parviendra à ébranler l'insolente fortresse des sondages ?

Dès qu'ils s'aventurent hors du terrains commercial où ils sont irremplacables, les sondages les plus consciencieux me semblent malhonnêtes et néfastes. D'abord, à cause de la non-représentativité évidente de l'*échantillon*. J'admettrai qu'on puisse résumer l'apparence de la France en un millier de personnes en faisant le sexe, l'âge, l'habitat, la profession, le statut social. Ces milles, qu'on va interroger, peuvent représenter véritablement 53 millions de Francs quand on leur demande s'ils préfèrent l'huile de colza ou l'huile de tournesol. Mais, dès qu'on aborde les domaines psychologiques, politiques, sentimentaux, religieux, il existe chez nous une telle variété de tendances, de choix, d'humeurs, d'expériences, de « regards » qu'il est dérisoire de prétendre les « couvrir » en mille réponses. A moins d'opérer la hache : 6 milles de renouveler sur ce terrain la monstrueuse partition que de mauvaises structures politiques imposent aux Français, arbitrairement condamnées à être soit « de gauche », soit « de droite ». Les sondages reposent sur un semblable manichéisme. « Mettez une étoile dans le cas correspondante... » Il n'y a que cinq ou six, au mieux ; il en faudrait cinquante, au moins ! mais cela ne fera pas l'affaire de l'ordonnance. Alors, dans ce cas, c'est l'ordonnateur qui ne fait pas son affaire.

J'ajoute que la formulation des questions posées, si honnête qu'elle se veuille, est forcément inadéquate. En fait, leur rédaction devrait être précédée (et non pas suivie) d'une véritable enquête sur les différentes manières dont les Français se posent le problème. Mais qu'à l'origine quelques spécialistes parviennent à se mettre d'accord sur une formulation ne prouve rien d'autre que leur bonne entente. Ils sont parvenus à une vision commune, à un langage qui leur paraît clair mais qui n'est pas forcément valeur universelle. Ils ont pris, du problème en question, quelques « instantanés » qui constituent, tout au plus, une photo de famille ! Si bien que, finalement, n'importe quel sondage nous éclaire surtout sur le journal qui l'a commandé et qui s'abreuve, de bonne foi peut-être, darrrière une objectivité faciles.

Au lieu de remplir des cases dont aucune ne le satisfait entièrement, l'interrogé devrait pouvoir parler vraiment avec l'enquêteur. Avec un enquêteur impartial, attentif, possédant l'esprit de synthèse, capable d'accueillir les esprits et les cours tout en respectant le bâti — bref, un homme comme on en rencontre peu. Or, pour un seul sondage, il en faudrait cent ! Une telle enquête sans rapport avec les actualités, diviserait Dieu merci, impossible à réaliser à quelques pourcentages et à des formules définitives : « Plutôt satisfaits », « Plutôt mécontents » dans lesquelles on prendra au sérieux ces variantes qui, à elles toutes, définissent les Français.

Le public doit savoir que les résultats d'une enquête par sondage comportent généralement un mince cahier de chiffres et de pourcentages (ceux qu'on lui révèle), suivi d'un long catalogue de nuances qui, dit-on, las éclairer. Mais ne les annulent-elles pas, au contraire, puisqu'elles démontrent ce que ces verdicts ont de présumptifs et révèlent leur impuissance à exprimer toute la vérité ? Laurs affirmations tranchantes forment un tel contraste avec cette constellation de mises au point, de retouches, d'approximations successives, que cette seule comparaison me semble un aveu d'impuissance.

Dans la publication des résultats, on remplace généralement l'exposé des nuances en question par des commentaires qui transparaissent, pour qui sait lire, les antérieures de ceux qui ont commandé la sondage. Comme ils se sentent confortables à l'abri de ce rempart de chiffres ! Et comme il est rassurant, sous prétexte de les justifier, de substituer ses propres explications, ses bargnages ou ses explications aux opinions réellement de ces milles mûrs ! On tempérait, par « honnêteté », un gâchis une citation extraite du catalogue rectificatif des nuances — citation qui prend alors un poids indû et finalement contribue encore à fausser la balance...

Mais tout cela ne parait pas troubler les Français. Quand il ne s'agit plus de brousses à écrire ou d'huile de table, les milles se sentent probablement flattés de figures dans l'*« échantillon »* et d'être pris pour arbitres des grandes options de leur époque. C'est l'humeur de l'instant ou le parti pris longtemps refoulé de ces milles inconnus qui vont orienter le choix de cinquante millions de leurs compatriotes, et parfois influencer la décision de leurs gouvernements. Car tous les Français se regardent dans ce miroir déformant, dans ce « miroir de sorcière » qui prend un détail et l'agrandit démesurément, et ils croient à leur réconfort. Ou encore, si ce n'est pas ressemblant, beaucoup pensent que c'est leur visage qui a tort, et non la glace... Pensez donc ! La sociologie, les statistiques, l'ordonnateur, cela ne se discute pas.

ment, les immigrés, les centrales nucléaires, etc., eux qui attendent encore de tant de leurs mass media des campagnes d'information exhaustives, ouvertes et désintéressées sur ces grands thèmes. Au Café du commerce, c'était le dernier qui parlait qui imposait son opinion, ou encore la plus forte en gueule ; à présent, c'est le sondage. Formée, dès le matin, à se ranger du bon côté du comptoir, à la droite de Charlemagne, dans le camp des vainqueurs, cinquante millions de Français abdiquent tout jugement particulier, et, comme disait Séneque, se ruent en servitude. Ils se hâtent de penser, de contester, de voter comme « le plus grand nombre », de rejoindre le parc à moutons. Il a suffi d'un millier d'entre eux, et nullement l'élite : le voleur bien la fameuse « miniaturisation » ! On n'arrête pas le progrès...

A la condition qu'elle ne soit ni filtrée, ni manipulée, ni sollicitée, l'information est l'instrument de la liberté. Mais les sondages, dans la mesure où ils n'expriment qu'une information sommaire, partiale et cependant présumptive, contribuent hypocritement à étouffer cette liberté de penser. En période électorale (et pas seulement, comme ça suppose le loi, durant la dernière semaine), c'est le peu de démocratie politique que nous possédons qu'ils amenuisent encore. A quel bon voter ? A en croire les sondages, c'euvre leurs « émotions », tout est joué d'avance. Cette bourse aux partis politiques, cette bataille des hommes d'état, qui perdent ou gagnent des « points » suivant l'humeur des milles, les autres Français les suivent du même œil faraud mais docile que la tierce ou la Coupe d'Europe de football : « Allez, les rouges ! » Une mentalité de spectateurs — ou de supporters, violence comprise !

Mais s'informer, réfléchir, choisir en toute liberté, avoir le courage de nager à contre-courant, parfois même de faire cavalier seul, bref, être un homme, à quel bon puisque les sondages ont raison d'avance ? Salut, les robots !

(1) *Le Monde* du 24 décembre 1975.

Le thermomètre n'est pas une boule de cristal

par PIERRE CHATENET (2)

Il y a un peu moins d'un an, s'est tenue au Centre d'information civique une « table ronde » qui réunissait, avec ceux que l'on pourrait appeler les pères scientifiques des sondages, quelques hommes politiques et des journalistes (1).

Mais à part le problème de la publication des sondages pendant la période électorale, sur laquelle l'accord n'avait pu se faire, tous les participants avaient admis la nécessité de faire connaître et de faire respecter, par persuasion et non par réglementation, une certaine déontologie des sondages. Celle-ci comportait notamment l'obligation de publier en tête de tout sondage l'indication de celui à personne ou organisme qui l'avait commandé et payé, le libellé exact et intégral des questions posées, le nombre et la composition sociologique et géographique de l'*« échantillon »*, la date exacte de l'opération. Il s'agit là de données factuelles que les instituteurs de sondages sérieux ont d'ailleurs prêts à publier. Certains le font volontiers. Encore faudrait-il que ce ne soit pas en notes ou en annexes, mais bien en tête de la publication, de manière à augmenter les chances que celles soit lu par la public.

Plus délicate était une recommandation sur laquelle tous les participants étaient également d'accord et visant à éviter la confusion entre un sondage et une simulation. Soyons clair : interroger des gens le midi. A en leur demandant pour qui ils souhaiteraient voter le jour où on les interroge, c'est une photographie d'opinion et, si le sondage est sérieusement fait, c'est une donnée de fait qu'il n'y a aucune raison de dissimuler dans un pays démocratique. Elle est objective. Leur demander, je mets A, pour qui ils comptent voter le mois C, on X, c'est une photographie d'intentions qu'il

faut pondérer de tous les éléments extérieurs ou personnels qui peuvent modifier cette intention dans l'intervalles. Le résultat, est donc beaucoup moins facile que le précédent. Il n'y a pourtant qu'une différence de degré de certitude entre les deux.

L'opération change de nature quand on prétend passer de la photographie d'opinion aux actes de vote et au résultat de ceux-ci, c'est-à-dire l'élection de tel ou tel. Il faut alors que s'ajoute à ce qui est fourni par le questionnaire, qui est une interprétation. Quand celle-ci est sérieuse,

elle repose sur des comparaisons avec des résultats antérieurs soigneusement choisis et analysés et sur une connaissance très complète des modes de scrutin. Il n'y a pas moins de scrupule que l'honnêteté élémentaire exige qu'on précise bien qu'il ne s'agit plus de données de fait mais de suppositions, toute interprétation comportant une part de subjectivité. Il faut d'ailleurs tenir compte d'une votation différente, celle de votant, difficile à deviner dans le cas d'un deuxième tour de scrutin puisque son vote peut être influencé par le résultat du premier.

Fiebre et maladie

De même, il est d'honnêteté élémentaire de rappeler surtout que nécessaire la différence fondamentale entre une globalisation d'opinions et les effets de l'expression de ces opinions dans un cadre parcellaire. Il faudrait répéter, à chaque publication de sondages, que des résultats globaux ont beaucoup plus de signification pour une élection présidentielle ou un référendum qu'à la rigueur, un scrutin législatif à la proportionnelle à un tour, que pour une élection majoritaire à deux tours. Enfin, le premier chiffre qui devrait être mis en lumière lors de la publication d'un sondage est le nombre de ceux qui ont refusé de répondre ou qui ont répondu qu'ils ne savaient pas ou étaient indépendants. Ce chiffre conditionne pourtant la valeur des autres qui seuls font toujours l'objet d'une grande publicité.

Tout le monde avait été largement d'accord sur tous ces points lors de cette « table ronde ». On n'en vient pourtant aucun compte.

Faudrait-il donc renoncer aux

sondages ? Certainement pas. A cette réunion, en ce qui me concerne, j'avais même été au nom de ceux qui avaient pris position contre l'interdiction des sondages en période électorale, ce qui a fait, depuis, l'objet d'un tour financier. L'électeur est considéré comme monnayable !

La vie politique cependant est étrange. Deux députés (MM. Dassault et Harsen) y ont introduit une animation particulière, donnant à la vie publique un tour financier. L'électeur est devenu un véritable « produit » et le sondage a rendu la vie à l'heure d'aujourd'hui.

L'Instrument est bon, mais à trois conditions : la première, c'est que le thermomètre soit en bon état, qu'il soit manipulé par quelqu'un qui sait le lire et qui le voit. La seconde, c'est de ne pas confondre la fièvre et la maladie, c'est-à-dire bien indiquer le passage et la différence entre la température et le diagnostic. Ce chiffre conditionne également la valeur des autres, qui seuls font toujours l'objet d'une grande publicité.

L'instrument est bon, mais à trois conditions : la première, c'est que le thermomètre soit en bon état, qu'il soit manipulé par quelqu'un qui sait le lire et qui le voit. La seconde, c'est de ne pas confondre la fièvre et la maladie, c'est-à-dire bien indiquer le passage et la différence entre la température et le diagnostic. Ce chiffre conditionne également la valeur des autres, qui seuls font toujours l'objet d'une grande publicité.

Tout le monde avait été largement d'accord sur tous ces points lors de cette « table ronde ». On n'en vient pourtant aucun compte.

Faudrait-il donc renoncer aux

sondages ? Certainement pas. A cette réunion, en ce qui me concerne, j'avais même été au nom de ceux qui avaient pris position contre l'interdiction des sondages en période électorale, ce qui a fait, depuis, l'objet d'un tour financier. L'électeur est considéré comme monnayable !

Une nouvelle fois, l'Oise se distingue. M. Charles Baur, candidat aux élections législatives dans la troisième circonscription, a eu une idée originale : que les électeurs, après sondage, choisissent le candidat de la majorité !

Il est étonnant que la vie publique soit aussi dépendante d'un sondage !

Un seul député pour tous les Français, ce serait la solution idéale, car unitaire.

L'idée de M. Baur et le déclassement de M. Giscard d'Estaing permettent d'imaginer un système d'élection où seraient ainsi bannies l'éternelle distinction gauche-droite, les discussions sans fin sur les mérites du scrutin majoritaire, ou proportionnel, l'injustice des circonscriptions plus ou moins peu égales...

très petit, hélas ! presque infinie — des pays où l'on ne sait pas à l'avance le résultat des élections. Que l'on ne porte pas atteinte à cette supériorité — car c'en est une — en conditionnant les citoyens dans un contexte de fatalité qui risque de les troubler dans leur devoir de rester rationnels et de se sentir conscients et responsables.

L'ÉLU SONDE

par

CH. FRÉMAUX (3)

Le département de l'Oise est un endroit tranquille. A l'image de ses plaines riches et monotones, ses habitants sont raisonnables et modérés.

La vie politique cependant est étrange. Deux députés (MM. Dassault et Harsen) y ont introduit une animation particulière, donnant à la vie publique un tour financier. L'électeur est considéré comme monnayable !

Une nouvelle fois, l'Oise se distingue. M. Charles Baur, candidat aux élections législatives dans la troisième circonscription, a eu une idée originale : que les électeurs, après sondage, choisissent le candidat de la majorité !

Il est étonnant que la vie publique soit aussi dépendante d'un sondage !

Un seul député pour tous les Français, ce serait la solution idéale, car unitaire.

L'idée de M. Baur et le déclassement de M. Giscard d'Estaing permettent d'imaginer un système d'élection où seraient ainsi bannies l'éternelle distinction gauche-droite, les discussions sans fin sur les mérites du scrutin majoritaire, ou proportionnel, l'injustice des circonscriptions plus ou moins peu égales...

pendant. M. Giscard d'Estaing a été paré d'un rôle qui, au début, il n'avait pas, mais qui ce plan de son plan avait reçu une grande importance.

Il a assumé le rôle de l'homme qui, au moment de la révolution, a proposé son projet de loi sur le referendum. Même si on souligne que la France n'est pas tout à fait à son point de départ, mais que c'est exemple soit.

La révolte, le président a bien que sa proposition de déclassement de l'élection de Genève avait été accueilli « très positif ».

Il a assumé le rôle de l'homme qui, au moment de la révolution, a proposé son projet de loi sur le referendum. Même si on souligne que la France n'est pas tout à fait à son point de départ, mais que c'est exemple soit.

La révolte, le président a bien que sa proposition de déclassement de l'élection de Genève avait été accueilli « très positif ».

Il a assumé le rôle de l'homme qui, au moment de la révolution, a proposé son projet de loi sur le referendum. Même si on souligne que la France n'est pas tout à fait à son point de départ, mais que c'est exemple soit.

La révolte, le président a bien que sa proposition de déclassement de l'élection de Genève avait été accueilli « très positif ».

Il a assumé le rôle de l'homme qui, au moment de la révolution, a proposé son projet de loi sur le referendum. Même si on souligne que la France n'est pas tout à fait à son point de départ, mais que c'est exemple soit.

La révolte, le président a bien que sa proposition de déclassement de l'élection de Genève avait été accueilli « très positif ».

Il a assumé le rôle de l'homme qui, au moment de la révolution, a proposé son projet de loi sur le referendum. Même si on souligne que la France n'est pas tout à fait à son point de départ, mais que c'est exemple soit.

La révolte, le président a bien que sa proposition de déclassement de l'élection de Genève avait été accueilli « très positif ».

Il a assumé le rôle de l'homme qui, au moment de la révolution, a proposé son projet de loi sur le referendum. Même si on souligne que la France n'est pas tout à fait à son point de départ, mais que c'est exemple soit.

La révolte, le président a bien que sa proposition de déclassement de l'élection de Genève avait été accueilli « très positif ».

Il a assumé le rôle de l'homme qui, au moment de la révolution, a proposé son projet de loi sur le referendum. Même si on souligne que la France n'est pas tout à fait à son point de départ, mais que c'est exemple soit.

La révolte, le président a bien que sa proposition de déclassement de l'élection de Genève avait été accueilli « très positif ».

Il a assumé le rôle de l'homme qui, au moment de la révolution, a proposé son projet de loi sur le referendum. Même si on souligne que la France n'est pas tout à fait à son point de départ, mais que c'est exemple soit.

La révolte, le président a bien que sa proposition de déclassement de l'élection de Genève avait été accueilli « très positif ».

Il a assumé le rôle de l'homme qui, au moment de la révolution, a proposé son projet de loi sur le referendum. Même si on souligne que la France n'est pas tout à fait à son point de départ, mais que c'est exemple soit.

La révolte, le président a bien que sa proposition de déclassement de l'élection de Genève avait été accueilli « très positif ».

Il a assumé le rôle de l'homme qui, au moment de la révolution, a proposé son projet de loi sur le referendum. Même si on souligne que la France n'est pas tout à fait à son point de départ, mais que c'est exemple soit.

La révolte, le président a bien que sa proposition de déclassement de l'élection de Genève avait été accueilli « très positif ».

Il a assumé le rôle de l'homme qui, au moment de la révolution, a proposé son projet de loi sur le referendum. Même si on souligne que la France n'est pas tout à fait à son point de départ, mais que c'est exemple soit.

La révolte, le président a

diplomatie

L'INTERVIEW TÉLÉVISÉE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

« Le choix que feront les Français aura des conséquences importantes sur la poursuite de la politique extérieure et sur l'action de la France »

Le plan de désarmement et les deux Grands

Il y a un lien, dans l'esprit du président de la République, entre sa politique de désarmement — improvisation récente — et sa politique d'aide au développement et de coopération avec le tiers-monde, préoccupation constante héritée du général de Gaulle et de Georges Pompidou, mais précisée, accentuée, et qui l'incite aujourd'hui à tendre la main à l'Algérie.

Ce lien ne s'exprime pas seulement dans la proposition d'un fonds de 1 milliard de dollars, alimenté par une taxe sur le désarmement, pour financer des ressources en pays les plus défavorisés. Il s'agit aussi d'interdire aux pays du tiers-monde à substituer aux confrontations actuelles et à la course aux armements la coopération et le désarmement. Dès l'idée — très pragmatique, mais difficile à mettre en œuvre — d'amener les grands puissances d'armes, dont l'U.R.S.S., à limiter leurs fournitures. D'où aussi l'idée d'organiser le désarmement sur une base régionale. Les conflits en cours et les tensions armées ont toujours des origines locales, même si les grandes puissances souffrent sur le feu. Une organisation régionale du désarmement, à condition que les Grands veulent loyalement y coopérer, permettrait d'équilibrer les besoins de sécurité de pays de même nature et, peut-être, d'éteindre dans l'œuf les conflits locaux.

Cependant, M. Giscard d'Estaing n'a pas dit que ce point précis de son plan avait reçu un accueil « très positif ». Il a aussi gardé le silence sur les réactions qu'il va provoquer son projet de taxe sur le surarmement. Même si l'on souligne que la France est prête à s'y soumettre, il est peu probable que cet exemple soit suivi.

En revanche, le président a indiqué que sa proposition de transformer la conférence du désarmement de Genève avait reçu un accueil « très positif ». Il est vrai que certains pays — Mexique, Sénègal, Roumanie — en ont approuvé l'esprit. Pour l'essentiel, cette proposition très vague dans le plan du 25 janvier — consiste à remplacer la co-présidence américano-soviétique par une présidence tournante de tous les Etats membres et à dégager ceux-ci sur une base plus géographique qu'aujourd'hui (la encore la régionalisation repart). Mais que pensent de ce plan les deux superpuissances dont la prépondérance est ainsi contestée ? Jusqu'à présent elles se taillent, mais la Bretagne — dont la diplomatie est strictement alignée sur celle de Moscou — a fait savoir vendredi à Genève, qu'elle refuse de remettre en question la co-présidence américano-soviétique.

Bon accueil aussi, selon le président, pour sa proposition d'une agence mondiale de satellites de contrôle et pour une conférence à répit de la désarmement conventionnel. Mais, le chef de l'Etat n'a pas précisé si cette réaction était aussi le fait de Moscou et de Washington.

Si l'on veit bien où que les puissances moyennes en petites armes gagnent dans les deux cas, on ne voit pas ce qui pourrait s'édifier les Etats-Unis et l'U.R.S.S. D'une part, ils pourraient le monopole du contrôle spatial ; d'autre part, le niveau de leurs armements « de l'Antiquité à l'Orbita » serait en effet à discussion, et non plus seulement comme à l'actuelle conférence de Vienne, celui de leurs forces basées au centre de l'Europe. Or c'est de Moscou et de Washington que dépend l'avenir de l'entreprise.

M. Giscard d'Estaing est, en tout cas, déterminé à la pousser à fond, au risque de se compromettre aux yeux des gaullistes : il va la défendre en personne à la tribune de l'ONU. Le « machin », disait le général de Gaulle.

Voici le texte de l'interview du président de la République diffusée jeudi soir le 9 février par TF1 et Antenne 2. M. Giscard d'Estaing répondait aux questions de Josette Alfa (« Le Nouvel Observateur »), Yves Cau (« L'Express »), Pierre Joulin (« Europe 1 ») et Edouard Sabatier (« France-Inter »). Les débats étaient dirigés par Alain Duhamel.

ALAIN DUHAMEL — Monsieur le président de l'Europe, nous sommes dans une crise profonde. Nous venons d'avoir la hausse des prix du pétrole et une atmosphère de tension dans les relations entre les communautés énergétiques. La France avait des rapports tendus avec certaines de ses partenaires, notamment les Etats-Unis d'Amérique, et en même temps s'interrogeait sur la continuité de la politique française et en particulier sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Yves Cau — La France a été critiquée pour sa politique étrangère et la France a répondu à ces critiques, quelques-unes parfois assez vives, de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

D'abord, au niveau des relations internationales, nous sommes dans un système de démocratie. Mais il y a en deux progrès importants de l'Europe : d'abord la création de ce Conseil européen qui se réunit maintenant régulièrement, qui l'occupe, je dirai, de notre vie familiale de l'Europe : c'est une initiative de la France, c'est une question de l'indépendance de la France.

Et vous dites : cette politique est-elle indépendante ?

Il m'aurait été difficile de

répondre il y a quatre ans, mais je vais essayer de répondre aujourd'hui. Pour ce qu'il y a quatre ans, lorsque j'ai été élu président de la République, enfin il y a presque quatre ans, la situation était objectivement difficile. Elle n'était pas difficile du fait de l'action de mes prédécesseurs, ou de leur défaillance, puisque, au contraire, j'avais pris une certaine action et approuvé leur diplomatie mais elle était objectivement difficile.

En effet, en 1974, rappelons-nous, l'Europe était en crise, en

crise profonde. Nous venions d'avoir la hausse des prix du pétrole et une atmosphère de tension dans les relations entre les communautés énergétiques.

La France avait des rapports tendus avec certaines de ses partenaires, notamment les Etats-Unis d'Amérique, et en même temps s'interrogeait sur la continuité de la politique française et en particulier sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

EDOUARD SABATIER — Monsieur le président, je vous pose ce qu'est ce que la première question qui est ceci : que ceux qui critiquent la politique étrangère de la France, qu'ils appartiennent à l'opposition ou à l'opposition, se plaignent du flou de contradictions, quelquefois parlent de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Yves Cau — La France a été critiquée pour sa politique étrangère et la France a répondu à ces critiques, quelquefois assez vives, de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Edouard Sabatier — Monsieur le président, je vous pose ce qu'est ce que la première question qui est ceci : que ceux qui critiquent la politique étrangère de la France, qu'ils appartiennent à l'opposition ou à l'opposition, se plaignent du flou de contradictions, quelquefois parlent de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Yves Cau — La France a été critiquée pour sa politique étrangère et la France a répondu à ces critiques, quelquefois assez vives, de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Edouard Sabatier — Monsieur le président, je vous pose ce qu'est ce que la première question qui est ceci : que ceux qui critiquent la politique étrangère de la France, qu'ils appartiennent à l'opposition ou à l'opposition, se plaignent du flou de contradictions, quelquefois parlent de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Yves Cau — La France a été critiquée pour sa politique étrangère et la France a répondu à ces critiques, quelquefois assez vives, de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Edouard Sabatier — Monsieur le président, je vous pose ce qu'est ce que la première question qui est ceci : que ceux qui critiquent la politique étrangère de la France, qu'ils appartiennent à l'opposition ou à l'opposition, se plaignent du flou de contradictions, quelquefois parlent de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Yves Cau — La France a été critiquée pour sa politique étrangère et la France a répondu à ces critiques, quelquefois assez vives, de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Edouard Sabatier — Monsieur le président, je vous pose ce qu'est ce que la première question qui est ceci : que ceux qui critiquent la politique étrangère de la France, qu'ils appartiennent à l'opposition ou à l'opposition, se plaignent du flou de contradictions, quelquefois parlent de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Yves Cau — La France a été critiquée pour sa politique étrangère et la France a répondu à ces critiques, quelquefois assez vives, de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Edouard Sabatier — Monsieur le président, je vous pose ce qu'est ce que la première question qui est ceci : que ceux qui critiquent la politique étrangère de la France, qu'ils appartiennent à l'opposition ou à l'opposition, se plaignent du flou de contradictions, quelquefois parlent de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Yves Cau — La France a été critiquée pour sa politique étrangère et la France a répondu à ces critiques, quelquefois assez vives, de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Edouard Sabatier — Monsieur le président, je vous pose ce qu'est ce que la première question qui est ceci : que ceux qui critiquent la politique étrangère de la France, qu'ils appartiennent à l'opposition ou à l'opposition, se plaignent du flou de contradictions, quelquefois parlent de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Yves Cau — La France a été critiquée pour sa politique étrangère et la France a répondu à ces critiques, quelquefois assez vives, de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Edouard Sabatier — Monsieur le président, je vous pose ce qu'est ce que la première question qui est ceci : que ceux qui critiquent la politique étrangère de la France, qu'ils appartiennent à l'opposition ou à l'opposition, se plaignent du flou de contradictions, quelquefois parlent de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Yves Cau — La France a été critiquée pour sa politique étrangère et la France a répondu à ces critiques, quelquefois assez vives, de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Edouard Sabatier — Monsieur le président, je vous pose ce qu'est ce que la première question qui est ceci : que ceux qui critiquent la politique étrangère de la France, qu'ils appartiennent à l'opposition ou à l'opposition, se plaignent du flou de contradictions, quelquefois parlent de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Yves Cau — La France a été critiquée pour sa politique étrangère et la France a répondu à ces critiques, quelquefois assez vives, de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Edouard Sabatier — Monsieur le président, je vous pose ce qu'est ce que la première question qui est ceci : que ceux qui critiquent la politique étrangère de la France, qu'ils appartiennent à l'opposition ou à l'opposition, se plaignent du flou de contradictions, quelquefois parlent de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Yves Cau — La France a été critiquée pour sa politique étrangère et la France a répondu à ces critiques, quelquefois assez vives, de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Edouard Sabatier — Monsieur le président, je vous pose ce qu'est ce que la première question qui est ceci : que ceux qui critiquent la politique étrangère de la France, qu'ils appartiennent à l'opposition ou à l'opposition, se plaignent du flou de contradictions, quelquefois parlent de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Yves Cau — La France a été critiquée pour sa politique étrangère et la France a répondu à ces critiques, quelquefois assez vives, de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Edouard Sabatier — Monsieur le président, je vous pose ce qu'est ce que la première question qui est ceci : que ceux qui critiquent la politique étrangère de la France, qu'ils appartiennent à l'opposition ou à l'opposition, se plaignent du flou de contradictions, quelquefois parlent de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Yves Cau — La France a été critiquée pour sa politique étrangère et la France a répondu à ces critiques, quelquefois assez vives, de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Edouard Sabatier — Monsieur le président, je vous pose ce qu'est ce que la première question qui est ceci : que ceux qui critiquent la politique étrangère de la France, qu'ils appartiennent à l'opposition ou à l'opposition, se plaignent du flou de contradictions, quelquefois parlent de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Yves Cau — La France a été critiquée pour sa politique étrangère et la France a répondu à ces critiques, quelquefois assez vives, de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Edouard Sabatier — Monsieur le président, je vous pose ce qu'est ce que la première question qui est ceci : que ceux qui critiquent la politique étrangère de la France, qu'ils appartiennent à l'opposition ou à l'opposition, se plaignent du flou de contradictions, quelquefois parlent de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Yves Cau — La France a été critiquée pour sa politique étrangère et la France a répondu à ces critiques, quelquefois assez vives, de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Edouard Sabatier — Monsieur le président, je vous pose ce qu'est ce que la première question qui est ceci : que ceux qui critiquent la politique étrangère de la France, qu'ils appartiennent à l'opposition ou à l'opposition, se plaignent du flou de contradictions, quelquefois parlent de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Yves Cau — La France a été critiquée pour sa politique étrangère et la France a répondu à ces critiques, quelquefois assez vives, de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Edouard Sabatier — Monsieur le président, je vous pose ce qu'est ce que la première question qui est ceci : que ceux qui critiquent la politique étrangère de la France, qu'ils appartiennent à l'opposition ou à l'opposition, se plaignent du flou de contradictions, quelquefois parlent de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Yves Cau — La France a été critiquée pour sa politique étrangère et la France a répondu à ces critiques, quelquefois assez vives, de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Edouard Sabatier — Monsieur le président, je vous pose ce qu'est ce que la première question qui est ceci : que ceux qui critiquent la politique étrangère de la France, qu'ils appartiennent à l'opposition ou à l'opposition, se plaignent du flou de contradictions, quelquefois parlent de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Yves Cau — La France a été critiquée pour sa politique étrangère et la France a répondu à ces critiques, quelquefois assez vives, de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Edouard Sabatier — Monsieur le président, je vous pose ce qu'est ce que la première question qui est ceci : que ceux qui critiquent la politique étrangère de la France, qu'ils appartiennent à l'opposition ou à l'opposition, se plaignent du flou de contradictions, quelquefois parlent de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

Yves Cau — La France a été critiquée pour sa politique étrangère et la France a répondu à ces critiques, quelquefois assez vives, de retour à l'alliance, mais au fond toutes leurs critiques convergent d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

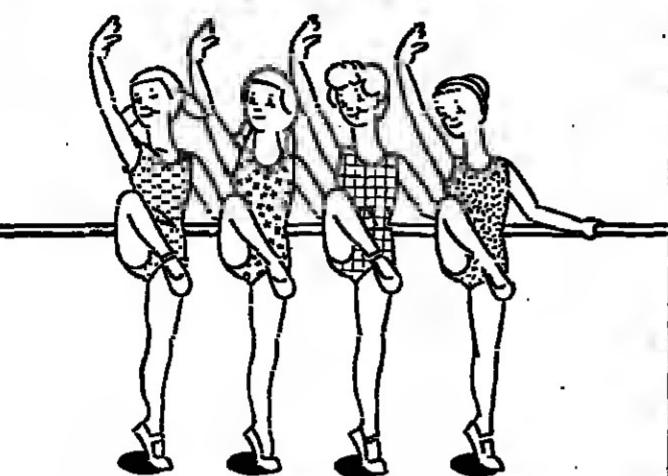
Edouard Sabatier —

DIPLOMATIE

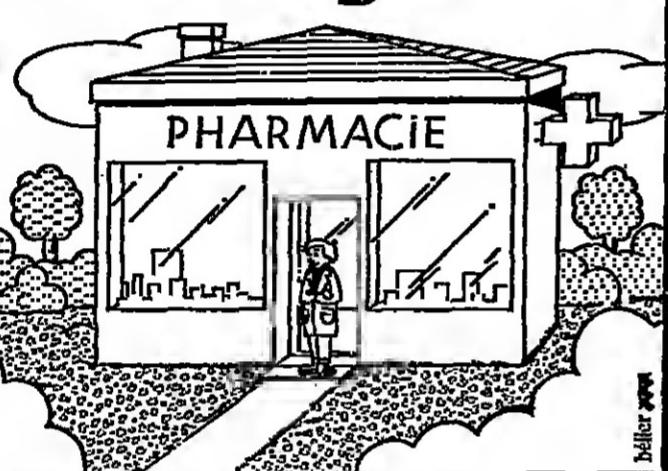
L'INTERVIEW TÉLÉVISÉE DU

RÉSIDENT DE L'

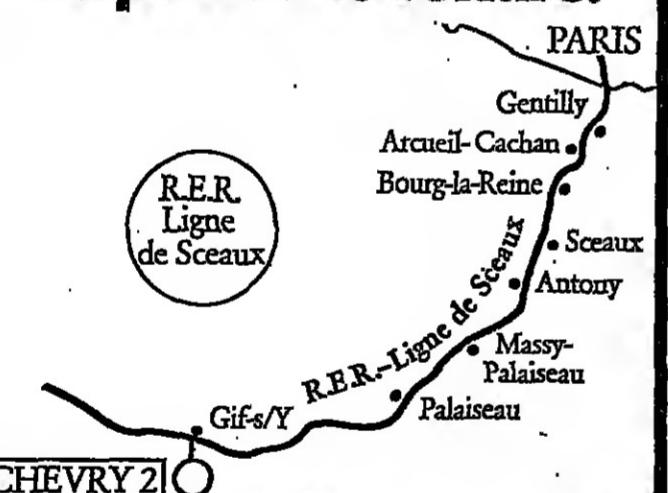
A Chevry 2, on peut danser.



A Chevry 2, on peut se soigner.



A Chevry 2, on pourrait se passer de voiture.



ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX*

A Chevry 2, on peut se relaxer.



(Suite de la page 3)

Enfin, l'équilibre des droits et des devoirs des deux pays suivant les règles du droit international.

Mais il faudrait aller plus loin en recherchant des solutions qui tiennent compte de l'importance de la population algérienne vivant en France, ainsi que de l'importance de l'activité des Français vivant en Algérie. On pourrait créer, par exemple, des commissions gouvernementales de haut niveau traitant, ici, le problème des Algériens vivant en France et traitant, là-bas, le problème de la situation et des biens des Français, car il en existe encore.

On pourra de même prévoir une commission pour traiter les importants problèmes de coopération économique entre les deux pays.

Voilà ce que la France est prête à faire. Voilà ce que je propose. Encore faut-il, naturellement, que nos partenaires soient dans les mêmes dispositions d'esprit. A cet égard, j'ai été frappé par le fait que certains, je dirai, des derniers mois, ont voulu, que, souvent encore, les dirigeants et, plus souvent encore, la presse algérienne n'adoptent pas vis-à-vis de la France la même attitude que retenue que nous observons pour notre part. A qui veulent faire croire que la France poursuivrait, à l'heure actuelle, le sait quel rêve impérialiste en Afrique ou ailleurs, je ne sais quel rôle de présence militaire en

Algérie. Lorsque l'Algérie considère que la détente devrait être globale, Est-ce que nous estimons que les envois d'armes sont comparables avec les détentes avec les amis ?

Quant à la coopération qu'elle pratique, la France ne l'a jamais imposée à personne, et lorsqu'elle a agi en faveur de son pays ou de l'Etat, c'est toujours à l'intérieur des frontières de celui-ci et toujours à sa demande.

J'ajoute que j'ai lu les déclarations officielles des dernières semaines, je dis bien les déclara-

tions officielles, croit-on vraiment que c'est en évitant l'ouverture de nouveaux champs ou en rappelant les événements antérieurs à 1962 que l'on pense servir aujourd'hui la cause de l'entente entre l'Algérie et la France ?

Or si en serait l'Europe, où en seraient la détente, si nous procédions de la même manière ?

Je souhaite que cette attitude soit conservée, et je souhaiterais que nous puissions aboutir à une nouvelle étape des relations entre l'Algérie et la France.

Il y a naturellement des problèmes à traiter. Je ne pourrai vous les indiquer tous, je le reconnais. Il y a, par exemple, le problème de la communauté algérienne en France. Je doit être, effectivement, protégé. Si ces personnes étaient près d'un groupe d'Etats africains, il faudrait inviter l'ensemble des puissances extérieures à cesser l'envoi massif de matériel dans la région.

...et le conflit du Tchad

J.-P. J. — Monsieur le président, il y a un autre conflit qui se déroule actuellement en Afrique, qui est beaucoup plus limité, bien sûr. Il s'agit du Tchad. C'est un pays qui est le théâtre de violents combats actuellement.

Il y a de l'aide de ses amis, dont la France. Quelle sera votre

réponse ?

D'abord, il faut savoir que le Tchad est un des pays qui sont très pauvres du monde et que la population, qu'il s'agisse du Nord,

qui s'opposent au Sud, y vit dans un très grand état de déshabitation. Et je trouve, pour ma part, qu'il y a, en réalité, une sorte de scandale que cette population soit amenée à consacrer ses efforts et ses moyens à des combats fratricides, au lieu de pouvoir se consacrer à des tâches de progrès de paix.

Le gouvernement du Tchad est un gouvernement avec lequel nous avons un certain nombre de relations de coopération, vous le savez. La France répond aux demandes de coopération présentées par le gouvernement du Tchad. Elle le fait à l'intérieur de nos accords. Ces accords ne prévoient pas la participation de moyens militaires français et des actions sur le territoire du Tchad.

C'est donc une coopération exclusive de l'intervention de moyens militaires de combat.

Le plan français de désarmement

sécurité et, d'autre part, quinze à vingt Etats à désigner sur une base géographique par les Nations unies.

Sur ce point, les réactions, sont positives.

Deuxième sujet : nous avons proposé la création d'une agence des armes de contrôle. Nous avons, en effet, observé qu'un des moyens de contrôle — ce n'est pas le seul, — c'était l'usage des satellites ; c'est ainsi que les Soviétiques et les Américains se surveillent.

Si l'on doit y avoir un désarmement mondial, il ne peut pas être surveillé, par deux super-puissances. Il faut que la communauté internationale puisse utiliser les satellites de contrôle.

À l'heure actuelle, nous avons obtenu une réaction positive de la part d'un grand nombre d'Etats.

Enfin, nous proposons — c'est là une initiative très importante et que nous allons naturellement discuter avec nos partenaires — de lancer une conférence européenne de désarmement conventionnel, de l'Atlantique à l'Oural. Cette conférence devrait traiter le problème de tous les armements non nucléaires — puisque le problème des armements nucléaires est discuté ailleurs — sur l'ensemble du territoire européen, c'est-à-dire de notre rivage atlantique jusqu'aux frontières séparant la Russie d'Europe de la Russie d'Asie.

Sur ce point également, nous avons obtenu des réactions positives.

Toutefois, c'est naturellement, de toute manière, que l'affiche, personnellement, à ce dossier — c'est-à-dire la contribution de la France à la solution du problème du désarmement, — je compte me rendre aux Nations unies au moment de la session spéciale, c'est-à-dire à la fin du mois de mai pour présenter les propositions de la France.

Un droit légitime à la sécurité

J. A. — Monsieur le président, dans le projet français de désarmement, vous proposez aussi que ce système de contrôle soit financé par les pays qui seraient autorisés par les pays qui seraient autorisés.

Il y a, d'abord, la notion de sécurité, qui va être définie ?

Est-ce que vous considérez, par exemple, que l'Iran est sûr, que la Corée, qui la cinquième puissance mondiale, est sûre dans tout petit pays ? Qui va fixer cela ?

D'autre part, on contrôle, sur quoi débouche-t-il exactement ? C'est très intéressant d'avoir effectivement un contrôle qui ne sera pas uniquement celui des grandes puissances, mais si vous constatez que certains pays sont dans le jeu, que certains peuvent être dans le jeu, alors ? Est-ce que vous avez des moyens de pression sur eux ? Enfin, comment concevez-vous l'application du système ?

Nous n'allons pas pouvoir entrer dans tous les aspects de ce problème, mais je voudrais répondre à quelques-unes de vos questions.

Autrefois, quand on parlait de désarmement, l'idée était qu'il

fallait un désarmement général par suppression de tous les armements dans le monde.

L'expérience a montré que ce n'était pas réaliste et qu'il ne pouvait pas atteindre cet objectif. C'est ce qui se passe en réalité depuis quinze ans, parce qu'il existe sur le plan international un droit légitime à la sécurité, comme il existe sur le plan de la vie à l'intérieur d'un Etat un droit légitime à la sécurité.

On pourrait imaginer qu'en France on supprime toutes les forces de sécurité en disant : les citoyens sont tellement bien éduqués qu'ils ne nécessitent pas de forces de sécurité. C'est un peu ce que disait la communauté internationale. Mais ce n'est pas réaliste.

Ma proposition est de dire : il y a un droit national à la sécurité, c'est-à-dire que tout Etat doit être capable de se protéger contre les éventualités inhérentes à la vie internationale.

Cela montre tout de suite que c'est un problème de niveau régional. Le problème du droit à la sécurité n'est pas le même dans l'Afrique de l'Ouest, dans l'Amérique latine, en Amérique du Nord, dans le Sud-Est asiatique.

D'où une approche régionale du

non-prolifération nucléaire

Irak qui est le pays le plus instable et le plus extrémiste du Proche-Orient et c'est qui héberge aussi le plus grand nombre d'organisations palestiniennes du Front du refus ?

Les délations ou les contrats auxquels vous faites allusion sont antérieurs à la définition des nouvelles règles. Depuis que nous avons défini ces nouvelles règles, il n'y a aucun manquement et nous y veillerons.

Voyons les contrats anti-

irakiens. En ce qui concerne le Pakistan, il s'agit d'une ligne de raffinerie qui est destinée à assurer ce que l'on appelle le cycle du combustible pour les usines de fabrication d'électricité nucléaire au Pakistan. Et les autorités pa-

kistanaises ont accepté le contrôle

problème de la limitation des armements.

Deuxièmement, ce que nous disons, c'est que ceci doit être négocié comme par exemple les Soviétiques et les Américains négocient actuellement sur le plan nucléaire. On peut imaginer des négociations régionales pour fixer un niveau suggestif raisonnable de sécurité.

Vous avez parlé ensuite de la taxe sur le surarmement. Il ne s'agit pas d'un impôt, il s'agit simplement de créer une responsabilité financière des pays surarmés. Et ces pays devraient être ? D'abord tous les pays à armement militaire, donc la France. Oui, la France. Nous ne proposons pas de taxe sur les autres pays. Donc il s'agit des pays à armement militaire, et d'autre part des pays à armement conventionnel, au-delà d'un certain seuil.

Ce seuil, naturellement, doit être fixé par la commission du désarmement des Nations unies, et avec des moyens de mesure qui sont tout de même relativement objectifs. Nos évaluations nous conduisent à penser qu'il faudrait un dépôt d'un fonds de l'ordre de 1 milliard de dollars, et que ce fonds servirait à financer, par exemple, les moyens de contrôle du désarmement, et pour le reste à alimenter en ressources l'aide aux pays en développement les plus défavorisés.

La réduction des ventes d'armes

E. S. — Comment envisagez-vous, sans mettre en péril par exemple les emplois des cent quatre-vingt mille personnes qui travaillent, je crois, dans l'industrie de l'armement, et sans compromettre nos perspectives de commerce extérieur comment envisagez-vous une limitation volontaire des ventes d'armes dont a été parlé ?

D'abord nous avons toujours dit que pour qu'il y ait limitation des ventes d'armes, il fallait que les partenaires soient d'accord pour le faire ensemble. Pour nous, ceci veut dire qu'il ne peut pas y avoir de conversation sur ce sujet sans la participation de l'Union soviétique.

Nous avons été conviés parfois à des réunions avec nos partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique. En effet, comme vous le savez, les grands fournisseurs d'armes à l'ouest sont les Etats-Unis d'Amérique.

Sur ce point également, nous avons obtenu des réactions positives.

Il y a, d'autre part, sans partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique.

Nous sommes très convaincus de partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique.

Il y a, d'autre part, sans partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique.

Il y a, d'autre part, sans partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique.

Il y a, d'autre part, sans partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique.

Il y a, d'autre part, sans partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique.

Il y a, d'autre part, sans partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique.

Il y a, d'autre part, sans partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique.

Il y a, d'autre part, sans partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique.

Il y a, d'autre part, sans partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique.

Il y a, d'autre part, sans partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique.

Il y a, d'autre part, sans partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique.

Il y a, d'autre part, sans partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique.

Il y a, d'autre part, sans partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique.

Il y a, d'autre part, sans partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique.

Il y a, d'autre part, sans partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique.

Il y a, d'autre part, sans partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique.

Il y a, d'autre part, sans partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique.

Il y a, d'autre part, sans partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique.

DEUX COMMERCES

REGARO : la relance du dialogue avec Alger.

CONFÉRENCE DE M. Giscard d'Estaing sur la sécurité : il a été décidé d'organiser à Paris, à deux reprises, réunions de travail et de concertation.

CONFÉRENCE DE M. Giscard d'Estaing sur la sécurité : il a été décidé d'organiser à Paris, à deux reprises, réunions de travail et de concertation.

CONFÉRENCE DE M. Giscard d'Estaing sur la sécurité : il a été décidé d'organiser à Paris, à deux reprises, réunions de travail et de concertation.

CONFÉRENCE DE M. Giscard d'Estaing sur la sécurité : il a été décidé d'organiser à Paris, à deux reprises, réunions de travail et de concertation.

CONFÉRENCE DE M. Giscard d'Estaing sur la sécurité : il a été décidé d'organiser à Paris, à deux reprises, réunions de travail et de concertation.

CONFÉRENCE DE M. Giscard d'Estaing sur la sécurité : il a été décidé d'organiser à Paris, à deux reprises, réunions de travail et de concertation.

CONFÉRENCE DE M. Giscard d'Estaing sur la sécurité : il a été décidé d'organiser à Paris, à deux reprises, réunions de travail et de concertation.

CONFÉRENCE DE M. Giscard d'Estaing sur la sécurité : il a été décidé d'organiser à Paris, à deux reprises, réunions de travail et de concertation.

كذا من الأصل

DIPLOMATIE

L'INTERVIEW TÉLÉVISÉE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE Des relations nouvelles avec Alger

(Suite de la première page.)

Ces explications constituent en fait une réponse à une question qu'avait posée Jean Daniel, le 14 décembre, et que le président de la République avait paru évoquer : « Ne roulez-vous pas terminer sur un mot d'ouverture sur l'Algérie ? »

Ce qu'il n'avait pas voulu faire en public, M. Giscard d'Estaing l'a fait jeudi. Après avoir évoqué « les conditions dououreuses de l'cession de l'Algérie à l'indépendance », il a proposé aux dirigeants algériens de définir un nouveau cadre pour les rapports entre les deux pays car « les accords d'Algérie sont ceux qui peuvent être réalisés ».

Le chef de l'Etat a proposé la création de « commissions gouvernementales de haut niveau » pour régler le problème de l'indemnisation des biens français en Algérie, et relatif des huit cent mille Algériens vivant en France et qui doivent être « protégés des mauvaises intentions » des autorités algériennes. M. Giscard d'Estaing, que l'on dit fort irrité par les campagnes hostiles à la France lancées par la presse algérienne, a, d'autre part, laissé entendre qu'une mise en sourdine de ces attaques, émanant parfois des dirigeants eux-mêmes, constitue une importante condition à une normalisation des relations entre l'Algérie et la France.

Au chapitre des rapports Est-Ouest, le président a mis que la détente s'essouffle, même si les rapports américano-soviétiques « minent en ce moment un certain échéancier ». Parmi les difficultés rencontrées par l'Ocidental dans ses rapports avec Moscou, M. Giscard d'Estaing a mentionné la question des droits de l'homme qui est, pour lui, « l'un des éléments ». « Nous prégnons cette préoccupation avec l'administration américaine », a-t-il ajouté. Ces déclarations sont né-

tamment en retrait par rapport à celles qu'il avait faites en juillet 1977 à l'hébdomadaire *Newsweek* (1). Le chef de l'Etat avait alors reproché à M. Carter de trop insister sur la question des droits de l'homme dans ses relations avec Moscou et de mettre ainsi « en question le processus de la détente ». Il est vrai que, depuis, M. Carter a sérieusement modéré ses critiques, le conseil napoléonien ayant de rebondir à la conférence de Belgrade, où rencontra, à M. Giscard d'Estaing, « certaines difficultés » et où la France pourrait être bientôt amenée à prendre une initiative pour contribuer à la conclusion de cette réunion.

Autre critère, mais plus nette, du changement d'orientation soviétique : le chef de l'Etat a proposé la création de « commissions gouvernementales de haut niveau » pour régler le problème de l'indemnisation des biens français en Algérie, et relatif des huit cent mille Algériens vivant en France et qui doivent être « protégés des mauvaises intentions » des autorités algériennes. M. Giscard d'Estaing, que l'on dit fort irrité par les campagnes hostiles à la France lancées par la presse algérienne, a, d'autre part, laissé entendre qu'une mise en sourdine de ces attaques, émanant parfois des dirigeants eux-mêmes, constitue une importante condition à une normalisation des relations entre l'Algérie et la France.

En matière de désarmement, le président s'est déclaré satisfait de l'accord réservé aux prévisions françaises et a annoncé qu'il se rendrait aux Nations unies en mai, pour exposer ses vues à la session spéciale que l'ONU consacrera à cette question. (Voir l'article de Maurice Delarue en page 1). En attendant que ces efforts aboutissent, a confirmé M. Giscard d'Estaing, « la France augmente très fortement » ses « progrès techniques dans l'engagement des équipements, nos moyens de dissuasion ». Car ces moyens de dissuasion paraissent indispensables au chef de l'Etat, qui est pour lui, « l'un des éléments ». « Nous prégnons cette préoccupation avec l'administration américaine », a-t-il ajouté. Ces déclarations sont né-

sables au chef de l'Etat comme contrepoints aux forces conventionnelles du pacte de Varsovie.

Il n'a pas exclu que la France soit amenée à utiliser sa force de dissuasion « avant même que ses frontières ne soient atteintes ». La remise en service jusqu'à fin 1977 des forces conventionnelles soviétiques sur la frontière chinoise, l'agression éventuelle contre l'Allemagne fédérale, qu'il n'est toutefois pas question d'autoriser à la « laser l'humiliation » de l'été dernier dans l'OGADEN. En revanche, il ferait perdre à l'Ethiopie son avantage diplomatique, la placerait sur tour en position d'agresseur et fournit des arguments qui leur manquent pour lancer leur attaque aux côtés de Mogadiscio.

Les mêmes voyageurs confirmant que des forces très importantes — notamment en blindés

JACQUES AMALRIC.

(1) *Le Monde* du 19 juillet 1977.

• A Europe 1, M. Jacques Chirac a déclaré qu'il était d'accord avec la politique étrangère dans la mesure où les principes gaullistes d'indépendance nationale sont respectés et où la diplomatie est appuyée sur une politique de défense essentiellement basée sur le développement de la force militaire, de dissuasion et l'affirmation de la partie de la France qu'elle est susceptible de servir lorsque ses intérêts sont en jeu. M. Chirac a été très frappé par la dégradation à ses yeux inexplicable des relations entre la France et l'Algérie, et il a souhaité ardemment que ces relations s'améliorent.

M. Raymond Barre et la « Trilitérale »

M. Raymond Barre, qui était, jeudi soir 9 février, l'invité de l'émission « Le téléphone sonne », diffusée par France-Inter, a été interrogé par un auditeur sur sa participation aux travaux de la commission Trilitérale.

Le premier ministre a répondu : « Lorsque j'ai quitté mes fonctions de vice-président de la commission des Communautés européennes en 1973, c'était au moment où se constituait la commission Tri-

litérale. Quel était le but de cette commission ? Réunir un certain nombre d'hommes venant d'horizons différents, hommes d'affaires, hauts fonctionnaires, et trouver de ce qu'une bonne communauté européenne résulte de l'union des Etats-Unis, l'Europe et le Japon. Jusqu'ici, il n'y avait un dialogue entre la Communauté européenne et les Etats-Unis. Le Japon était tenu, dans une certaine mesure, à l'écart. Il était souhaitable que des

A propos d'un livre de M. Goldring

LA CRISE DE LA DÉMOCRATIE

La déclaration de M. Raymond Barre offre une occasion de rappeler de la Commission trilitérale au sein de laquelle, depuis 1973, des responsables des secteurs public et privé américains, ouest-européens et nippons œuvrent afin de renforcer un Occident capitaliste en butte à des défis extérieurs et internes (*Le Monde* du 13 janvier).

Le livre « Démocratie, croissance zéro » que publie M. Maurice Goldring est dans ces conditions d'échec total. L'auteur entend en effet présenter et détruire les thèses défendues par la trilitérale, à partir d'un ouvrage paru à New-York, en 1975, *The Crisis of Democracy* (2). Une présentation initialement dramatique. L'œuvre serait « le semi-débat du monde occidental » !

L'ouvrage a été rédigé par trois auteurs : Samuel Huntington, Joji Watanuki et Michel Crozier, lequel rappelle d'ailleurs sa contribution à *The Crisis of Democracy* dans son tout récent livre *L'Acteur et le Système* (Le Seuil). Pourquoi, alors que l'ouvrage n'a rien de clandestin, est-il qualifié par M. Goldring de « semi-débat du monde occidental » ? Qui veut trop prouver...

Cette emphase (mesmeurs, nous allons traverser l'entre) est d'autant plus regrettable que les problèmes posés sont très réels. Le lecteur aurait préféré trouver une analyse solide du phénomène qui représente la trilitérale, des conditions de la naissance de ce vaste ouvrage, et non pas une critique de l'« exercice traditionnel, contradictoire et rationnelle » des décisions que doivent prendre les gouvernements, aux prises avec des difficultés croissantes. Le rôle contrôlé social devient de plus en plus délicat. Contributrice à ce malaise, la « crise culturelle », celle de l'éducation, l'attitude de certains moyens d'information — jugés irresponsables et qu'il faudra événuellement plier à la raison du peuple, — l'inflation, etc. L'Etat est sans cesse sollicité par des revendications diverses auxquelles il ne peut répondre. Comme l'écrit Samuel Huntington dans l'ouvrage original (le passage est trouqué dans la traduction qu'en présente M. Goldring) :

« Nous en sommes arrivés à reconnaître qu'il y a des limites potentiellement souhaitables à la croissance économique. Il y a eu essai des limites potentiellement souhaitables à l'extension infinie de la démocratie politique. »

Il est important de souligner que les responsables des régimes occidentaux sont fort conscients des difficultés de nos sociétés, et des contradictions que leur fonctionnement engendre. Samuel Huntington, qui fut, M. Goldring aurait pu le rappeler, l'un des théoriciens de l'urbanisation forcée — au Vietnam, chère à M. Kissinger, aimerait, comme les commanditaires de son étude, fixer l'étendue des droits démocratiques, arrêter l'histoire, faire passer tout ce qui dévise, ce qui sort de la « normale » dans le cadre de ce que l'auteur communiste français appelle « un siècle atlantique dans la domaine de l'idéologie ».

Il est clair que les dirigeants occidentaux tenteront, si les crises (elles sont diverses) s'aggravent, de l'ordre, coûte ce que coûte, plutôt que de laisser se développer de tels — indéfinis — la démocratie. Ils n'ont pas seulement peur de l'irruption sur le forum des masses populaires, comme semble le croire M. Goldring. L'affranchissement de la société, une certaine effervescence anarchique qui est pourtant l'aboutissement logique de la libération de l'individu promise par le capitalisme, la recherche concernante d'expériences de type personnaliste, tout un bouillonnement — convivial —, poussent de plus en plus les régimes en place en Occident à trahir leurs idéaux démocratiques sous le prétexte de les sauver. L'ouvrage *The Crisis of Democracy* a démontré à l'envi qu'ils trouveront des égaliés pour justifier leurs essais de remise en ordre. Le drame — le livre de M. Goldring le prouve lui aussi — est que, à gauche, rares sont ceux qui ont compris que la remise en question en cours concerne autant les aspirants au pouvoir que ses détenteurs. Si l'on croit que la démocratie n'a pas à craindre d'elles, l'argument doit aussi toucher les idéologues qui admettent sans souci l'autoproduction d'appareils de parti sans aucun contrôle populaire.

JACQUES DECORNOY.

(1) Editions sociales, 29 francs.
(2) *The Crisis of Democracy: Report on the Governance of Democracy to the Trilateral Commission*, par Michael Crozier, Samuel Huntington et Joji Watanuki. New York University Press, 1975. C'est dans ce livre que l'auteur présente ce titre dans le Monde diplomatique de mars 1978.

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.
Vous l'avez peut-être
LA MAISON
que vous recherchez.

AFRIQUE

LE CONFLIT DE L'OGADEN

L'Éthiopie a reconquis la région de Harrar

Addis-Abeba. — Toute la région de Harrar est repassée sous contrôle éthiopien et la ligne de chemin de fer, sabotée depuis juin 1977 par les forces somaliennes, vient d'être remise en service jusqu'à Dire-Dawa. Au milieu des récents combats entre la révolution militaire et des communautés douteuses, telles sont les deux informations que l'on a pu recueillir de source directe à Addis-Abeba (par téléphone ou par des voyageurs arrivant de Harrar). Selon des experts africaines travaillant sur place, la localité de Bishoftu, située à 25 kilomètres de Harrar, en direction de Jijiga, a été défaite de l'été dernier, futurément immeubles et munitionnements des soldats de la 3^e division à l'égard du régime et surtout à la rivalité opposant l'armée régulière aux milices.

De notre envoyé spécial d'Hargeisa et de Berbera. Ce projet a certainement été un moment carressé et les militaires y sont plutôt favorables. Il permettrait de majorer à 100 000 hommes la présence de l'armée régulière et de donner à l'ethiopien une position de force dans les futures négociations et de « lever l'humiliation » de l'été dernier dans l'OGADEN. En revanche, il ferait perdre à l'Ethiopie son avantage diplomatique, la placerait sur tour en position d'agresseur et fournit des arguments aux Somalis qui leur manquent pour lancer leur attaque aux côtés de Mogadiscio.

Pour toutes ces raisons — et au besoin sous la pression des

Soviétiques — Addis-Abeba choisi de déclencher l'offensive. On ne connaît pas néanmoins — et cette perspective demeure inquiétante — que dans le cours de la contre-offensive certains commandants d'unité prennent l'initiative d'exercer un « droit de suite ».

Mais si le renforcement considérable du potentiel militaire éthiopien ne laisse pas d'impressionner la réaction militaire et politique de l'Union soviétique, il paraît tout aussi importante les défaîtes de l'été dernier futurément immeubles et munitionnements des soldats de la 3^e division à l'égard du régime et surtout à la rivalité opposant l'armée régulière aux milices.

On peut néanmoins à l'ordre de la « liquidation » de l'ancien vice-président Atnafu Ahaïm, semble bien avoir été réduite. De nombreux militaires, parmi les plus aguerris, ont été intégrés à l'armée régulière, et ont servi à reconstruire les unités de la 3^e division. L'influence des combattants cubains s'est également renforcée sur les unités soviétiques qui se chargent pratiquement de l'armée régulière, des unités d'artillerie et de l'aviation.

Quant à la participation directe de troupes cubaines aux combats, rien ne permet de la confirmer de manière définitive. L'arrivée de soldats cubains en unité constituée à Harar fait néanmoins douter de la véracité de l'information, mais de la partie de la garnison de Harrar qui, après la victoire de l'armée régulière, a été organisée.

Les proclamations répétées faisant de ces derniers temps à Addis-Abeba, et selon quelques l'Ethiopie n'était pas le cas voici quelques mois. En outre, une partie des populations d'origine somalienne vivant dans l'OGADEN et qui avaient pris feu et cause pour Mogadiscio, paraissent avoir rallié pour plusieurs centaines de chars (une partie étant pilotés par des Sud-Eyéménites) et de canons à longue portée soviétiques. Quant aux avions de combat, il existe de grands nombres d'avions de l'armée régulière et dont l'intervention a été décisive autour de Harrar. Il paraît peu probable qu'ils soient tous pilotés par des pilotes éthiopiens. Certes, un groupe de pilotes éthiopiens est récemment rentré d'un stage de formation sur MiG en Union soviétique, et a pris part aux combats, mais il ne seraient qu'au nombre de treize, chiffre relativement modeste au regard de l'intensité des bombardements.

Quel qu'il en soit, une chose paraît certaine : l'équilibre des forces est démasqué, très largement favorable à l'Ethiopie sur ce front sud, et la poursuite de l'offensive ne soulevera plus de difficultés techniques. La stratégie qui va être adoptée suscite cependant des commentaires contradictoires. On estime généralement peu probable que les troupes éthiopiennes franchissent la frontière et s'assurent le contrôle du nord de la Somalie, y compris celui des villes concrète progressive du côté éthiopien entre Aden (où se trouve le camp d'entraînement dirigé par les Cubains) et Dire-Dawa. De nombreux convois acheminant de l'artillerie lourde et des blindés sont signalés dans cette région. L'armée éthiopienne disposerait désormais dans l'OGADEN de plusieurs centaines de chars (une partie étant pilotés par des Sud-Eyéménites) et de canons à longue portée soviétiques. Pour les ressources de grandes forces et de réconnaissance il est donc organisé.

Les proclamations répétées faisant de ces derniers temps à Addis-Abeba, et selon quelques l'Ethiopie n'était pas le cas voici quelques mois. En outre, une partie des populations d'origine somalienne vivant dans l'OGADEN et qui avaient pris feu et cause pour Mogadiscio, paraissent avoir rallié pour plusieurs centaines de chars (une partie étant pilotés par des Sud-Eyéménites) et de canons à longue portée soviétiques. Quant aux avions de combat, il existe de grands nombres d'avions de l'armée régulière et dont l'intervention a été décisive autour de Harrar. Il paraît peu probable qu'ils soient tous pilotés par des pilotes éthiopiens. Certes, un groupe de pilotes éthiopiens est récemment rentré d'un stage de formation sur MiG en Union soviétique, et a pris part aux combats, mais il ne seraient qu'au nombre de treize, chiffre relativement modeste au regard de l'intensité des bombardements.

Les proclamations répétées faisant de ces derniers temps à Addis-Abeba, et selon quelques l'Ethiopie n'était pas le cas voici quelques mois. En outre, une partie des populations d'origine somalienne vivant dans l'OGADEN et qui avaient pris feu et cause pour Mogadiscio, paraissent avoir rallié pour plusieurs centaines de chars (une partie étant pilotés par des Sud-Eyéménites) et de canons à longue portée soviétiques. Quant aux avions de combat, il existe de grands nombres d'avions de l'armée régulière et dont l'intervention a été décisive autour de Harrar. Il paraît peu probable qu'ils soient tous pilotés par des pilotes éthiopiens. Certes, un groupe de pilotes éthiopiens est récemment rentré d'un stage de formation sur MiG en Union soviétique, et a pris part aux combats, mais il ne seraient qu'au nombre de treize, chiffre relativement modeste au regard de l'intensité des bombardements.

Les proclamations répétées faisant de ces derniers temps à Addis-Abeba, et selon quelques l'Ethiopie n'était pas le cas voici quelques mois. En outre, une partie des populations d'origine somalienne vivant dans l'OGADEN et qui avaient pris feu et cause pour Mogadiscio, paraissent avoir rallié pour plusieurs centaines de chars (une partie étant pilotés par des Sud-Eyéménites) et de canons à longue portée soviétiques. Quant aux avions de combat, il existe de grands nombres d'avions de l'armée régulière et dont l'intervention a été décisive autour de Harrar. Il paraît peu probable qu'ils soient tous pilotés par des pilotes éthiopiens. Certes, un groupe de pilotes éthiopiens est récemment rentré d'un stage de formation sur MiG en Union soviétique, et a pris part aux combats, mais il ne seraient qu'au nombre de treize, chiffre relativement modeste au regard de l'intensité des bombardements.

Les proclamations répétées faisant de ces derniers temps à Addis-Abeba, et selon quelques l'Ethiopie n'était pas le cas voici quelques mois. En outre, une partie des populations d'origine somalienne vivant dans l'OGADEN et qui avaient pris feu et cause pour Mogadiscio, paraissent avoir rallié pour plusieurs centaines de chars (une partie étant pilotés par des Sud-Eyéménites) et de canons à longue portée soviétiques. Quant aux avions de combat, il existe de grands nombres d'avions de l'armée régulière et dont l'intervention a été décisive autour de Harrar. Il paraît peu probable qu'ils soient tous pilotés par des pilotes éthiopiens. Certes, un groupe de pilotes éthiopiens est récemment rentré d'un stage de formation sur MiG en Union soviétique, et a pris part aux combats, mais il ne seraient qu'au nombre de treize, chiffre relativement modeste au regard de l'intensité des bombardements.

Les proclamations répétées faisant de ces derniers temps à Addis-Abeba, et selon quelques l'Ethiopie n'était pas le cas voici quelques mois. En outre, une partie des populations d'origine somalienne vivant dans l'OGADEN et qui avaient pris feu et cause pour Mogadiscio, paraissent avoir rallié pour plusieurs centaines de chars (une partie étant pilotés par des Sud-Eyéménites) et de canons à longue portée soviétiques. Quant aux avions de combat, il existe de grands nombres d'avions de l'armée régulière et dont l'intervention a été décisive autour de Harrar. Il paraît peu probable qu'ils soient tous pilotés par des pilotes éthiopiens. Certes, un groupe de pilotes éthiopiens est récemment rentré d'un stage de formation sur MiG en Union soviétique, et a pris part aux combats, mais il ne seraient qu'au nombre de treize, chiffre relativement modeste au regard de l'intensité des bombardements.

Les proclamations répétées faisant de ces derniers temps à Addis-Abeba, et selon quelques l'Ethiopie n'était pas le cas voici quelques mois. En outre, une partie des populations d'origine somalienne vivant dans l'OGADEN et qui avaient pris feu et cause pour Mogadiscio, paraissent avoir rallié pour plusieurs centaines de chars (une partie étant pilotés par des Sud-Eyéménites) et de canons à longue portée soviétiques. Quant aux avions de combat, il existe de grands nombres d'avions de l'armée régulière et dont l'intervention a été décisive autour de Harrar. Il paraît peu probable qu'ils soient tous pilotés par des pilotes éthiopiens. Certes, un groupe de pilotes éthiopiens est récemment rentré d'un stage de formation sur MiG en Union soviétique, et a pris part aux combats, mais il ne seraient qu'au nombre de treize, chiffre relativement modeste au regard de l'intensité des bombardements.

Les proclamations répétées faisant de ces derniers temps à Addis-Abeba, et selon quelques l'Ethiopie n'était pas le cas voici quelques mois. En outre, une partie des populations d'origine somalienne vivant dans l'OGADEN et qui avaient pris feu et cause pour Mogadiscio, paraissent avoir rallié pour plusieurs centaines de chars (une partie étant pilotés par des Sud-Eyéménites) et de canons à longue portée soviétiques. Quant aux avions de combat, il existe de grands nombres d'avions de l'armée régul

DE L'OGADEN
S la région de

Union soviétique

LES MILITANTS POUR LES DROITS CIVIQUES APPROUVENT LA CRÉATION D'UN SYNDICAT LIBRE

(De notre correspondant.)

Moscou. — Un an après l'arrestation de M. Youri Orlov, fondateur du Groupe de surveillance des accords d'Herzl, le fameux comité armé dont l'érivain Volovitch, le physicien Youri Helfand, le mathématicien Naoum Melman, ont tenu le jeudi 9 février une conférence de presse pour protester contre l'isolement dans lequel est maintenu, incarcéré à la prison de Lefortovo, M. Orlov. Il a pu voir ni sa femme, ni son avocat. Des dure centaines de personnes ont signé une «lettre de solidarité avec M. Orlov» (1).

Pour sa part, Mme Sakharov donne lecture d'un texte exprimant la solidarité du Groupe d'Herzl envers les ouvriers qui ont été arrêtés le 9 février.

«Nous espérons que la création de ce syndicat aura une grande importance pour le développement de la prise de conscience sur les droits de l'homme dans le pays», a-t-elle dit. «Les contacts entre le groupe d'Herzl et les ouvriers sont préoccupants. Nous fondons un syndicat libre, pour ce principe.» Cette déclaration constitue une tentative de surmonter les incompréhensions et les divergences entre le milieu des dissidents, composé en général d'intellectuels et les ouvriers qui les tiennent pour «des snobs étrangers aux soucis des travailleurs».

On apprend que M. Vladimir Kleshchikov, l'administrateur du syndicat d'ouvriers, a été arrêté vendredi matin 7 février par des policiers en civil. Depuis, on sait sans nouvelles de lui. Au début de cette semaine, cinq autres membres du groupe avaient été arrêtés, vraisemblablement pour être expulsés de Moscou où ils n'ont pas le droit de résider. — D. V.

(1) Cinquante physiciens suédois, membres de l'Académie, section métiers d'Amiens, un universitaire ont demandé, dans une lettre à M. Brejnev, la libération de leur collègue.

Le Proche-Orient

La Communauté européenne a répondu vendredi 9 février à la lettre que lui avait adressée en janvier le président Sadate pour lui demander son appui à l'accord d'Amiens. Un membre du conseil, ministre danois des affaires étrangères, actuel président du Conseil des Neuf. Cette réponse commercialise la ligne habituée du parti des Neuf au Proche-Orient et exprime le 30 juin dernier dans une déclaration du Conseil européen. Elle rappellerait notamment «la nécessité d'une patrie pour le peuple palestinien».

ST 650. Gros succès. On continue.

Dans la limite des stocks disponibles

Fox 200 Ressignol 325 F	ST 650 Ressignol 650 F	ST 660 Ressignol 840 F
Fixation Solomon 444	197 F	Look N 57
	295 F	Salomon 554
322 F	345 F	360 F
Prix Team 5 444 F	Prix Team 5 790 F	Prix Team 5 927 F

TEAM 5 Avos marques

A Paris
Team 5 Italie
Centre Commercial Galaxie
Place d'Italie 13^e
Team 5 Montparnasse
44-46 rue St Frédéric
Team 5 Haussmann
55 rue de l'Arcade
Centres Commerciaux Régionaux

50% de réduction

EUROPE

Yougoslavie

LE CONGRÈS DE LA LIGUE DES COMMUNISTES AURA LIEU AU MOIS DE JUIN

Belgrade (A.F.P.). — Le dixième congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie (L.C.Y.), se tiendra en juin prochain à Belgrade, où sont fixées ultérieurement, a décidé le comité central réuni le 9 février dans la capitale yougoslave en l'absence du maréchal Tito qui se repose à la station balnéaire d'Igralo. Le C.C. a adopté des thèses — un document de base pour la rédaction du programme — qui serviront de base pour la rédaction du programme du congrès, lesquels définissent les tâches du parti relatives au perfectionnement du «système politique de la démocratie socialiste autogestionnaire».

Ces thèses mettent l'accent sur la prééminence de la L.C.Y. en tant que «force d'orientation de la société et sur le renforcement de son rôle d'action idéologique, si possible, pour assurer la stabilité intérieure et à la sécurité de l'indépendance et de la sécurité du pays». Elles relèvent que le mouvement communiste est caractérisé par une tendance toujours plus forte à développer une «coopération internationale volontaire». Mais dans le même temps, «les forces conservatrices et réactionnaires» tentent d'arrêter «des formes d'opposition à l'autorité des autorités ouest-allemandes et les ouvriers qui les tiennent pour «des snobs étrangers aux soucis des travailleurs».

On apprend que M. Vladimir Kleshchikov, l'administrateur du syndicat d'ouvriers, a été arrêté vendredi matin 7 février par des policiers en civil. Depuis, on sait sans nouvelles de lui. Au début de cette semaine, cinq autres membres du groupe avaient été arrêtés, vraisemblablement pour être expulsés de Moscou où ils n'ont pas le droit de résider. — D. V.

(1) Cinquante physiciens suédois, membres de l'Académie, section métiers d'Amiens, un universitaire ont demandé, dans une lettre à M. Brejnev, la libération de leur collègue.

Espagne

M. GABRIEL MANUECOS, ambassadeur d'Espagne à Alger, a regagné son poste mercredi 8 février. Il avait été rappelé en Espagne le 23 décembre après la publication d'un article qualifiant les Canaries de «dernière colonie espagnole en Afrique».

LE SERNAT a approuvé, vendredi 9 février, l'extension à 200 milles nautiques (environ 370 kilomètres) des eaux territoriales espagnoles dans l'Atlantique.

— (A.F.P.)

République fédérale d'Allemagne

Six mois après son évasion

L'ANCIEN COLONEL SS HERBERT KAPPLER EST MORT

L'ancien colonel SS Herbert Kappler, qui s'était évadé de l'hôpital militaire du Célio à Rome, le 15 août dernier, est mort dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 février au domicile de son épouse, à Soltau, en Basse-Saxe. Lors de son évasion, réalisée en principe avec le soutien de deux femmes, mais préparée depuis des conditions qui n'avaient rien de bien des interrogatoires. Kappler se savait déjà atteint d'un cancer incurable. Responsable du massacre des Fosses Ardennaises, où il avait fait fusiller trois cent trente-cinq otages, en 1944, il avait été nommé au poste de commandant de la 12^e division de la Waffen SS. À la fin de l'été 1977, Kappler avait été condamné à la réclusion à perpétuité.

Son décès, estimé notre correspondant à Bonn, Jean Weitz, met fin à une affaire qui avait mis les autorités ouest-allemandes dans l'embarras et qui leur avait valu vives critiques, en particulier internationales. La Commission de l'U.R.A. (Institut pour la promotion de l'enseignement) a recommandé que l'ordre de libération de Kappler soit levé.

De source informée, on apprend que le colonel devait régler la question de l'effacement de la présidence de la Ligue (qui compte quarante-huit membres actuellement) et remplacer le comité exécutif (de douze membres) par un organisme plus restreint, mais «plus efficace» qui devait diriger M. Stane Dolan, le numéro deux de la L.C.Y., qui a présenté les thèses au comité central.

— (A.F.P.)

amérique latine

Musique de qualité : disques et cassettes. Importation exclusive. En plus : livres, presse, guides, cartes géographiques, méthodes audio-visuelles, diapositives, drapéaux, etc. du Brésil et de toute l'Amérique Latine, de la Pérouvienne Indienne et des courtaumes pays Africains de langue Portugaise.

librairie-centre des pays de langue espagnole et portugaise (anciennement Librairie Portugaise à Brésilienne)

16, r. des Ecoles. Paris-VI - Tel. 03-46-16 - Métro Marbeuf-Mutualité (Vente par correspondance, sauf pour les journaux et les revues)

LASKYS HIFI LASKYS HIFI

PLATINES K7
AUDIOTRONIC ACD 1000 1200-1185
AKAI CD 1050 1410-1380
AKAI AD 2250 1400-1380
AKAI AD 8200 1200-1185
PIONEER CTF 4040 1200-1185
PIONEER SCT 40 1850

CASQUES
KOSS K 727 B 260-260
VANGUARD 107 315-315
ENGLSSE 10 45-45
ENGLSSE 200 410-100

CASSETTES
SCOTCH C 60 5F pcc 45F les 10
SCOTCH C 90 7F pcc 60F les 10
AGFA COLOR C 90 11F pcc 100F les 10
BASF/LHC 90 12F pcc 110F les 10
AGFA C 90 C 60 16F pcc 140F les 10
BASF/C 90 C 60 17F pcc 150F les 10
TDK SA C 80 18F pcc 175F les 10
BASF C 90 C BOX 20F pcc 185F les 10
BASF C 90 C 90 22F pcc 200F les 10

PLATINES - DISQUES
AMSTRAD TP 12 545-575
AUDIOTRONIC 100 M 575-545
CEC DD 8200 1480-1225
GARRARD SP 25 avec cellule 495-465
GARRARD SP 25 avec cellule 495-465
GARRARD 865D avec cellule 585-520
GOLDING G 103 avec cellule 230-220
PIONEER SPL 40 avec cellule 885-885
KENWOOD KD 1033 885-820
KENWOOD KD 2055 1400-1350
LENCO L 120 707-685
PHILIPS GA 912 avec cellule 1485-1405
PIONEER LX 450-2x22W 1485-1400
PIONEER SX 450-2x24W 1720-1450

JEUX VIDÉO
SONY PSX 7 2485-2050

LES NOUVEAUTÉS

WHARFEDALE E 60 - Enceinte 3 voies - 70 W plcc 1.365

WHARFEDALE E 70 - Enceinte 3 voies - 1.600

GOODYEAR RD 65 - Enceinte 3 voies - 75W, plcc 995

PHONO CP 1000 - Platine cassette frontale avec Dolby 1.000

LENOVO 1000 - Platine cassette frontale avec Dolby 1.000

LES ENSEMBLES COMPLETS 2X50 WATTS

Ampli AUDIOTRONIC Q5, avec platine AUDIOTRONIC AT 100 M-1 Share M 75 avec enceintes AUDIOTRONIC N 602 3.214

NOUVEAU : Compact AKAI AC 3800 L, 2x 25W, avec platine AUDIOTRONIC AT 100 S+ Share M 75 + 2 enceintes AKAI SH 1025 4.005 4.635

PETITS BUDGETS Ampli AUDIOTRONIC LA 1010, 2x 12W, avec platine GARRARD SP 25 et 2 enceintes SKRANA SK 20 1.489 1.480

TROIS SYSTEMES COMPLETS Ampli KENWOOD KA 5500, 2x 55 W, tuner KENWOOD KT 5300, platine LENCO L 833 - entraînement direct --> Share M 95 ED, 4.405 4.635

LE MOIS FOU DE LA HI-FI DES PRIX TRÈS Spéciaux DU 16 JANVIER AU 11 FEVRIER 1978

* Les prix barrés sont les prix habituels LASKYS

Offre valable dans le limite des stocks disponibles. Caractéristiques non contractuelles.

2 enceintes GOODMAN RD 35, antenne FAI EAGLE DA/11 Casque KOSS K728

Prix Total : 4.635 5.645

Ampli-tuner EAGLE R 6500, 2x 25 W, avec platine AUDIOTRONIC AT 100 S+ Share M 95 ED, avec 2 enceintes GOODMAN RD 35

Prix Total : 3.755 3.850

Décodeur de télé EAGLE TD 79 25 Chaîne AKAI-AMSTRAD 2A : 4.205

Prix Total : 4.205 4.205

Ampli-préampli AMSTRAD EX 330 2x 35 W RMS - Tuner AMSTRAD EX 303 Po. 145 FM 145 TV/G 145 Calculatrice scientifique RADOPIN 1820 60

Magnétophone EAGLE EH 14, 7.5W 145

Microphone RADOPIN PRO 145 645

Enceinte magnétique EAGLE PRO 145 115

AKAI SR 1040, 2x 40 W RMS - avec meuble 4.500

Et toute une gamme de micros-plaques et perches.

"LASKYS FRANCE" Société d'exploitation de King Musique.

LASKYS FRANCE 1 RESEAU EUROPEEN DE DISTRIBUTION DE MATERIEL HIFI

Pour tous renseignements : écrire ou téléphoner aux centres d'information Laskys. PARIS : 1, place Cléry - 75008 - Tel. 290.68.82.

VERSAILLES : 26, avenue de St-Cloud - 78000. Centres commerciaux : ROSNY, CRETEIL, BELLE-EPINE, EVRY, VELIZY.

AMÉRIQUES

Canada

Treize diplomates soviétiques accusés d'espionnage ont été expulsés

De notre correspondant

Les autorités soviétiques n'avaient pas encore réagi, ce vendredi 9 février dans la matinée, à la décision du gouvernement canadien, pris jeudi 1^{er}, d'expulser treize de leurs diplomates en poste à Ottawa, qui se seraient livrés à des actes d'espionnage.

Montreal. — Le gouvernement fédéral canadien a décidé, le jeudi 9 février, d'expulser treize ressortissants soviétiques qui se seraient livrés à des activités d'espionnage. Leurs épouses, qui étaient arrivées à Montréal, étaient également traitées comme traducteur à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), dont le siège social est à Montréal. Elles étaient employées à l'ambassade de l'Union soviétique à Ottawa. Deux d'entre elles avaient été expulsées le 8 août 1977. Kappler avait été condamné à la réclusion à perpétuité à la fin de l'été 1977.

Dans une déclaration faite à la Chambre des communes d'Ottawa, M. Don Jamieson, ministre fédéral des affaires étrangères, a déclaré que le gendarme royal du Canada (G.R.C.) avait découvert un important complot - dont le premier objectif aurait été d'obtenir des renseignements sur la structure opérationnelle du service de contre-espionnage de la G.R.C.

Aucun Canadien n'a été impliqué dans cette affaire. Au cours des dix dernières années, huit ressortissants soviétiques ont été ainsi expulsés du Canada, pour des raisons semblables. Le Canada n'envisage pas de rompre ses relations diplomatiques avec l'U.R.S.S., mais M. Jamieson, qui devait se rendre à Moscou en mars, a annulé son voyage.

revanche, selon le rapport, à Haïti, à Panama et en Equateur.

Des violations nombreuses sont également relevées au Népal, au Pakistan, au Bangladesh, au Sri Lanka, en Egypte et en Jordanie. La situation du Liban fait l'objet d'une mention particulière sur les restrictions aux droits humains à la guerre civile.

En Afrique, les cas les plus graves sont, selon le document du département d'État, ceux du Burkina, de l'Ethiopie, de la Guinée, de la République populaire de l'Angola et du

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS

M. Raymond Barre, qui répondait jeudi soir à l'heure aux questions des journalistes et des auditeurs de France-Inter, s'est présenté comme le « chef naturel » de la majorité, mais il a précisé qu'il ne s'intéresse pas « aux querelles entre les deux tendances » de cette majorité, c'est-à-dire le R.P.R. et l'U.D.F. (parti républicain, parti radical et C.D.S.). Confiant dans la

victoire électorale de ceux qui soutiennent l'action du président de la République, le premier ministre a souhaité que la majorité s'élargisse ultérieurement « sur le centre gauche et vers la gauche », de façon à regrouper « tous ceux qui ne sont pas dominés par l'idéologie du programme commun ».

M. Jacques Chirac a répliqué, dès vendredi

matin, au micro de France-Inter, qu'il faut effectivement procéder à un élargissement, mais avant, et non après la consultation.

A gauche, le P.C.F. poursuit son offensive contre la notion de « discipline républicaine » à laquelle se réfèrent les socialistes en matière de désistements pour le second tour, et M. Mar-

chais a affirmé jeudi soir qu'il ne s'agit que d'une « tentative d'usurper les voix des travailleurs ».

A moins de trente jours du premier tour de scrutin, le sondage de popularité « France-Soir » — IFOP réalisé entre le 30 janvier et le 2 février fait apparaître pour le troisième mois

M. Raymond Barre souhaite que la majorité s'élargisse vers le « centre gauche »

Répondant, jeudi soir 9 février, aux questions de la rédaction et des auditeurs de France-Inter, M. Raymond Barre a réaffirmé qu'il entend se tenir « à l'écart » des querelles de la majorité.

Interrogé sur la création de l'Union pour la démocratie française — critiquée par M. Jacques Chirac (« Le Monde » du 10 février) — le premier ministre a notamment déclaré : « Il y a des formations de la majorité qui ont décidé d'être dans et de se concerter, et de ne pas aller en ordre dispersé au combat électoral. Qui peut faire grief à ces formations de cela ? Pourquoi leur prêter de mauvaises intentions ? Pourquoi ne pas y voir, au contraire, une volonté d'organiser afin de mieux mener le combat électoral ? Pourquoi ce que le président de la République a apporté les deux dernières années n'a-t-il pas contribué à l'une contre l'autre alors que tout les conduit à aller au combat l'une avec l'autre, ensemble, côté à côté ? »

« Je me demande pourquoi on continue à me poser des questions là-dessus », a ajouté le chef du gouvernement. Cela me m'adresse pas depuis longtemps parce que, comme premier ministre, mon seul souci est de faire en sorte que tous les Français s'unissent au-

tour des institutions de la République ».

Le premier ministre a néanmoins indiqué qu'il assurera pleinement son rôle « qui est celui d'être le chef naturel des formations qui affirment le combat électoral » et il a soutenu, sujet, « que certains veulent nommer le premier ministre à

M. Barre a souligné à nouveau qu'il est « partisan d'un élargissement de la majorité » : « Il faut que tous ceux qui sont attachés à la défense de la liberté, qui sont détroués de réitérer des progrès en matière de justice, puissent se rassembler, et donner au pays l'assise politique assez large pour faire face aux problèmes auxquels notre pays sera confronté dans les prochaines années », a-t-il déclaré.

« Je souhaite donc, pour ma part, un élargissement de la majorité. Je crois qu'il faut non pas qu'on substitue telle formation à celle autre dans la majorité, mais que des hommes de toutes tendances, c'est-à-dire tous ceux qui ne sont pas dominés par l'idéologie du programme commun, leur apportent leur concours à une politique qui sera inspirée par les deux thèmes de la liberté et de la justice. »

RÉPONDANT A M. CHIRAC

M. Soisson : trop c'est trop

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, a fait allusion jeudi 9 février en fin d'après-midi aux propos tenus la veille par M. Jacques Chirac, au micro d'Antenne 2, sur l'Union pour la démocratie française. Il a déclaré : « Trop, c'est trop. Nous

avons autre chose à faire qu'à commenter les commentaires des uns et des autres. Ils devraient tous comprendre, enfin, que l'intérêt commun est que, sur la majorité, ils consacrent plus de temps à leur combat qu'à dire n'importe quoi et qu'ils restent dans leur tente et leur agressivité à combattre efficacement et efficacement l'opposition qui les attendent. »

M. Soisson a aussi rendu publique la déclaration suivante du bureau politique de son parti :

« Les Français aspirent, comme en 1974, au changement sans le risque. Il est chaque jour de plus en plus clair qu'un succès du parti socialiste coûterait très cher au pays. Il fallait donc qu'en courant l'organisation pour offrir aux électeurs une voie moderne et novatrice qu'ils attendent. »

L'Union pour la démocratie française répond à cet objectif. Le P.R. a joué pleinement le rôle qu'il s'était assigné à Fréjus en refusant toute querelle au sein de la majorité et en affirmant la personnalité d'un courant de soutien sans équivoque au président de la République. »

Après avoir ajouté que « le P.R. assure l'animation de l'U.D.F. », M. Soisson a estimé : « La majorité doit s'étendre à tous les Français. Elle ne saurait à priori écarter personne ni aucune formation. »

● Le général de Bollardière, reprochant à M. Chirac d'avoir déclaré à Antenne 2 que M. Jean-Jacques Servan-Schreiber n'avait « jamais rendu aucun service à son pays », rappelle que celui-ci a servi sous ses ordres en Algérie et rempli « courageusement et brillamment des tâches particulièrement dangereuses ». Les auteurs du document insistent sur « l'attention particulière à accorder à l'essor du secteur tertiaire ». « Dans ce cadre, ajon-

Foin des nuances !

« Quand on a confiance dans l'avenir, la monnaie est forte. Mais il suffit que l'ombre du programme commun s'étende sur la France pour que, immédiatement, les détenteurs de francs se disent : pourquoi garder cette monnaie ? (...) Si nous procédions à une augmentation de la SMIC, comme certains le préconisent, à 2 400 F, tel le parti communiste auquel s'est rallié M. Mitterrand, il y aurait d'abord un plissement général de tous les salaires qui sont liés au SMIC. »

En conclusion, le premier ministre a été déclaré convaincu que « l'opposition ne gagnera pas à l'élection, et il a indiqué que si, personnellement, il n'était pas élu député, il retournerait « sans tristesse » à ses « chères études ». »

Il était particulièrement net jeudi. Avec les inconvénients du genre. Car si c'est l'ombre du programme commun qui provoque les envahis du franc, comment M. Barre explique-t-il que notre monnaie ait perdu 21 % vis-à-vis du franc suisse et 21 % l'égard du deutschmark durant les vingt-deux mois qui ont précédé la crise de la semaine dernière ? Ne serait-ce pas tout simplement parce que la « confiance » des détenteurs de capitaux (particuliers et surtout entreprises) est limitée envers l'économie d'un pays qui accumule 70 milliards de déficit budgétaire en trois ans, 31 % de hausse des prix dans le même temps, 32 milliards de déficit commercial en deux ans et qui augmente de moitié ses emprunts industriels à l'étranger ?

Le président de la République a souhaité que la campagne électorale se tienne à un certain niveau. C'est peut-être impossible. En tout cas, le premier ministre ne donne guère l'exemple. — G. M.

Le P.S. et le parti social-démocrate allemand se prononcent en faveur d'une politique de relance

La résorption du chômage passe par une politique de relance et le développement des secteurs industriel et tertiaire, est essentiel. Pour une politique active, sectorielle et stratégique, il faut parvenir à ce que les disparités d'emplois, liées au déclin de certains secteurs et à des mutations régionales, soient compensées par des créations d'emplois dans des secteurs en développement. »

Autres remèdes préconisés par le document : une meilleure organisation et une réduction du temps de travail, « branche par branche, en tenant compte de la situation propre à certaines entreprises, notamment les P.M.E. », ainsi que l'abaissement de l'âge de la retraite.

Il suggère aussi l'élaboration de nouvelles règles de financement des entreprises, une nouvelle politique d'aménagement du territoire avec un rééquilibrage des activités économiques entre les différentes régions ainsi que l'attribution de nouveaux droits pour les travailleurs, par exemple un droit de regard dans les investissements des grandes entreprises.

Enfin, le texte demande une réforme du droit de licenciement sur la base suivante : « Tout licenciement doit être suivi d'une réinsertion dans l'économie, qui doit être à la charge des entreprises, de l'Etat, ou des deux. »

ERRATUM. — Dans l'article consacré à l'Alsace (« Le Monde » du 10 février), une coquille a déformé le sens d'une phrase. Il fallait lire : « Strasbourg, « l'entente conclue entre M. Pithanin et M. André Bordin, secrétaire d'Etat et chef du R.P.R., n'a pas été reconduite, après dernières élections municipales, sans provoquer quelques mécontentements ».

ÉLÉGENTIELLES

Marchais : La « discipline » n'est qu'une tentative d'usurper les voix des travailleurs

CUIR CENTER toutes les marques

100 salons cuir en exposition

CUIR CENTER tous les styles

CUIR CENTER est moins cher et le prouve

Cuir Center vous rembourse la différence si vous trouvez moins cher dans le mois qui suit votre achat.

Acapulco le canapé cuir 3 places 236x78x95 Prix Cuir Center 3.950 f.

176 à 182 bd de Charonne Paris Tél. 373.36.13

Nocturnes : mardi, mercredi, jeudi, vendredi jusqu'à 22 h

GRIFFOLDE DÉGRIFFE LES GRANDS DU PRÉT-A-PORTER

POUR ELLE
3, rue de Lagny/Nation
1, rue de la Plaine/Nation
2, rue du Renard/Hôtel de Ville

POUR LUI
3, rue de la Plaine/Nation
3, bd Montmartre/Montmartre

Ouvert le lundi 13 février

Candidats aux élections : n'oubliez pas les familles.

chez tous les marchands de journaux. 4F

La force

On peut comprendre que les deux derniers mois de cette année, qui ont été marqués par une récession dans les secteurs tertiaire et industriel, ont entraîné une baisse des salaires. D'autres ont résolu différemment, évitant parfois aussi davantage les petites rémunérations. Pourquoi n'aurait-on pas pu faire mieux en France, en cherchant à empêcher l'effet d'accordéon sur les moyens et hauts salaires ?

Le président de la République a souhaité que la campagne électorale se tienne à un certain niveau. C'est peut-être impossible. En tout cas, le premier ministre ne donne guère l'exemple. — G. M.

tant-il, le rôle joué par la planification économique, tant industrielle que tertiaire, est essentiel. Pour une politique active, sectorielle et stratégique, il faut parvenir à ce que les disparités d'emplois, liées au déclin de certains secteurs et des mutations régionales, soient compensées par des créations d'emplois dans des secteurs en développement. »

Autres remèdes préconisés par le document : une meilleure organisation et une réduction du temps de travail, « branche par branche, en tenant compte de la situation propre à certaines entreprises, notamment les P.M.E. », ainsi que l'abaissement de l'âge de la retraite.

Il suggère aussi l'élaboration de nouvelles règles de financement des entreprises, une nouvelle politique d'aménagement du territoire avec un rééquilibrage des activités économiques entre les différentes régions ainsi que l'attribution de nouveaux droits pour les travailleurs, par exemple un droit de regard dans les investissements des grandes entreprises.

Enfin, le texte demande une réforme du droit de licenciement sur la base suivante : « Tout licenciement doit être suivi d'une réinsertion dans l'économie, qui doit être à la charge des entreprises, de l'Etat, ou des deux. »

ERRATUM. — Dans l'article consacré à l'Alsace (« Le Monde » du 10 février), une coquille a déformé le sens d'une phrase. Il fallait lire : « Strasbourg, « l'entente conclue entre M. Pithanin et M. André Bordin, secrétaire d'Etat et chef du R.P.R., n'a pas été reconduite, après dernières élections municipales, sans provoquer quelques mécontentements ».

Fait défendez la lettre

DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

n des nuances

consécutif un « affermissement » de la cote du président de la République : 56 % des personnes interrogées — au lieu de 55 % en janvier, 55 % en décembre et 51 % en novembre — se déclarent satisfaites de M. Giscard d'Estaing. Le pourcentage des mécontents est de 38, après avoir été de 37 en janvier, 38 en décembre et 35 en novembre.

M. Marchais : La « discipline républicaine » n'est qu'une tentative d'usurper les voix des travailleurs

Saint-Brieuc. — Devant près de trente mille personnes, M. Georges Marchais, qui était jeudi 9 février à Saint-Brieuc, a répondu à la fois à M. Edmond Maire et au comité directeur du parti socialiste.

Évoquant les négociations qui devaient s'ouvrir entre un gouvernement de gauche et les organisations syndicales, le secrétaire général du P.C.F. a déclaré :

« Edmond Maire a parfaitement raison de dire qu'il ne faut pas que depuis les syndicats se transforment en assistantes sociales d'un gouvernement de gauche. Nous considérons au contraire que les travailleurs doivent être au cœur du changement et qu'il faut pour cela l'intervention directe et permanente des salariés

● M. Claude Estier, membre du secrétariat du P.S., note dans l'éditorial de *l'Unité* daté 10-11 février, à propos du programme commun : « Des divergences demeurent sur certains points. En effet, il est précisément aux Élections régionales et aux élections de mars, entre les propositions d'actualisation du P.S. et celles du P.C.F. Après quoi, la victoire acquise, si chacun des partenaires est prêt à appliquer la règle démocratique, il sera nécessaire d'entreprendre immédiatement les mesures économiques et sociales qui concrétisent le changement pour lequel il affirme vouloir la majorité des électeurs. Etant entendu qu'on obtiendra d'autant mieux cet objectif que le parti communiste aura mis un terme au procès qu'il instruit... »

La force des choses

(Suite de la première page.)

On n'empêchera pas plus le déplacement mondial de certaines industries, qui oblige les nations avancées à reconstruire tout leur système de production. Le textile et la sidérurgie, notamment, vont peu à peu les quitter pour émigrer vers les pays en voie de développement qui ont atteint le niveau de technologie nécessaire, tout en conservant une main-d'œuvre moins coûteuse. D'autres branches suivront la même évolution. Dans les années qui viennent, la situation générale de l'économie imposera à tout gouvernement français quelle que soit sa couleur politique, trois contraintes fondamentales :

1) Une dépendance extérieure considérable. Quand un pays doit importer les trois quarts des ressources énergétiques dont il a besoin, et qu'elles sont beaucoup plus coûteuses, ce qui accroît ses exportations en conséquence. Aucune aide d'un tiers ne peut permettre de combler longtemps un tel déficit structurel. Toute idée d'antarctique est absurde dans une situation qui oblige à produire à tout prix des marchandises vendables hors de nos frontières.

2) La nécessité d'une reconversion industrielle (on dit aujourd'hui un « redéploiement »). On peut admettre que des productions nationales condamnées par l'évolution du tiers-monde soient provisoirement maintenues par des aides publiques, afin de rendre les mutations plus supportables.

On peut concevoir que des raisons politiques justifient un sauvetage à plus long terme de quelques secteurs. Mais il est impossible de tout conserver sans condamner notre économie à l'enlisement. Il devient donc nécessaire de favoriser le développement d'industries de technologie avancée dans le cadre de la nouvelle division mondiale.

3) Une croissance ralentie. L'activité économique n'est pas seulement freinée par les politiques déflationnistes pratiquées par les gouvernements conservateurs. Le coût de l'énergie implique des restrictions inflexibles. Même quand le système occidental aura retrouvé un certain équilibre, il semble que son niveau de croissance ne pourra pas atteindre celui d'avant la « crise ».

Dans son remarquable rapport à l'ONU, Léontief évalua à 4,5 % par an le taux de progression annuelle des nations industrialisées au cours des deux prochaines décennies, dans le cadre d'un scénario passe, laissant jouer les facteurs naturels. Il montre que si l'on veut réduire l'écart entre elles et le tiers-monde, ce taux devrait s'abaisser d'un point. Bien entendu, ce chiffre ne donne qu'une indication. Il faut douter, néanmoins, qu'on puisse retrouver prochainement le taux de 6 % que nous avons connu entre 1960 et 1974, d'autant que toute croissance intérieure devra s'accompagner d'une croissance des exportations pour faire face à l'augmentation de la facture énergétique.

L'APPEL DE M. SÉGUY

EN FAVEUR DU P.C.

SUSCITE DES RÉACTIONS

L'indice de satisfaction de M. Barre est de 45 (44 en janvier, 39 en décembre, 40 en novembre), mais le premier ministre n'a toujours pas une cote positive : 48 % des personnes interrogées se déclarent mécontentes de lui (46 % en janvier, 49 % en décembre et 45 % en novembre).

M. Marchais a ajouté : « Pour quel programme, pour quel gouvernement voter, pour quel choix voter, vraiment ? C'est cette seule question. A l'inverse, l'option de François Mitterrand sur la « discipline républicaine » n'est qu'une tentative d'usurper les voix des travailleurs et de détourner leur volonté de changement à d'autres fins. C'est ce qui est arrivé, trop souvent, dans l'histoire. Avec cette discipline-là, avec cet automatisme-là, les travailleurs se sont régulièrement retrouvés avec des gouvernements qui étaient jadis à gauche et qui, au lendemain des élections, pratiquaient la politique de la droite. » — (Correspondance)

● M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort, membre du bureau exécutif du P.S. et chef de file du CERES, a déclaré jeudi 9 février à Hayange : « Les déterminants à gauche doivent s'effectuer dans l'ensemble. La dynamique de la gauche et le refus des gouvernements actuels ont atteint un point de non-retour. Au comité directeur du P.S., l'objectif de la constitution d'un gouvernement de la gauche a été réaffirmé. Simplement, l'ouverture de la négociation a été reportée au deuxième tour. Je conseillerai à ceux qui nous gouvernent de ne pas prendre leur revanche pour ce qu'il a fait à la participation éventuelle de socialistes à un gouvernement de troisième force. Les militants socialistes n'ont pas la mémoire courte, ils n'oublieront pas que le P.S. s'est reconstruit sur la perspective de la gauche... »

Le bureau de Force ouvrière, de son côté, déclare que les propos de Séguy montrent que la C.G.T. jette le masque. Le secrétaire général de la C.G.T. pourra-t-il appeler véritablement les travailleurs à voter communiste... confirme que la C.G.T. n'est qu'une courroie de transmission pour le parti communiste.

SAMEDI 11 FEVRIER
et jours suivants*

Soldes

FOURRURES DU NORD

Soldes Prestige

Manteaux longs et capes du soir en : Zibeline, Chinchilla Vison black diamond, emba, saga, majestic, pastel, koh.i.noor, blanc, lunaraine, etc...

ESCOMpte : jusqu'à 40%

Soldes Vision

Manteaux longs et capes du soir en : Zibeline, Chinchilla Vison black diamond, majestic, blanc, lunaraine, etc...

MANTEAUX

Vision milleraies	7.750 F	5.150 F
Vision du Canada pastel pleines peaux	7.850 F	5.750 F
Vision ranch pleines peaux	10.750 F	8.350 F
Vision pastel	10.250 F	8.450 F
Vision saphir	15.850 F	11.750 F
Vision dark allongé	14.750 F	11.250 F
Vision Blackglâna	23.000 F	17.250 F

Soldes

MANTEAUX

Astrakan pleines peaux	3.850 F	2.750 F
Astrakan pleines peaux Swakara noir ou marron	5.750 F	4.650 F
Fianc de Rat d'Amérique	4.850 F	3.450 F
Rat d'Amérique ranch pastel dark	6.250 F	4.250 F
Lapin naturel	1.350 F	850 F
Lapin couleur	1.650 F	1.250 F
Fianc de Marmotte	2.150 F	1.650 F
Agneau Boréos	1.250 F	550 F
Mouton couleur	2.450 F	1.750 F
Patte d'Astrakan	2.650 F	1.850 F
Patte de Kalgan	2.650 F	1.850 F
Renard morceaux	3.250 F	2.350 F
Opossum d'Australie	4.250 F	2.900 F
Ragondin	4.850 F	3.450 F
Opossum d'Amérique	4.750 F	3.650 F
Skungs	5.850 F	4.350 F
Phami	5.250 F	4.150 F
Rat naturel	6.250 F	4.550 F
Marmotte	8.250 F	6.450 F
Queue de Vison	5.250 F	4.750 F

VESTES

Lapin Nankin	1.250 F	780 F
Mouton doré	1.650 F	950 F
Fianc de Marmotte	1.850 F	950 F
Patchwork de Renard	1.650 F	1.150 F
Tête de Phami	1.650 F	1.250 F
Agneau de Toscan	2.350 F	1.650 F
Opossum d'Australie	3.150 F	1.950 F
Astrakan marron	4.750 F	3.250 F

* JUSQU'A EPUISEMENT DES STOCKS

* Service après vente
* Reprise en compte de vos fourrures actuelles au plus haut cours
* Les plus larges facilités de paiement



115, 117, 119, rue La Fayette 100, Av. Paul Doumer
PARIS 10^e PARIS 16^e
PRES GARE du NORD ANGLE RUE de la POMPE

Magasins ouverts tous les jours de 9h. à 19h

sans interruption, sauf Dimanche

Familles,
défendez-vous. Signez
la lettre de La Vie

chez tous les marchands
de journaux. 4F

idats aux
: n'oubliez pas
familles. la

POLITIQUE

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

XVI. — NORD : double assaut

contre le

Après Paris (trente et une circonscriptions), le département du Nord est celui qui possède, avec vingt-trois députés, la représentation parlementaire la plus importante. Elle devrait l'être davantage encore, car le plus peuplé des départements français (deux millions et demi d'habitants) dépasse la capitale de plus de deux cent mille âmes. Cet état de fait ne constitue que l'un

La division du département en deux n'est pas la seule différence à contribuer à jouer un mauvais tour à M. André Diligent, secrétaire général du Centre des démocrates-sociaux. Il avait obtenu l'investiture de l'ensemble de la majorité dans la treizième circonscription (Bourbourg, Hazebrouck, Dunkerque, Armentières, M. Auguste Dauvinet (R.P.R.), solitaire quatre-quinze ans, élu depuis 1958, ne se représente pas. Au cœur de la Flandre intérieure, la position des partisans de l'exécutif demeure solide. Dans la douzième circonscription (Bourbourg), M. Maurice Cornette, démissionnaire depuis trois mois, soutient malgré tout sa candidature même si la candidature d'un jeune gaulliste valoisien, M. Charles de Clermont-Tonnerre, qui au nom du Mouvement réformateur, avait recueilli 9,6 % des suffrages en 1973, et celle de M. Marc Vandembroucq (Alliance républicaine, indépendante et libérale) le contrariait alors. À Bourbourg, un second tour face à M. Michel Niclot, maire socialiste de Bourbourg.

Dans la treizième circonscription, en dépit de la nécessité de faire poser M. Armand Monnaï, maire socialiste d'Hazebrouck et de l'inconnue introduite par la candidature de M. Marc Liagre (écologiste), trésorier de l'association Vallée de la Lys nature, la majorité demeure, là encore, relativement à l'aise. L'arrivée de M. Georges Clémambeaux, en raison du maintien, au second tour de scrutin, du candidat réformateur. Une situation du même type s'entraîne l'échec, lors des élections municipales de M. Herman, maire sortant de Wasquehal.

C'est le Centre national des indépendants et paysans qui a déclenché la fronde. Il est vrai que la circonscription est l'une des seules qui puissent permettre au CNIP d'espérer une représentation à l'Assemblée nationale. Aussi a-t-il déposé de soutenir M. Maurice Sergheraert, conseiller général et conseiller municipal

par THIERRY PFISTER
des exemples du sous-développement administratif d'un département confronté à une difficile reconversion et sans unité.

Divers « pays » composent le département : la zone littorale marquée par la prodigieuse croissance du port de Dunkerque ;

la Flandre, rurale et catholique, qui demeure le bastion des modérés ; la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing, gérée par les socialistes ; entre Douai et Valenciennes s'étendent les basins minier et métallurgique, fief des communistes ; le Hainaut-Cambrai, d'une part, et l'Avensis, d'autre part, sont des zones plus rurales, encore que les implantations industrielles demeurent

languides d'un soutenant radical.

Le combat est beau pour plus de places dans la troisième circonscription (Lille-Nord et Nord-Est) pour M. Claude Dhlinin, député R.P.R. sortant, élu en 1973 comme suppléant de M. Pierre Blaeoecq, ancien ministre. Son chef de file ayant renoncé à toute activité politique, il a été remplacé par M. Alain Huc, député R.P.R., pour la circonscription. Figure plus familière dans les élections, M. Robert Marin se présente au nom de la Fédération des républicains de progrès (gaullistes d'opposition) dans une circonscription dont il fut le député U.D.R. de 1958 à 1973.

A Lille, à l'inverse, règne la stabilité. Si M. Norbert Ségaré (première circonscription, Lille-Centre et Ouest), ni M. Pierre Mauroy, maire de la ville (deuxième circonscription, Lille-Sud et Ouest), ne semblent sérieusement menacés. Comme à

Flandre intérieure est la terre de mission au cabinet de M. Norbert Ségaré, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications.

M. Henri-Julien Delbecque, conseiller municipal de Lille, sortant bénéficiaire de l'investiture du parti socialiste de musulman, n'est-il pas à dire de l'ensemble des formations non gaullistes de la majorité mais décomptées par MM. Bernard Gorissen (ARIL) et Pascal de Winter (Démocrate chrétien), et surtout avec la mauvaise volonté manifestée par M. Alain Deltell (R.P.R.) pour la circonscription. Figure plus familière dans les élections, M. Robert Marin se présente au nom de la Fédération des républicains de progrès (gaullistes d'opposition) dans une circonscription dont il fut le député U.D.R. de 1958 à 1973.

Il est vrai que la gauche n'offre plus, en comparaison, un front aussi uni. Le nouveau député M. Guy Chatilliez (candidat socialiste) a fort à faire avec ses partenaires communistes qui présentent un de ses adjoints, M. Jacques Cornu.

Dans la dixième circonscription (Armentières), le succès de M. Gérard Haesbroeck, député

La métropole Lille-Roubaix-Tourcoing

Décoré, M. Diligent s'est repassé sur sa circonscription (Tourcoing) dont il fut élu, au nom du M.R.P., en 1958 à 1962. Il a réalisé à Roubaix un excellent score lors des élections municipales, sa liste ayant obtenu 47 % des suffrages, mais localement on ne l'a pas attendu. Au nom de la majorité se présentent député M. Francis Lagache (CNIP) et Albert Mollié (R.P.R.), qui ne paraissent pas dépassés à l'heure. Le R.P.R. n'a pas obtenu, en 1973, M. Pierre Herman, député R.P.R. sortant, avait été battu par le candidat socialiste M. Léonce Clerambault, en raison du maintien, au second tour de scrutin, du candidat réformateur. Une situation du même type s'entraîne l'échec, lors des élections municipales de M. Herman, maire sortant de Wasquehal.

Le député socialiste sortant ne se représente pas. Les sections du P.S. lui ont préféré M. Alain Fauguet, maire de Wattrelos où il a succédé à Jean Delvaux-Deneire, député socialiste de la circonscription de 1967 à 1968. M. Fauguet est l'héritier du

style contrasté avec celui qui est mis en œuvre dans les communes comme Mons-en-Baroeul (de Monts-en-Baroeul et Villeneuve-d'Ascq) où les équipes à direction socialiste élues en mars dernier. Le maire de la ville nouvelle, M. Gérard Caudron, se présente dans la septième circonscription (Lannoy, Roubaix-Est) comme suppléant du candidat socialiste, M. Pierre Prouvost, nouveau maire de Roubaix. Le député socialiste sortant, M. André Desmilles, n'a pas, lui non plus, été réélu par les électeurs locaux de 1973. La situation, comme dans la huitième circonscription, a suscité quelques remous au sein du parti. La composition de l'électorat de cette septième circonscription connaît des modifications sensibles du fait de la croissance de Villeneuve-d'Ascq. En outre, les heurts entre socialistes et communistes au sein du conseil municipal de cette ville peuvent peser sur le scrutin. D'autre part, en raison de la présence de M. Caudron, d'autre part, parce que le candidat communiste est M. Ivan Benar, porte-parole du groupe communiste au sein de la municipalité de Villeneuve-d'Ascq. L'électorat de gauche est en outre sollicité par Mme André Colomé (Front autogestionnaire).

M. Joseph Fry, ancien député U.D.R. de la circonscription de 1958 à 1973, tente une nouvelle fois sa chance contre « gaulliste indépendant ».

Les écologistes soutiennent M. Jean-Marc Ganzen, secrétaire général du mouvement écologique du Nord. Outre M. Guy Preymond (R.P.R.), les électeurs modérés sont sollicités par M. Xavier Delerme (P.R.), Jean-Philippe Vilquin (CNIP), Philippeau (ARIL) et Michel Nys (Front national).

Le P.S. s'est attaché à opérer une relève de génération dans d'autres secteurs. On peut, par exemple, relever l'apparition, comme suppléant de M. Notebart, de M. Durand, jeune enseignant « maliste » auquel semble dévolu être un jour dévolu l'héritage.

Dans la quatrième circonscription (Lille-Est et Sud-Est), le député sortant, M. Arthur Corneille, sortant quatre-vingt-dix, face au profit de son suppléant, M. Bernard Derosier, secrétaire de la fédération du Nord du P.S. qui lui a déjà succédé au conseil général. Le renouvellement du personnel politique motive également le P.C.F., qui présente M. Jean-Raymond Bouche, député sortant, âgé de vingt-neuf ans, et au R.P.R. avec M. Christian Coulon, jeune chargé

chaque scrutin, le secrétaire d'Etat dans un curieux ballet afin d'apparaître à la fois comme gaulliste et gauchiste et d'éviter de donner trop de gages. Il a pourtant dû céder à la demande des maires des communes qui — outre Lille — forment sa circonscription et accepter l'un d'eux comme suppléant. M. Georges Delfosse (C.D.S.), maire de Lille, en contrepartie, M. Sébastien appartenant à l'Assemblée nationale, au groupe R.P.R.

Le secrétaire d'Etat, tout comme le maire de Lille, se voit opposer des candidats écologistes — M. Christian Laprade dans la première circonscription.

De plus, dans la deuxième circonscription (M. Mauroy doit tenir compte de la présence d'un jeune maire assistant R.P.R. particulièrement actif, M. Bruno Chauvière, qui publie une lettre hebdomadaire originale. Les libéraux sont, là aussi, divisés entre Mme Jean-Pierre (P.R.), Jean Huet (CNIP) et Mme Bri-

gitte Loëz (ARIL), curieusement de Mons-en-Baroeul, et Mme Jacqueline Osselin (P.S.), premier adjoint au maire de Mons-en-Baroeul. En 1973, les socialistes avaient été largement vaincus (pour 26 210 suffrages exprimés) sur le P.C.F. Cette année leur candidate, membre du CERES, est générée par la présence d'un représentant du Mouvement des radicaux de gauche, M. Bernard Marcali, conseiller municipal de Lille. L'extrême gauche est quant à elle soutenue par Mme Roselyne Baverel (Organisation communiste des travailleurs).

Il présente M. Pierre Demessine, conseiller de la communauté urbaine Lille-Roubaix-Tourcoing. Si le report à gauche n'est pas mal, la majorité pourrait néanmoins séigner puisque M. Marcali échappe à Mme Schumann (R.P.R.) qui a 358 voix sur 65 308 suffrages exprimés. L'échec de l'ancien ministre avait été notamment provoqué par la candidature de M. Jacques Houssin, maire de Verlinghem qui, bien que s'étant présenté sans étiquette, avait obtenu 15 % des suffrages.

M. Houssin, candidat socialiste, a rejoint les rangs gaullistes au lendemain de la fondation du R.P.R. Il a, localement, le soutien de toutes les formations de la majorité et ne devrait guère être handicapé par les candidatures de MM. Michel Vanticheim et Daniel Apitz et de MM. André

LE MONDE diplomatique

Au sommaire du numéro

LE MAL BRITANNIQUE OU LA PE

Reportage de BRUNELLE CAR

LA GAUCHE FRANÇAISE

A-T-ELLE UNE POLITIQUE ?

(THIERRY VILLEMIN)

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE BELGE

MOYENNES ET L'AGGRAVATION

(DÉBORAH COHEN)

LE RÔLE ET LA FONCTION

(FRANCINE CHATELAIN)

Le journal

En vente dans tous les kiosques

Abonnement et vente à 5, rue des Italiens - 75029 PARIS

LE FRONT AUTOGESTIONNAIRE POUR UNE ÉCOLOGIE SOCIALISTE

Si nous voulons que soient affirmés les choix pour :

- Une nouvelle croissance réorientée selon les besoins des personnes et des collectivités ;
- Un arrêt du programme électronucléaire et d'autres formes de gaspillage et de pollution ;
- Une mise en œuvre des énergies nouvelles ;
- Un développement économique décentralisé sous le contrôle des travailleurs et de la population ;
- Du temps pour vivre et un emploi pour tous grâce à la réduction du temps de travail ;
- De nouveaux échanges internationaux établissant des relations d'égalité avec le Tiers-Monde.

REJOIGNEZ LE FRONT AUTOGESTIONNAIRE

Pour dès maintenant affirmer ces objectifs 40 mesures immédiates pour l'écologie socialiste seront présentées prochainement à la Presse.

Le Front Autogestionnaire - BP. 89 - 3572 PARIS - CEDEX 15
Demandez le texte de l'Appel
Souscrivez C.G.P. : Jean RUEL, 66743 N PARIS

FRONT AUTOGESTIONNAIRE

A. Bruselle, J. Catant, A. Dassay, G. Fournier, J.-P. Gonin, G. Gravier, B. Guante, M. Hache, J. Joly, J. Lachapelle, M. Léonie, G. Minet, N. Moal, B. Nicol, P. Nur, A. Pageau, Ch. Plaget, J. Raguenet, B. Toulain, R. Vilot. Responsables syndicaux (syndicats ouvriers, enseignants, du cadre de vie, de la médecine générale).
M. Baudouin, R. Baudouard, C. Bourdais, G. Casella, O. Catant, P.-H. Chomel, de Lava, J. Coe, B. Cruse, A. Cuyn, E. Davelos, P. Delacre, E. Depreux, H. Due, J. Duvinhau, J.-P. Fave, D. Gerot, A. Granou, P. Jales, A. Jore, H. Laborde, A. Laudouze, M. Léonie, M. Léonie, M. Matelart, J.-J. Mayoux, M. Nedan, P. Naville, B. Rémy, Rovail, G. Serrau, G. Soulier, H. Tardif, C.-M. Vadrot.
J.-M. Müller, J. Paris de Bollardière, J. Semelin, O. Vial — pour le Mouvement pour une alternative non violente — P. Gollet, V. Druin, M. Mouquet, G. Peugeot, pour le P.S.C.

Rêvez de vacances...
La 3^e SEMAINE MONDIALE DU TOURISME ET DES VOYAGES

10-19 Février 1978 • PARIS
PALAIS DES CONGRÈS • PORTE MAILLOT
300 Spécialistes du Tourisme
Films touristiques • Danse folkloriques

ENTREE : 10 F

Attention ! NOCTURNES jusqu'à 22 h
les vendredis 10 et 17 Février

Le mardi 14 Février à 18 Heures : sur France Inter, Jeu des 1000 Francs animé par Lucien JEUNESSE - Salle 52 AB -

مكتبة من الأصل

L'APPLICATION DE LA « CARTE SCOLAIRE »

Les grèves se multiplient dans l'académie de Versailles

A l'appel des syndicats C.G.T. et C.F.D.T., les agents de services et personnels administratifs des lycées et collèges de l'académie de Versailles se sont mis en grève, le 9 février, pour protester contre les suppressions ou transferts de postes. Bien que, lors du comité technique partitaire tenu la veille, le recteur de Versailles ait annoncé le déblocage de deux cent cinquante postes par le ministère de l'Éducation nationale, les agents du Syndicat général des personnels de l'éducation nationale (C.G.T.) et de la C.F.D.T. ont manifesté dans les rues de Versailles le 9 février, et se sont rendus en délégation au recteur. Ils réclament la création « dans l'immédiat », de six cent quatre-

vingt postes d'agents pour les quatre départements de l'académie (Val-d'Oise, Hauts-de-Seine, Yvelines et Essonne).

D'autre part, la quasi-totalité des lycées des Hauts-de-Seine continuent à être perturbés par des mouvements de grève d'enseignants et d'étudiants, qui protestent contre les suppressions de postes et donc de classes — envisagées à la prochaine rentrée. Au lycée Joliot-Curie de Nanterre, les enseignants se sont à leur douzième jour de grève.

A l'appel des sections départementales du SNES, du SNI, du SNEP et des parents d'élèves de la Fédération Corneec, une manifestation est prévue le 11 février devant la préfecture de Nanterre.

Joliot-Curie, douzième jour...

Douzième jour de grève à Joliot-Curie. « Je ne peux plus rien faire », reconnaît le proviseur, M. Jean-Pierre Aboussoan. Sur le millier d'étudiants que compte le lycée proprement dit (1), une petite centaine s'orientent à l'heure actuelle vers l'avenir des cours — « surtout ceux des sections techniques ». Les autres vont et viennent dans l'établissement, sous l'œil vigilant — mais impuissant — du conseiller d'éducation.

LA GRÈVE CONTINUE A L'EDES.

La grève continue à l'Institut d'études du développement économique et social (I.E.D.E.S.), qui dépend de l'université Paris-I. Le *Monde* du 28 janvier, ce matin, se demandait si le 18 janvier visait à obtenir des moyens matériels accrus et une « politique cohérente de recherche ». En dehors de la centaine de collaborateurs extérieurs, l'enseignement est assuré par des « vacataires à temps plein », hors statut qui n'ont pas pour l'instant l'espérance d'être intégrés. Les vingt-cinq chercheurs de l'institut, dont cinq sont en voie d'intégration, se plaignent d'être obligés de se détourner de la recherche fondamentale pour honorer des contrats temporaires « comme dans un bureau d'études ». Ayant déjà obtenu des promesses verbales de rallonge budgétaire de la part du ministère des universités, et la reconnaissance du bien-fondé de leurs revendications pour le conseil de l'université de Paris-I, les grévistes demandent la création d'un conseil scientifique qui définira la politique globale de recherche de l'institut. « C'est une politique délibérée », disent les enseignants, qui souhaitent le proviseur de préférer les sections

techniques (terminales F ou G) aux sections générales. M. Aboussoan ne cache pas sa préférence, mais il soutient que les Jeunes ne sont pas encore faits. « Si les conseils de classe aboutissent à orienter les élèves en B, on maintiendra la terminale E. » Mais il estime que ce serait à ce stade qu'il faudrait « regarder l'avenir ». « Il faut évidemment l'orienter vers un niveau économique de Nanterre. Les professeurs, accompagnés par des parents (essentiellement de la Fédération Corneec), se sont présentés le 8 février au recteur de Versailles, transportés par trois cars de la municipalité communiste de Nanterre. Mais ils n'ont pas été reçus. « Ils venaient de l'être par l'inspection académique, qui leur a tout expliqué », dit-il. « Je sais alors que trois postes étaient supprimés l'an dernier, l'inspection académique en a proposé six cette année. Neuf suppressions entraînent la disparition de cinq classes. Finalement, dès le 2 février — au troisième jour de grève — les suppressions envisagées ont été ramenées à cinq postes, ce qui maintient toutes les sections de seconde, mais condamne en principe la terminale E (économie et sociale). » C'est une politique délibérée », disent les enseignants, qui souhaitent le proviseur de préférer les sections

ROGER CANS.

(1) Le lycée Joliot-Curie abrite également un collège d'environ sept cent cinquante élèves, dont certains se sont joints à la grève.

(PUBLICITE)

VACANCES de QUALITÉ en TOSCANE

UN MAGNIFIQUE DOMAINE DU XVII^e SIECLE, transformé en une Résidence de vacances de GRANDE CLASSE, au cœur du CHIANTI entre Florence et Sienne offre aux amateurs de cette belle région deux possibilités :

- VACANCES PAR ACTIONS : Une résidence nouvelle et élégante qui vous donne pour toujours la joissance d'un appartement pour la seule durée de vos vacances, et qui transforme vos mois de vacances à tout perdre en un modeste investissement, ou
- LOCATION D'APPARTEMENTS pour vous permettre un « essai » de la Résidence.

SAN LUIGI RÉSIDENCE

44 luxueux studios et deux pièces de grand confort (balcon coin cuisine avec frigo, lavabo, etc., c.c., T.V., chauffage central) sont disponibles en entièrement meublés. Restaurants, piscine chauffée, terrains illuminés, sauna, golf driving-range, terrain de basket et volleyball, manège, restaurant, bar, conciergerie, kindergarten, salons et salles de lecture avec importante documentation sur la Toscane historique, folklorique et touristique, programmation culturelle...

SAN LUIGI : Le charme italien. La beauté toscane. La qualité suisse.

Une réalisation de l'un des premiers groupes financiers suisses.

Pour information, écrire ou téléphoner à :

CUENOT SPA, 1-3303 Stroze 2 (Suisse).
Tél. 023557/5412.

AMERIQUEZ!

FOREIGN STUDY IN LIVING PROPOSE

ÉTÉ 78 : JUILLET-AOUT

- Séjours en familles américaines 14-20 ans : Boston, Washington, San Francisco, Los Angeles.
- Cours intensifs en universités : Berkeley, San Diego, Boston.
- TOUTE L'ANNÉE : en universités (+ de 18 ans), par sessions de 4 semaines : anglais intensif suivant thèmes spécifiques.
- NASC/ECOM : hébergement économique en hôtels et résidences universitaires.

FSL
FSL 14, rue des Poissonniers 92200 NEUILLY-SUR-SEINE 6371623

Nom _____
Prénom _____ Age _____
Adresse _____

CADRES, ENSEIGNANTS, JEUNES, EN VIVANT DANS UNE FAMILLE AMÉRICAINE, VOUS DÉCOUVRIREZ MIEUX LES U.S.A.

EXPERIMENT est un organisme d'échanges internationaux dont l'objectif est de favoriser la compréhension entre tous les hommes de toutes les races et de toutes les religions.

EXPERIMENT vous initiera à la vie américaine et vous permettra d'améliorer votre anglais.

Nous vous proposons également d'autres destinations :

le Brésil, l'Inde, l'Irlande, le Japon, le Mexique...

EXPERIMENT France
Pour un monde plus ouvert

(association loi de 1901, membre de l'UNESCO, filiale

du Commissariat Général au Tourisme n° 69 016)

69, rue de Turckheim, 75003 Paris - Tél. : 278-50-03

Le plus récent vous démontrera :

Le deuxième gala des grandes écoles aura lieu les 16 et 17 février, à 20 h. 30, à l'hippodrome de la porte de Pantin, à Paris. Les élèves de quinze grandes écoles se sont associés pour réaliser « un spectacle inédit de cirque et de music-hall ». Deux innovations cette année : la participation des élèves de l'École nationale d'administration (ENA) et une course — avec tirer — disputée sur les îles du jardin du Luxembourg à Paris.

* Prix de places : étudiants 30 F ; autres, 50 F, 80 F et 110 F. Renseignements : 103, rue de la Faïencerie, 75116 Paris, tél. 50-97-97, au 10 h. à 16 h.

* « Le travail des enfants au dix-neuvième siècle » est le thème d'une exposition actuellement

meot présentée par les Archives nationales. C'est également celui du vingt-huitième concours de l'Historien de demain, proposé aux élèves des enseignements secondaire et technique âgés de quatorze à dix-neuf ans. A partir de la documentation mise à leur disposition par les Archives nationales et déposants, les concurrents devront montrer comment a évolué, dans chaque région, la condition des enfants des classes populaires. Le concours sera clos le 24 avril, et décerné nombreux prix : voyages à l'étranger, vases de Sèvres, livres, etc.

* Musée de l'Electricité de France, 60, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris. Renseignements : 277-11-30, poste 2210, Mme Chauleur.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le 10 juillet à Paris, selon le règlement de l'ordre établi par l'Américaine Josée de la Francia et Fabienne Servat et Perrine Pelet.

Le tableau géant de l'Electricité de France a été gagné par la famille Bellone à l'issue d'un tirage au sort le

SPORTS

OMNISPORTS
LES ASSISES NATIONALES DE M. DIJOURD

Entre soi

Comme un coureur de fond abordant le dernier tour, M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, multiplie les initiatives, la dernière en date étant la réunion d'assises nationales de sport, un bien grand mot peut-être, pour un débat qui mobilise quelques deux cents représentants des milieux sportifs, jeudi 9 février, à Paris.

De défaillances, il n'y eut que celles des représentants syndicaux des professeurs d'éducation physique (SNEP) qui, à leur habitude, quittèrent la salle après avoir dénoncé qu'ils pensaient être une opération électorelle. Ils furent relayés dans la contestation par le président de la F.S.G.T. (Fédération sportive et gymnique du travail) qui n'en resta pas moins à sa place malgré l'irritation que son intervention provoqua auprès du secrétaire d'Etat, d'abord, et d'une bonne partie de l'assemblée, ensuite, peu soucieuse de voir les débats se pétiller.

Puisque l'on était entre soi, les revendications corporatistes flétrirent, surtout quand il fut question de sport de masse, la plupart des intervenants s'imaginant que leurs soucis locaux avaient valeur d'exemple. Il n'en était rien, et l'on s'ensua dans des récriminations de bouteille

dont n'avaient que faire ces assises nationales.

Pourtant, le mouvement sportif avait montré sa capacité à prendre du champ grâce au rapport sur le sport de haut niveau présenté par M. Georges Boudry, président de la Fédération française de volleyball. L'idée de considérer l'athlète de haut niveau comme un citoyen d'exception ayant droit à un statut particulier, à l'exemple d'autres catégories de la population, conduisit le rapporteur à des développements heureux. Rendre l'activité du champion compatible avec ses exigences de la vie renvoie à un ensemble de projets que M. Boudry sut détailler avec rigueur. Invoquant même la définition d'un statut que la mise en place de ce qu'il appelle « les moyens de la société ».

Ignorant s'il aura le temps de mettre ces moyens en place — ne sachant pas si le précédent parmi vous », confirma-t-il — M. Dijoud se permit d'ajouter déjà instauré une politique de cessionnel. L'appui qu'il apporta au message du premier ministre adressé aux congressistes nous pouvait que le conforter dans ce sentiment.

FRANÇOIS SIMON.

M. Chirac : des champions oui, des veaux non

Après MM. Georges Marchais (P.C.), et Jean-Pierre Soisam (P.R.), M. Jacques Chirac, maire de Paris, président du R.P.R., présente le programme sportif de son parti, sur l'invitation de l'Union syndicale des journalistes sportifs de France. Le point de vue de M. Chirac sur l'ensemble des problèmes concernant le sport était d'autant plus intéressant à connaître que l'on a permis d'établir une comparaison entre ce que sont ses projets et ce qu'a été son action lorsque, premier ministre, il avait la responsabilité des affaires.

M. Chirac, peu gêné par ces rappels, a surtout suivi l'occasion de présenter, à propos de la part insuffisante du budget réservé aux sports, que son départ de Matignon avait été en partie provoqué par l'impossibilité dans laquelle il s'était trouvé d'obtenir davantage.

Pour le président du R.P.R., la part sportive devrait être de 1 % du budget de l'Etat. Mais ce pourcentage « pourrait être un objectif à atteindre ultérieurement, mais à ne pas dépasser ». Il a répété qu'il était et reste favorable à la recherche de ressources extra-budgétaires — estimées à 150 millions — par un prélevement sur les recettes du P.M.U. et du Loto. M. Chirac a refusé tout négoce sur la création de concessions de pronostics.

Partisan du maintien de l'éducation physique au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, et donc contre son rattachement au ministère de l'éducation, il a également insisté sur l'importance des répercussions du sport à l'école sur l'ensemble du mouvement sportif. M. Chirac considérait qu'il fallait au contraire donner une place au sport de masse. Pour ce qui concerne le sport d'élite, le président du R.P.R. a manifesté une vive hostilité contre la fabrication systématique des champions telle qu'elle a lieu, selon lui, en République démocratique allemande. « C'est, a-t-il dit, un déni de la beauté, une violation de la personnalité humaine. »

La virulence de M. Jacques Chirac sur ce point a beaucoup

surpris, y compris sans doute son procureur de la République, entouré de MM. Thiglet et Marneau, substitut chargé au parquet de Lyon des affaires criminelles et financières, et directeur du S.P.D.J. de Lyon. L'interrogatoire démontre que la France devait s'inspirer des méthodes en vigueur en R.D.A.

M. Chirac n'a naturellement pas changé d'avis pour la prochaine Coupe du monde de football. Cependant, le R.P.R. une question de bons sens que d'aller en Argentine. Le boycottage ne pénaliserait que le peuple argentin.

Le président du R.P.R. a ensuite traité des problèmes qui sont plus particulièrement du ressort du maire de Paris. A propos du football professionnel dans la capitale, des précisions ont été apportées sur les négociations qu'il a menées avec le Football-Saint-Germain, le Paris-Vaugirard Club et le Racing-Club de France.

Les trois parties, a révélé M. Chirac, avaient accepté le principe de la fusion, et en contrepartie je les avais assurées que la Ville ne les déstabiliserait pas sur les moyens, à condition qu'il y ait une grande équipe à Paris. Je les ai prévenues que je ne continuerais pas à payer à toute porte qui pouvait éventuellement ouvrir.

A la question de savoir si Paris pourrait un jour organiser les Jeux olympiques, M. Chirac a répondu qu'il s'agissait d'une décision que devraient prendre conjointement l'Etat et la Ville, en fonction du coût d'une telle manifestation. Cette éventualité est exclue pour le moment. Mais, a précisé M. Chirac, la situation peut évoluer. La mairie de Paris a donc demandé à un panel des sports de faire constater et核准 un point où sont les études, et le site de La Villette avait sa préférence.

FRANÇOIS JANIN.

SKY — Le salon géant de Kandahar a été gagné par la Suissesse Lise-Marie Morever, qui devance dans l'ordre d'arrivée Anne-Marie Mozer et les Françaises Brigitte Serrat et Perrine Palenz.

FRANÇOIS JANIN.

TWA.
Le seul 747
quotidien pour
Los Angeles.

Départ 11 h 40

Seule TWA
offre autant de vols quotidiens
vers les USA.



N°1 sur l'Atlantique
TWA

TWA, la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

JUSTICE

APRÈS LA LIBÉRATION DE M. NOËL DAIX

Les grandes vérités sont muettes

De notre envoyé spécial

Lyon. — « M. Daix a fait preuve d'un courage exemplaire, d'un sang-froid et d'un esprit de résistance remarquable. Ce petit juge, comme on l'appelle, est un magistrat plein de grandeur. » Dans un bureau du palais de justice, jeudi 9 février, le procureur de la République, M. Estrangin, lit une déclaration écrite. L'hommage est vibrant : « Nous sommes tous profondément heureux et notre joie est accompagnée de fierté. »

Le petit juge, M. Daix, lui, a été accusé depuis le matin dans une clinique de Lyon. Accusé d'assassinat, il fut retrouvé dans son appartement, son épouse, repoussant des forces, l'enterrant et recevoir des solna, notamment aux mains et aux poignets blessés par les menottes, après l'agression subie. Retraite secrète : il fut fait échec à des précisions sur la mort de l'avocat dans une autre confidence de l'opposition par le procureur de police, M. Chatz. M. Estrangin finira par lancer : « M. Chatz est libre de dire ce qu'il veut. » Avec une vivacité certaine. On a pu comprendre à ce moment-là que, si le palais parisien avait été informé, M. Chatz a indiqué qu'il n'y a plus d'affaire avec un grand succès. C'est une excellente nouvelle. La veille, on avait déjà appris que les affaires criminelles importantes n'avaient pas complètement sur les doigts de cette main.

Le procureur de la République a été aussi accusé de malversation dans une autre confidence : « Bien sûr, nous n'avons pas M. Daix et les médecins qui le permettent, dit M. Thiglet, premier juge d'instruction. Il n'est pas d'accord avec mon point de vue sur l'empêchement de l'agression. L'appel que lui a porté le magistrat est une preuve de son innocence. »

Ignorant s'il aura le temps de mettre ces moyens en place — ne sachant pas si le précédent parmi vous », confirma-t-il — M. Dijoud se permit d'ajouter déjà instauré une politique de cessionnel. L'appui qu'il apporta au message du premier ministre adressé aux congressistes nous pouvait que le conforter dans ce sentiment.

FRANÇOIS SIMON.

UN INTERMÉDIAIRE...

Tant à Paris qu'à Lyon qu'il y ait Lyon avec persistance la rumeur selon laquelle un membre du barreau lyonnais aurait joué un rôle dans le meurtre de M. Daix. Ce rôle d'intermédiaire aurait été facilité par le fait que les avocats connaissaient bien cet avocat, s'il n'eût été détesté par les clients. L'avocat aurait fait valoir aux magistrats que l'époque était particulière mal choisie pour un nouvel entremetement après celui du baron Empain, évidemment que l'entremetement visait un magistrat.

Das 17 heures, à Lyon, le bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature, les magistrats étaient empêchés de faire face aux revendeurs d'armes. M. Daix, face au scandale mondial déclenché, il n'agissait en somme de troquer un juge contre un détraqué.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

Il y a quel est du but de l'entremettement, M. Chatz. De façon explicite, M. Estrangin, d'une conférence de presse, a indiqué que le rapt n'ayant pas pour motif la vengeance et pas pour finalité une opération d'intimidation de la magistrature. Ce bras court dans la ville que le magistrat était libéré. Ce qui était vrai. Mais il n'était pas libéré effectivement puisqu'il ne devait être renvoyé que huit heures après, attaché à un crabe.

LA HOLLANDE A LA SAMARITAINE

Des fleurs « Bleu de Delft ». Les poteries de Gouda qui font de si beaux bouquets. Les étais et les cuivres dont la réputation n'est plus à faire.

Les traditionnelles pendules. Et puis aussi, des bateaux-lampes, des pouponnages folkloriques, des meubles en rotin, des pipes et des pots à tabac, des bijoux fantaisie, des sabots, de la parfumerie et bien sûr, des bicyclettes.

magasin 2
5^e étage

Samaritaine
PONT-NEUF

jusqu'au
4 mars

TRÉCA EPÉDA SIMMONS

Les 3 grands noms de la literie exposent leur gammé complètechez:
CAPELOU

DISTRIBUTEUR
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE
37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE
PARIS XI^e ■ TEL. 3574535
Métro: Parmentier



LE BEAUJOLAIS DETRONE
Une amie médiocre pour le beaujolais... (sauf quelques belles exceptions) et des prix qui s'envolent. Le consommateur regimbre il la raison. Mais Gault et Millau vont plus loin : ils vous indiquent 25 vins bons et moins chers, prêts à prendre la relève du beaujolais. Le Nouveau Guide Gault-Millau ce février dans tous les kiosques.

JUSTICE

Libres opinions

L'HABITUDE

par GILBERT ESTÈVE (*)

Le président de la République et le gouvernement sont préoccupés par la montée de la criminalité, de la violence et du terrorisme. Au point qu'il ne passe guère de semaine sans que soient prises des initiatives spectaculaires ou anodines afin de mieux assurer la sécurité des Français.

Spectaculaire et sans précédent a été le dispositif policier mis en place dans la région parisienne par l'*« état-major de crise »*, constitué dès après l'enlèvement du baron Empain.

Spectaculaire a été l'appel solennel lancé par M. Alain Peyrefitte, au tant que responsable par intérim du gouvernement, en l'absence du premier ministre, M. Raymond Barre, pour que la population soit vigilante et concoure de toutes ses forces à l'arrestation des coupables.

Spectaculaire encore, l'envoi dans le département de Seine-et-Marne de centaines de policiers et de CRS, qui, officiellement chargés de retrouver un dangereux criminel, ont été en fait transformés en V.R.P. du ministre de l'Intérieur.

Spectaculaire enfin, la décision du préfet du Bas-Rhin de faire de Strasbourg une ville en état de siège et qui, pour empêcher la tenue d'une réunion politique, invite ses proposés à se livrer, en situation de police administrative, à des opérations dont le fondement légal est sujet à caution, pour ne pas dire inexistant.

Spectaculaires donc, mais contestées, ces initiatives s'éludent à une impressionnante accumulation de faits anodins, quotidiens, routiniers, qui, trop souvent, s'opposent au droit, le précédent avant de le devenir. Les exemples de tels détournements de pouvoir, sont si nombreux que le commun des mortels n'y prête plus attention. C'est ainsi qu'il s'est habitué à être interpellé dans la rue ou dans le métro, à présenter une pièce d'identité en toutes circonstances, y compris celles où il n'y est obligé par aucun texte, à ouvrir son coffre sans nécessiter à l'occasion d'opérations de police administrative, également baptisées « opérations coup de poing ».

Absolument illégales, les interpellations en police administrative sont malheureusement devenues quotidiennes, l'impartialité de sécurité supplantant l'absence de textes législatifs. Si leur multiplication, inlassablement contribut à minimiser la gravité, elles n'en constituent pas moins de véritables arrestations et détentions arbitraires. Le comble est que ces opérations sont strictement réglementées quand elles se déroulent en situation de police judiciaire.

Par exemple, le week-end dernier, 13 000 policiers et gendarmes ont participé à 2 700 barrages, à de vastes opérations de contrôle dans onze départements. Le ministre de l'Intérieur a, cartes, omis de préciser le nombre des officiers de police judiciaire engagés dans ces opérations, qui ont permis de contrôler 355 000 véhicules et 198 000 personnes. Mais il va de soi que les dispositions du code de procédure pénale ont été appliquées dans toute leur rigueur : que, ainsi, l'ouverture et la fouille du coffre d'un certain nombre de véhicules ont toujours été effectuées sous la direction d'un officier de police judiciaire, et non de simples agents de police judiciaire ; que, dans tous les cas, l'automobile était assimilée à un délinquace, il a été dressé un procès-verbal de perquisition (article 86 du code de procédure pénale). Sans quoi, les policiers auraient commis au mieux un abus d'autorité (article 184 du code pénal), au pire un attentat à la liberté, que le code pénal (article 114) punit de la dégradation civique.

La légalité de ces contrôles étant acquise, il reste que l'homme de rue ignore le plus souvent le cadre juridique (de police administrative ou judiciaire) dans lequel ils sont pratiqués. En fait, la vérification d'identité même en situation de police administrative est souvent assimilée à une mesure de police judiciaire. Admissible de la part du citoyen, la confusion l'est beaucoup moins quand elle est le fait de la police, encore que celle-ci le justifie pour des motifs d'efficacité. Elle est franchement inexcusable quand elle émane accidentellement ou volontairement de magistrats. Faut-il s'étonner de pratiques étant arbitraires qu'intolérables quand celles-ci sont « couvertes » par l'autorité judiciaire, gardienne, en principe et en vertu de l'article 69 de la Constitution, des libertés individuelles ? Quand les jeunes magistrats en formation à l'Ecole nationale de la magistrature peuvent lire dans un document dont les auteurs sont à la fois, l'un, directeur des études, l'autre, juge d'instruction et maître de conférences, que l'arrêt rendu en janvier 1977 par le Conseil constitutionnel au sujet du texte de loi « autorisant la visite des véhicules » a été rédigé de telle manière qu'il nous conduise à donner le droit de fouiller non seulement aux officiers de police judiciaire mais aux agents de police judiciaire (?) ? En d'autres termes, si le Conseil constitutionnel avait composé un requiem, le résultat eût été similaire.

Trop de magistrats éprouvent la nécessité de légitimer un important moyen, au besoin en tortillant les textes dans tous les sens, des pratiques aujourd'hui illégales. En principe illégales. Mais tellement courantes que les tribunaux oublient de les sanctionner quand un agent excentrique a l'audace de les soumettre à leur appréciation.

De jeunes magistrats s'émeuvent-ils de la multiplication des arbitrages (interpellations, vérifications, contrôles d'identité) qu'on oublie de diffuser leurs analyses ou seuls du corps judiciaire (2). Elles sont trop en contradiction avec les travaux de leurs maîtres. Ceux-ci ont l'autorité qui confirme la pratique et l'expérience quotidienne. Ceux-là ont la liberté de se taire ou de céder dans le désert leur eau de veiller à la protection des libertés, c'est-à-dire à l'application de la Constitution et des lois républicaines.

Il y a peu, le gouvernement salissait le Parlement de plusieurs projets de loi destinés à mieux assurer la sécurité des Français. Les temps n'étaient alors plus mûrs pour qu'ils fussent adoptés. De même qu'ils ne l'étaient pas pour que l'Assemblée nationale, saisie par un député communiste pour sa haine du Syndicat de la magistrature, M. Claude Gerbet, d'une proposition de loi « visant à renforcer l'obligation de réserve des magistrats - ôté à ceux-ci toute possibilité d'expression collective ». L'esprit de la sécurité avait été insopérant. Le gouvernement n'avait pas désserré pour autant il a, depuis, découvert les vertus du terrorisme.

Il est vrai qu'il y est trop souvent encouragé par des autorités (de police ou judiciaires) qui lui permettent d'aboutir en fait aux résultats qu'il interdit le strict application du droit. Si l'est vrai que, sans l'accord tacite d'une grande partie de l'opinion publique, de tels arrêtés seraient impensables, ils n'en sont pas moins le signe d'une inquiétante dégradatio de l'état d'ordre de droit. Ainsi que vient de le déclarer le bâtonnier Patti, « Il n'y a pas d'équilibre entre les Etats qui abolissent les droits fondamentaux et les autres. La transgression s'opère de façon insidieuse lorsque les agents de l'autorité appliquent pendant des années toutes les directives de leurs supérieurs, au prix de quelques trahisons de principe ». Encore faut-il en prendre conscience avant qu'il ne soit trop tard. Trop tard pour les libertés. Trop tard pour la démocratie.

(*) Membre du Syndicat de la magistrature.

(1) *Le Contrôle judiciaire des atteintes à la liberté*, par Jean Brousse et Lucien Bompard. Publication éditée par l'Ecole nationale de la magistrature.

(2) *Le Magistrat et la Protection des libertés individuelles*, brochure réalisée par des auditeurs de justice.



LE SECRÉTAIRE
Le télénin pour des plus sou

A POLITIQUE DES

LE P.C. : « NOU

Réalisée par plusieurs formations politiques et programmatiques, la théorie des libertés individuelles a été élaborée par le SNPC, un parti communiste basé à Paris. André Lefèvre, membre du conseil national français, chargé de dresser cette carte sur la feu.

8 Comptes de participation à l'activité. La situation est celle des dernières élections législatives et des élections régionales. Le système de scrutin est majoritaire.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections législatives ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été élargies au niveau régional.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été élargies au niveau régional.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional.

Sur la partie des travailleurs, les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional. Les deux dernières élections régionales ont été effectuées à l'impôt sur le revenu. Tous deux ont été élargis au niveau régional.

ACHETEZ AVANT LA HAUSSE.

Achetez votre Citroën neuve immédiatement
Aujourd'hui et demain, adressez-vous à votre Concessionnaire Citroën:

C. P. G. A. — 25, rue de Constantinople. 75008 PARIS
REPUBLIC. — 62, av. de la République. 75011 PARIS
NATION. — 42, Cours de Vincennes. 75012 PARIS
GOBELINS. — 23, boulevard Arago. 75013 PARIS
PIQUET. — 133, avenue d'Italie. 75013 PARIS
PARIS-MAINE. — 165, rue de Vaugirard. 75015 PARIS
AUTEUR. — 54, avenue de Versailles. 75016 PARIS
VICTOR-HUGO. — 64, avenue Victor-Hugo. 75016 PARIS
BANVILLE. — 55, rue Pierre-Demours. 75017 PARIS
D.E.A. — 13 à 17, rue A-Carré. 75019 PARIS
ALEXANDRE. — 68, rue des Pyrénées. 75020 PARIS
ALFORT. — 21, rue E-Renault. 94700 MAISONS-ALFORT
ANTONY. — 129 bis; av. Aristide-Briand. 92160 ANTONY
AUBERVILLIERS. — 45, boulevard Anatole-France. 93300
AUBERVILLIERS
ARCUEIL. — 117, avenue Aristide-Briand. 94110 ARCUEIL
AULNAY-SOUS-BOIS. — Route de Mitry. 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
BLANC-MESNIL. — 207, av. P.-V. Couturier. 93150 BLANC-MESNIL

CITROËN

Modèles 78 garantie un an.

NOUVELLES FRONTIÈRES
TERMINALE
Cours Saint-Michel
75006 PARIS
Tél. 329.12.14
93002 LYON
Tél. 37.16.47
13 Avenue Véolia
93000 AIX-EN-PROVENCE
Tél. 26.47.22

مكتبة من الأصل

CE

res opinions
HABITUDE
GILBERT ESTEVAN

Le Monde des loisirs et du tourisme

LE SECRÉTARIAT D'ÉTAT EN LIGNE DIRECTE AVEC LES P.T.T.

La télénformatique pour des vacances plus souples

JACQUES MEDECIN, secrétaire d'Etat au tourisme, devait annoncer, ce vendredi 10 février, la création d'un service de télénformatique touristique (S.T.T.) géré par les P.T.T. et destiné à relier des terminaux à plusieurs systèmes d'information et de réservation. Ce service, qui fonctionnera à la fin de l'année 1978 ou au début de l'année 1979, devrait permettre, par exemple, à un agent de voyages d'indiquer à un client la région de France où celui-ci pourra pêcher, visiter des cathédrales romanes et suivre une cure... et de retenir, siège tenant, la chambre d'hôtel, le billet de train et la voiture de location.

Depuis plusieurs années, les compagnies de transport et les entreprises de tourisme ont développé l'automatisation de leurs systèmes de réservation. Air France, Air Inter ou la S.N.C.F. ont créé des réseaux spécialisés entre terminaux et ordinateurs. Chacun de ces réseaux traditionnels diffère par ses structures et

par la manière d'établir les conversations entre le système de réservation et les agents.

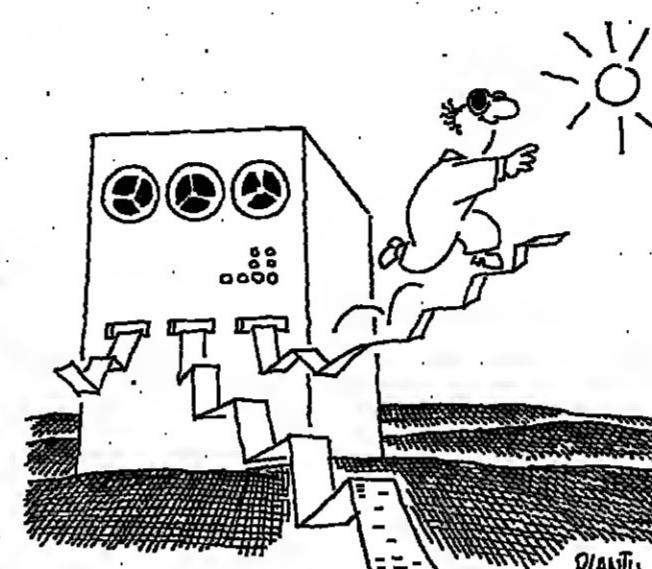
Une expérience de télénformatique touristique (S.T.T.) a été menée de 1974 à 1976, par la France, Air Inter, la S.N.C.F., la S.N.C.M., U.T.A., les ministères de l'Economie et des Finances et les secrétariats d'état aux transports, au tourisme et aux P.T.T. Elle a eu pour résultat la programmation d'un auto-commutateur qui donnera à tous les terminaux la possibilité de converser, par l'intermédiaire du réseau Transpac, avec tous les ordinateurs de réservation des sociétés précitées auxquelles pourront s'ajouter l'Avis et Hertz des Gîtes ruraux, des chaînes d'hôtels et, peut-être un jour, la Météorologie nationale. Au total, seize systèmes de réservation seront communiqués.

La S.N.C.F. va modifier le format de son billet pour le rendre conforme aux normes IATA, car les machines imprimeuses des terminaux délivrent généralement les billets de train, en utilisant les structures et

d'avion ou d'hôtel. Un appel d'offres a été lancé auprès des constructeurs français pour qu'ils proposent aux P.T.T. un terminal (écran de visualisation, imprimante) répondant aux désirs formulés par le Syndicat national des agents de voyages (SNAV) et par les sociétés de transports.

On évalue le prix de location du terminal banalisé à deux fois le coût d'un terminal privatif. Les modalités de commercialisation du nouveau service ne sont pas encore définies. S.T.T. devrait devenir rentable à partir de cinq cents terminaux placés chez les agents de voyages et les tour-opérateurs.

Ceux-ci seront intéressés par les avantages du nouveau système vanté par les P.T.T. : l'utilisation du terminal diminue les frais de téléphone et les charges de personnel ; son coût est réparti sur plusieurs compagnies ; les délais d'attente sont réduits ; l'utilisation d'un seul terminal économise l'espace ; un centre de gestion comptable pourrait, en



Dessin de PLANTU

fin de journée, récapituler les factures de chaque agence.

Les pouvoirs publics attendent de S.T.T. deux avantages supplémentaires. Tout d'abord, ils espèrent qu'il aidera au développement de la location saisonnière à la semaine. La gestion des meublés par les agences en sera grandement facilitée et la certitude d'un remplissage devrait lever les préventions des propriétaires.

Al. F.

D'autre part, le secrétariat d'Etat aux P.T.T. espère exporter le système S.T.T. et son matériel afin de concurrencer les systèmes TRAVICOM anglo-saxon et START allemand.

Pour obtenir des contrats à l'exportation, le secrétariat d'Etat au tourisme a décidé d'effectuer des démonstrations du nouveau service à l'occasion de la Semaine mondiale du tourisme.

Le chef de gare le voyage photographe ainsi locataire à l'arrêt fermera les barrières et la ferme manœuvre spécialement. A Belgrade, le fonctionnaire de l'ambassade l'invite à déjeuner ; Joël campe dans un jardin public. A Sofia, l'ambassade lui remet son courrier et de quoi payer hôtel et restaurant : le vagabondage est interdit, et le visa lui laisse quarante-huit heures pour traverser le pays, filé par une voiture de police. Photographiant un village, il est sauvé par son appareil, soviétique, lui.

HISTOIRE VRAIE

Un pédalier sur le tour du monde

UNE déception sentimentale, un « casse-tête » du travail à la chaîne, et voilà Joël Lott, vingt-quatre ans, lancé dans un tour du monde à vélo. Le 18 janvier 1975, il s'élançait d'un coup de pédale hésitant. Un vélo lesté de 100 kilos est difficile à contrôler ! Ses parents vont le suivre en voiture deux jours durant, escortant le voir renoncer à sa funeste entreprise. Breston, Joël s'enfuit. Cinq sacoches, une valise, contiennent pièces de rechange, matériel de réparation, médicaments, bidons d'eau, vêtements été-hiver, tente, sac de couchage, appareil de photo, télescope, cartes routières... La poche sa compote de fruits secs, lait concentré, potages déshydratés, conserves...

Nantes-Strasbourg sont absorbés en neuf jours ! D'autant d'autant le malgau budget : à Phalsbourg, la prison héberge gratis ; en Allemagne, une caserne française prête gîte et couvert. L'Autriche jette un frôlé : moins 15 degrés, trois rayons de cassé dans une descente, et la chute, douloureuse. En Yougoslavie, le chef de gare le voyage photographe ainsi locataire à l'arrêt fermera les barrières et la ferme manœuvre spécialement. A Belgrade, le fonctionnaire de l'ambassade l'invite à déjeuner ; Joël campe dans un jardin public. A Sofia, l'ambassade lui remet son courrier et de quoi payer hôtel et restaurant : le vagabondage est interdit, et le visa lui laisse quarante-huit heures pour traverser le pays, filé par une voiture de police. Photographiant un village, il est sauvé par son appareil, soviétique, lui.

Beas et fourmis rouges

JOEL pénétre en Turquie au moment où la France livre des Mirage à la Grèce à Ankara, le ministre du tourisme est plus occupé, plus que ce mari jaloux, curieux qu'on photographie son épouse voilée. Les dangers guettent partout : chiens sauvages, canicule, rébellion kurde, sautage par embarquement dans un train, envahissement du compartiment par de jeunes framboises, déraillement du train, égouttoir, inéxistant.

L'Afghanistan, c'est 80 kilomètres par jour, 52 degrés, des vagues sous les roues, des conférences au lycée français. Plus loin, c'est l'embarcadère tenue par une tribu « incontrôlée » et notre homme laissé pour mort sur la piste. Une autre fois, il s'en tire en menant un rodéur avec sa pompe à E. Inde, il croise un cycliste pédalant avec son lit sur la tête. Plus loin, c'est la tempête de sable, l'invitation à un mariage, indou qui dura trois jours, et à Calcutta, la mort présente dans la rue, vautours et corbeaux assurant le nettoyage de la voirie.

MICHEL DELOR

(Lire la suite page 16)

LA POLITIQUE DES LOISIRS DANS LA BATAILLE ÉLECTORALE

LE P.C. : « NOUS PROPOSONS LA CRÉATION DE 300 000 LITS DANS LES VILLAGES DE VACANCES »

Toutes les grandes formations politiques ont abordé dans leur programme le thème des loisirs et du tourisme. Nous commençons aujourd'hui une série d'interviews dans laquelle les principaux partis précisent leurs orientations.

Mme Andrée Lafèvre, membre du comité central du parti communiste français, chargée du secteur cadre de vie, conseiller de Paris, ouvre le feu.

Comment le parti communiste juge-t-il l'actuelle politique des loisirs et des vacances ?

Pour la masse des travailleurs, la vie devient de plus en plus difficile. Elle est devenue une course effrénée. L'amplitude de la journée de travail, que MINEKE estime à onze heures, tend à grandir. Un item seule-

ment des ouvriers bénéficient de la semaine en cinq jours, et nombreux sont ceux qui travaillent selon le système du poste. Les cadences se sont accélérées de façon affolante et il est de plus en plus difficile d'avoir des relations personnelles dans l'entreprise. Tout est minuté : le temps du déjeuner comme la « pause-tasse ».

La vie de famille des femmes qui travaillent est handicpée par le manque d'équipements collectifs. Les plus pauvres des citoyens sont chassés du centre des villes par la spéculation foncière. Le temps de transport allongé démesurément devient une épreuve.

« Aussi n'est-il pas étonnant de voir le besoin de récupération placé au rang de priorité ; 28 % des ouvriers et des employés estiment que la privation de loisirs est moins supportable que la privation sur l'alimentation ou le logement.

La grève des « Michelin » du mois dernier pour défendre leur temps libre en témoigne, mais souvent vous aussi des luttes de 1983 pour obtenir les congés payés et la semaine de quarante heures. Le travailleur a besoin de temps pour lui et pour sa famille. Or 80 % des ouvriers ne partent pas en week-end ; 50 % des Français ne partent pas en vacances. On peut considérer que dix-sept millions d'entre eux ne partent pas pour des raisons économiques. Comme dans le dix-huitième arrondissement de Paris, je peux vous dire que les enfants sont nombreux à n'avoir jamais vu ni la mer ni la montagne. Le mystère ce n'est pas de roman.

Vos chiffres sont très éloignés des statistiques officielles, qui évaluent à quatre millions seulement le nombre des

personnes dans l'impossibilité de partir une fois dans l'année en raison d'un manque d'argent.

Le secrétaire d'Etat au tourisme déclare en effet que la plus grande partie de ceux qui ne partent pas ne le veulent pas. C'est scandaleux. Les gens qui en ont les moyens partent tous, et même

dix fois par an, et c'est bien. Mais, quand la télévision nous montre les sports d'hiver, quand la radio nous dit quatre ou cinq fois par an que tout le monde est sur la route des vacances, toute la vérité n'est pas dite. En réalité, tous ont envie de partir mais tous ne le peuvent pas.

Décisions arbitraires

Comment expliquez-vous cette dégradation ?

Le pouvoir et le patronat ont dû céder en matière de vacances. Mais ils l'ont fait d'une main, tandis que, de l'autre, ils les récupèrent dans les transformations en marchandises, accentuant l'inégalité devant les loisirs. Tout sera à faire du profit : le soleil, la neige, la mer, la montagne.

« Au moment où le budget du tourisme social représente environ 1 franc par habitant, chaque Français donne plusieurs dizaines de francs par an, sous forme de primes et de subventions, pour les hôtels de luxe. Les banques Paribas ou La Hérin se seraient elles intéressées à l'hôtellerie, à la construction des stations et aux agences de voyages et le gain n'avait été garanti ?

Le problème est de mettre fin à cette subordination permanente au profit et de transformer la France en haut lieu du tourisme et des vacances pour tous.

Pourquoi le programme commun de gouvernement des partis de gauche est-il aussi « stigmatisé » sur le chapitre des vacances ?

Le programme commun est un tout. Il donne aux gens les moyens de partir, car, tant qu'ils renverront le soir chez eux en disant : « Je suis trop fatigué pour lire ou pour sortir », il n'y aura pas de vrais loisirs pour eux.

C'est pourquoi nous voulons aller vers la semaine de trente-cinq heures et une autre politique d'urbanisme et d'équipements collectifs ; la généralisation des

travaux sociaux est majoritaire dans le quartier de l'arrondissement de Paris. Je peux vous dire que les enfants sont nombreux à n'avoir jamais vu ni la mer ni la montagne. Le mystère ce n'est pas de roman.

Peut-on chiffrer l'appréciation du programme commun en matière de loisirs ?

C'est vrai : les travailleurs s'insurgent lorsque l'on veut modifier les dates de leurs vacances. Mais ce n'est pas du conservatisme. Ils réagissent au caractère arbitraire de décisions qui souvent conduisent à la division de la famille et à l'impossibilité de partir. Cela prouve que l'instauration autoritaire de l'établissement ne serait ni comprise ni tolérée, même s'il est vrai qu'elle permettrait une meilleure utilisation des équipements et des prix plus bas. C'est un problème d'ensemble qui ne peut être résolu que dans et par la démocratie, la région étant probablement le cadre le mieux adapté à son organisation.

On ne peut apprécier les vacances seulement comme un coût. C'est un des investissements humains les plus productifs. Chaque fois que les travailleurs obtiennent une réduction de leur temps de travail, cela se traduit par une augmentation de leur productivité sociale. Ils sont plus reposés, plus disponibles. Les accidents de travail sont moins fréquents. Dans le schéma global du programme commun, que nous avons publié, nous avons tenu compte, dans la réduction des gaspillages, autant que dans l'augmentation des dépenses sociales permettant d'améliorer les loisirs.

La politique de financement que nous mettons en œuvre sera très diversifiée. La nationalisation du crédit, la nouvelle fiscalité, les nouveaux droits des travailleurs dans la entreprise et la lutte contre la spéculation immobilière donneront des moyens considérables pour développer le tourisme social que les comités d'entreprise, les associations, les communautés et les régions pourront réaliser.

Enfin, cette politique entraînera de nombreux nouveaux : on compte aujourd'hui un million deux cent mille salariés du tourisme, alors qu'en France on quitte pas son domicile. Qu'est-ce que ce serait si tous partaient en vacances !

Donc, vivent les vacances !

Les vacances, le tourisme, le temps libre, c'est bien, mais nous souhaitons qu'ils ne soient pas en opposition avec la vie au travail. Il faudra aussi que certaines pratiques soient équilibrées : chiens sauvages, canicule, rébellion kurde, sautage par embarquement dans un train, envahissement du compartiment par de jeunes framboises, déraillement du train, égouttoir, inéxistant.

Nous voulons que les hommes et les femmes de notre pays s'épanouissent à tous les moments de leur vie.

C'est vrai : les travailleurs

s'insurgent lorsque l'on veut modifier les dates de leurs vacances. Mais ce n'est pas du conservatisme. Ils réagissent au caractère arbitraire de décisions qui souvent conduisent à la division de la famille et à l'impossibilité de partir. Cela prouve que l'instauration autoritaire de l'établissement

ne serait ni comprise ni tolérée, même s'il est vrai qu'elle permettrait une meilleure utilisation des équipements et des prix plus bas. C'est un problème d'ensemble qui ne peut être résolu que dans et par la démocratie, la région étant probablement le cadre le mieux adapté à son organisation.

Peut-on chiffrer l'appréciation du programme commun en matière de loisirs ?

C'est vrai : les travailleurs

Mer de Java

Croisière de 7.400 F à 12.600 F

• Bali - Java

• Malaisie - Singapour

de Paris à Paris avion + croisière + séjour 15 ou 18 jours

Jet tours à Montparnasse

Gemini Voyages

80, av. du Maine 75014 Paris

centre Géfit-Montparnasse

tél. 260.68.07

à Boulogne

Sembat Tourism

1, av. André Morlet 92100 Boulogne

métro Marcel Sembat

tél. 609.91.98

• sur vol

AIR FRANCE

Départ Paris A-R

ATHÈNES 700 F

ALGER 830 F

TUNIS* 830 F

MONTRÉAL 1.500 F

BOMBAY 2.250 F

BANGKOK 2.250 F

Départ Marseille A-R

DELHI 2.250 F

Départ Genève aller-retour

LIMA 2.480 F

* sans taxes et sans TVA.

VOLS A DATES FIXES

par avion

par avion

par avion

par avion

par avion

</

JAPON

Un autre monde à découvrir



Pour toute documentation, envoyez ce bon à
L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME JAPONAIS
4-8, rue Sainte-Anne (angle de l'avenue de l'Opéra)
75001 PARIS - Tél. : 296.20.29

Nom : _____
Adresse : _____

JURA
SKI DE FOND
Séjours et Raids d'1 semaine.
Guide Européenne du Raid
15, Quai de Conti, Paris 6e
033 52 53

ASIE
VOYAGES
Centre d'Information
Touristique
L'ASIE A LA CARTE

• Exemples de prix
BANGKOK 3.350 F (avec 500 F de prestations)
HONGKONG 4.850 F (avec 500 F de prestations)
BALI 4.150 F (avec 250 F de prestations)
DELHI 3.250 F (avec 500 F de prestations)
COLOMBO 2.950 F (avec 200 F de prestations)
TOKYO 4.915 F (avec 5 mts d'Midi)

PACIFIC HOLIDAYS
163, avenue du Maine
T : 539.37.36 M. Moutou
Devenet

Veuillez m'adresser la brochure
L'ASIE à la carte
à M.
Adressse
Code postal
Joindre 3 francs en timbres pour
frais d'envoie

pour vos
safaris



Kenya Airways
THE INTERNATIONAL AIRLINE OF KENYA

PARIS (Orly) - NAIROBI le jeudi soir et le samedi midi.
Consultez votre Agent de Voyages ou (1) 261.82.93.

en toute saison, la
ROUMANIE
vous attend.

Pour vos vacances, vous avez le choix.
A tout âge et pour tous les budgets, individuellement ou en groupe, partez à la rencontre d'un peuple latin, gai et hospitalier.

- Plages ensoleillées de la Mer Noire : 1 semaine, à partir de 1280 F
2 semaines + la 3^e gratuite, à partir de 1750 F
- Séjours-séni à Bucarest, à la mer ou à la montagne : 14 jours (carte de gratification comprise), à partir de 2780 F
- Circuits dans des sites enchanterous (Delta du Danube, Carpates, Montes-

tères, etc.), à la découverte d'un folklore authentique : 1 semaine (voyage non compris), à partir de 650 F

• Itinérances au volant de votre voiture, avec 5 litres d'essence gratuits : coupons-hôtel, à partir de 67 F

coupons-camping-caravanning, à partir de 37 F

Vols directs au départ de Paris et des principales villes de province.

Informations dans toutes les agences de voyages.

Renseignements :
OFFICE DU TOURISME ROUMANIE
et Cie Adrienne TAROM
38, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS
Tél. : 073.78.08

DOCUMENTATION "Vacances en Roumanie"
à adresser à M.
Adressse
Mo
.....

Trois cents millions de touristes et quelques chiffres

Même les banquiers qui ont l'habitude de jongler avec les chiffres, les ratios et les pourcentages ont dû mal à cerner le phénomène économique du tourisme. A preuve, un article paraît dans le numéro 19 de la revue « Eurocoopération », éditée conjointement par Banco di Roma, Banco Hispano Americano, Commerzbank et Crédit lyonnais.

Dédié par M. Gianfranco Girella et intitulé « L'importance du phénomène touristique en tant que facteur économique en Europe », cette étude constate bien évidemment l'importance du phénomène puisque 220 millions de touristes étrangers ont engendré, en 1976, dans les pays de l'O.C.D.E., des revenus approchant 37 milliards de dollars, dont 26 de milliards pour la seule Europe occidentale.

Avec 4,8 milliards de dollars, les Etats-Unis sont arrivés, en 1975, en tête des pays recevant des ressources touristiques, devant la France (3,44 milliards) et l'Espagne (3,40 milliards). En revanche, la République fédérale d'Allemagne est le premier pays dépassé en matière de tourisme (4,5 milliards de dollars), devançant les Etats-Unis (3,64 milliards) et la France (3,06 milliards).

Parmi les nombreux chiffres cités dans l'article, certains retiennent plus particulièrement l'attention et notamment ceux qui concernent le taux d'utilisation des différents modes de transports par les vacanciers : 52,7 % ont emprunté l'auto ou le car, 10,1 % le chemin de fer, 4,7 % l'avion, 1,6 % le bateau, 0,9 % d'autres moyens. C'est la Grande-Bretagne qui enregistre le séjour le plus long (quatorze jours) et l'Italie le plus court (six jours).

Montagne**MENTON (06500)**

LE SAINT-YVRES** NN. 48, bd d'Athènes, Jard. park, prax tennis club, piscine et croisière. Tél. : 38-65-23

HOTEL DU PARC* NN. Près mer et casino, plein centre. Park. Gr. parc****Montagne****MEGEVE**

L'ADRET ** NN. Hôtel-Restaurant. Une petite maison confortable et chaleureuse. Propri. Nicolas COUETTE. Tél. : (50) 21-16-35

Allemagne**FRANKFURT**

PARKHOTEL 1^{re} classe, centre, près gare centrale. « Wiesbadener Platz » 28. Tél. 1939/611/200371 TX 04-12303

Suisse**AROSA**

HOTEL VALSANA, 1^{re} catég. Piscine couverte. Offre la certitude de skier jusqu'à fin avril. Tél. 74222

CH 1938 CHAMPEX LAC Valais

Portant ski de fond, avec la piste 12 km. 1^{re} catég. 1977/78. Piscine couverte. Offre la certitude de skier jusqu'à fin avril. Tél. 74222

CH 1938 CHAMPEX LAC Valais

Un pédalier sur le tour du monde

(Suite de la page 15.)

Avec son dernier sou, il achète la billet d'avion pour Papeete. Il l'arrive, pas de collier de fleurs, mais confiscation du passeport : il n'a ni billet de retour ni caution. Alors on lance un appel par Radio Tahiti : Hachette-Pacifique lui procure du travail pour un an. Le 9 juillet 1976, il fait ses adieux et prend la direction de Los Angeles.

C'est la ville anonyme, l'absence de piétons, l'impossibilité de demander son chemin. La TV amé-

ricaine s'intéresse à lui ; on a en projet un feuilleton sur le vélo. En attendant, il est invité à déjeuner par le Club des aventuriers avant de réussir — exploit unique — la traversée en solitaire du désert de la Mort et ce n'est pas fini ! Il y a encore le grand canyon du Colorado et le Painted Desert : 12 litres d'eau par jour, des épines de cactus des crevasses, des réparations...

Au Mexique, ça débute mal : échec d'un pneu, dépannage à condition d'accorder un entretien au quotidien local L'Alliance

française lui demande dix-sept conférences en attendant des pneus neufs expédiés de Paris. Il faut grimper 35 kilomètres en poussant le vélo. Plus tard, il a droit à un cyclone, des boscs des deux côtes de la route, au réveil, la nuit, par des fourmis rouges sur tout le corps. Une autre fois Joël dormira chez une famille de pauvres, à même le sol, au milieu de trois jeunes filles. Au Salvador, il aura droit pour de bon à un début d'aventure...

Sur les doigts de la main

Risques politiques, douaniers et policiers soupçonneux, animaux sauvages, brigades, intempéries, pistes impraticables, paumes, dysercie, sol, nuits de veille la machette sur le ventre, insuffisance d'entraînement physique, manque d'argent... On comprend que les Français qui ont réussi le tour du monde à vélo se comptent sur les doigts de la main. Aujourd'hui, notre héros est retourné à son usine, sans chercher à expliquer, avec une firme de cycles ou un magasin, un périple de 67 618 kilomètres, dont 34 715 kilomètres à vélo et 1 506 kilomètres à pied.

Et dire que dans le brouhaha de l'actualité on avait failli oublier Joël !

MICHEL DELORÉ.

AME
RIQUE**VOYAGES****Centre d'Information****Touristique****Exemples de charters****Aller-retour, à partir de**

NEW YORK 1.500 F

MONTREAL 1.500 F

LOS ANGELES 2.650 F

MEXICO 2.650 F

LIMA 2.575 F

PACIFIC HOLIDAYS**Galerie marchande**

28, av. Gai-Laclec

Tél. : 539.46.71

M^{me} Denfert

Rochesnoy

M^{me} Denfert

M<

Le Monde

culture

JOUR

DU CINÉMA

Positif :
n° numéro spécial.

Positif, revue de cinéma, vient d'avoir vingt-cinq ans et célèbre cet anniversaire par la parution d'un numéro très spécial. Il est composé, en effet, de textes, de dessins, de notes, de croquis de cinéastes qui se succèdent dans l'ordre alphabétique. A la lettre « B », une surprise : Louise Brooks, l'actrice féline de Positif (la seule femme au sommaire), explique, dans deux pages d'anecdotes incisives, pourquoi elle n'écrira jamais ses mémoires.

On regrettera que Luis Bunuel n'ait pas tourné le film conçu d'après là-bas, de Huysmans, à la lecture de l'important extrait du scénario écrit avec Jean-Claude Carrère. Et si l'ensemble du numéro déclenche les méthodes de tournage de Luigi Comencini, Vittorio Cottafavi, Ettore Scola, Joseph L. Mankiewicz, Michael Cacoyannis, Marcel Ophüls, Sydney Pollack, Claude Sautet, Jerry Schatzberg, Michel Soutter, Bertrand Tavernier et autres, il faut accorder une importance particulière à l'extrait du journal d'Abraham Polonsky sur le maccarthisme, « Nuits blanches devant la liste noire ».

Les photos de repérages pour Provence, d'Alain Bernaud, sont les plus belles d'une illustration très soignée.

★ N° 200, 201, 202, 42 F.

Les « Cahiers :
un tourbillon.

Bien ne va plus, on repart de zéro, ou presque : après la grande époque, celle des Cahiers à couverture jaune, puis la période Flippacchi qui coïncide avec un engouement politique croissant l'appétit flippacchi, curiosité l'hypothèse maoïste, débouche aujourd'hui sur une nouvelle forme de militance, pas et pourtant encore le cinéma, ou peut-être le cinématographie dans ses extensions multiples, et d'abord vidéo, télévision. Concrètement, Jean-Pierre Beauviéra, inventeur et constructeur de cinéma, entre au comité de direction de la revue et parle, dans une série d'entreprises, des possibilités d'avenir. Armand Gatti évoque poétiquement l'interprétation de la vidéo par le réalisateur Sidney Sokhna, par delà son propre travail, remet en jeu le cinéma africain.

Un tournant qui s'annonce décisif avec une équipe de jeunes. La question est de ne pas séparer la théorie de la pratique, comme déjà plusieurs rédacteurs de la revue et de leur enseignement, à commencer par Jean-Pierre Beauviéra à Grenoble et à Paris.

★ Le numéro : 15 F.

court-métrage :
ne pétition.

Les réalisateurs de courts métrages attirent, dans un communiqué l'attention sur leurs méthodes de production et de diffusion qu'ils connaissent, au sein du cinéma français. Ils réclament le rétablissement progressif, dans toutes les salles de cinéma, d'un court-programme comprenant un court métrage. Ils veulent obtenir des chaînes de télévision qu'elles créent une émission hebdomadaire consacrée au court métrage, histoire lui assurer une audience favorable. Il en existait une sur FR3 qui a été supprimée. Un texte demande son rétablissement. Soumis à l'approbation des professionnels, il a déjà été signé par une centaine de personnalités du cinéma.

... Pour pleurer de rire

ROBERT CHAZAL FRANCE SOIR

PRÉPAREZ VOS MOUCHOIRS

Cinéma

LE DERNIER FILM DE MARTA MESZAROS

« ELLES DEUX », côté à côté

Ce sont les individus qui importent à la réalisatrice hongroise Marta Meszaros, car qu'ils sont en eux, et ce que l'on peut faire de eux. Et ce que l'on peut faire de l'art, et ce que l'on peut faire de l'œuvre. A la lettre « B », une surprise : Louise Brooks, l'actrice féline de Positif (la seule femme au sommaire), explique, dans deux pages d'anecdotes incisives, pourquoi elle n'écrira jamais ses mémoires.

On regrettera que Luis Bunuel n'ait pas tourné le film conçu d'après là-bas, de Huysmans, à la lecture de l'important extrait du scénario écrit avec Jean-Claude Carrère. Et si l'ensemble du numéro déclenche les méthodes de tournage de Luigi Comencini, Vittorio Cottafavi, Ettore Scola, Joseph L. Mankiewicz, Michael Cacoyannis, Marcel Ophüls, Sydney Pollack, Claude Sautet, Jerry Schatzberg, Michel Soutter, Bertrand Tavernier et autres, il faut accorder une importance particulière à l'extrait du journal d'Abraham Polonsky sur le maccarthisme, « Nuits blanches devant la liste noire ».

Les photos de repérages pour Provence, d'Alain Bernaud, sont les plus belles d'une illustration très soignée.

★ N° 200, 201, 202, 42 F.

Notes

Expositions

LE DÉLIRE FROID
DE PONTICELLI

Claude Ponticelli commence tous ses dessins de la même façon : du bord de la feuille, il laisse proliférer les images, lentement, au fur et à mesure que son esprit les découvre et qui se main les trace. Il poursuit et achève son dessin, sans avoir jamais su où il allait. L'œuvre le guide : elle se fait dans l'action même.

Ce jeune dessinateur, aquarelliste et peintre, s'est constitué son musée imaginaire fait de petites choses recueillies à hasard — à moins que ce ne soit exprès. Un bout de branche ou d'herbe, une feuille, un fruit sec, un os...

Sa mémoire se repaît de ce précis-ébranlé, qu'il fait naître de dessiner tel quel. Invinciblement, il fait pourvoir son œuvre de lumières et d'images contre les nœuds dans les autres, les formes transgressent leur allure anodine et changent de nature : les branches en ossements, et les ossements en personnages articulés à la Bellmer. Il a le sens du félichisme et de l'éructation.

Claude Ponticelli signe son monde comme un miniaturiste, avec un trait qui parvient tout à la fois

Dans chaque film, elle construit une évolution, sans jamais la briser : chaque film éclaire les situations du début, mais il n'y a pas de dénouement. Au contraire, une complète liberté est laissée au spectateur pour l'interprétation d'une existence qui commence quand le personnage disparaît de l'écran. C'est comme si Marta Meszaros étendait une harmonie née créée, qui devient imperceptible ombre. Une dispute, des écarts de rire ; il y a des signes de cette enfance, mais elle n'est jamais explicitée. Elle travaille comme dans l'ombre, à la limite de conscience, et le transforme des conduites.

Et qu'elle nomme « la réalité quotidienne » — des films hameau, où l'on danse et lève la valise, Marta Meszaros oppose tout un réalisme psychologique.

Evoluant, d'un personnage, d'un autre avec ou contre lui, évoluant d'une relation : elles deux, est plus complexe que Adoption ou Neutre male, car l'évolution est double — les femmes entre elles, les femmes vis-à-vis des hommes.

Le film était d'autant plus lourd à conduire et le délit du style, l'indécrotteur. Lili Monory et Marine Vlady partent entre elles de leur mari, puis ce qu'elles reconnaissent, ou annoncent, est montré, discuté, parlé répété : la construction est ici apparente, indépendante, comme dans Neutre male. Mais les ellipses, la discrétion que l'on a tant aimées dans Adoption, on les retrouve aussi. Entre le matin de Marine Vlady, et si belle, si grande, et le lendemain de Lili Monory, une petite pas belle, sauvegarde et

crueille », dit Marta Meszaros « attendre une harmonie née créée, qui devient imperceptible ombre. Une dispute, des écarts de rire ; il y a des signes de cette enfance, mais elle n'est jamais explicitée. Elle travaille comme dans l'ombre, à la limite de conscience, et le transforme des conduites.

Et qu'elle nomme « la réalité quotidienne » — des films hameau, où l'on danse et lève la valise, Marta Meszaros oppose tout un réalisme psychologique.

Evoluant, d'un personnage, d'un autre avec ou contre lui, évoluant d'une relation : elles deux,

est plus complexe que Adoption ou Neutre male, car l'évolution est double — les femmes entre elles, les femmes vis-à-vis des hommes.

Le film était d'autant plus lourd à conduire et le délit du style, l'indécrotteur. Lili Monory et Marine Vlady partent entre elles de leur mari, puis ce qu'elles reconnaissent, ou annoncent, est montré, discuté, parlé répété : la construction est ici apparente, indépendante, comme dans Neutre male. Mais les ellipses, la discrétion que l'on a tant aimées dans Adoption, on les retrouve aussi. Entre le matin de Marine Vlady, et si belle, si grande, et le lendemain de Lili Monory, une petite pas belle, sauvegarde et

crueille », dit Marta Meszaros « attendre une harmonie née créée, qui devient imperceptible ombre. Une dispute, des écarts de rire ; il y a des signes de cette enfance, mais elle n'est jamais explicitée. Elle travaille comme dans l'ombre, à la limite de conscience, et le transforme des conduites.

Et qu'elle nomme « la réalité quotidienne » — des films hameau, où l'on danse et lève la valise, Marta Meszaros oppose tout un réalisme psychologique.

Evoluant, d'un personnage, d'un autre avec ou contre lui, évoluant d'une relation : elles deux,

est plus complexe que Adoption ou Neutre male, car l'évolution est double — les femmes entre elles, les femmes vis-à-vis des hommes.

Le film était d'autant plus lourd à conduire et le délit du style, l'indécrotteur. Lili Monory et Marine Vlady partent entre elles de leur mari, puis ce qu'elles reconnaissent, ou annoncent, est montré, discuté, parlé répété : la construction est ici apparente, indépendante, comme dans Neutre male. Mais les ellipses, la discrétion que l'on a tant aimées dans Adoption, on les retrouve aussi. Entre le matin de Marine Vlady, et si belle, si grande, et le lendemain de Lili Monory, une petite pas belle, sauvegarde et

crueille », dit Marta Meszaros « attendre une harmonie née créée, qui devient imperceptible ombre. Une dispute, des écarts de rire ; il y a des signes de cette enfance, mais elle n'est jamais explicitée. Elle travaille comme dans l'ombre, à la limite de conscience, et le transforme des conduites.

Et qu'elle nomme « la réalité quotidienne » — des films hameau, où l'on danse et lève la valise, Marta Meszaros oppose tout un réalisme psychologique.

Evoluant, d'un personnage, d'un autre avec ou contre lui, évoluant d'une relation : elles deux,

est plus complexe que Adoption ou Neutre male, car l'évolution est double — les femmes entre elles, les femmes vis-à-vis des hommes.

Le film était d'autant plus lourd à conduire et le délit du style, l'indécrotteur. Lili Monory et Marine Vlady partent entre elles de leur mari, puis ce qu'elles reconnaissent, ou annoncent, est montré, discuté, parlé répété : la construction est ici apparente, indépendante, comme dans Neutre male. Mais les ellipses, la discrétion que l'on a tant aimées dans Adoption, on les retrouve aussi. Entre le matin de Marine Vlady, et si belle, si grande, et le lendemain de Lili Monory, une petite pas belle, sauvegarde et

crueille », dit Marta Meszaros « attendre une harmonie née créée, qui devient imperceptible ombre. Une dispute, des écarts de rire ; il y a des signes de cette enfance, mais elle n'est jamais explicitée. Elle travaille comme dans l'ombre, à la limite de conscience, et le transforme des conduites.

Et qu'elle nomme « la réalité quotidienne » — des films hameau, où l'on danse et lève la valise, Marta Meszaros oppose tout un réalisme psychologique.

Evoluant, d'un personnage, d'un autre avec ou contre lui, évoluant d'une relation : elles deux,

est plus complexe que Adoption ou Neutre male, car l'évolution est double — les femmes entre elles, les femmes vis-à-vis des hommes.

Le film était d'autant plus lourd à conduire et le délit du style, l'indécrotteur. Lili Monory et Marine Vlady partent entre elles de leur mari, puis ce qu'elles reconnaissent, ou annoncent, est montré, discuté, parlé répété : la construction est ici apparente, indépendante, comme dans Neutre male. Mais les ellipses, la discrétion que l'on a tant aimées dans Adoption, on les retrouve aussi. Entre le matin de Marine Vlady, et si belle, si grande, et le lendemain de Lili Monory, une petite pas belle, sauvegarde et

crueille », dit Marta Meszaros « attendre une harmonie née créée, qui devient imperceptible ombre. Une dispute, des écarts de rire ; il y a des signes de cette enfance, mais elle n'est jamais explicitée. Elle travaille comme dans l'ombre, à la limite de conscience, et le transforme des conduites.

Et qu'elle nomme « la réalité quotidienne » — des films hameau, où l'on danse et lève la valise, Marta Meszaros oppose tout un réalisme psychologique.

Evoluant, d'un personnage, d'un autre avec ou contre lui, évoluant d'une relation : elles deux,

est plus complexe que Adoption ou Neutre male, car l'évolution est double — les femmes entre elles, les femmes vis-à-vis des hommes.

Le film était d'autant plus lourd à conduire et le délit du style, l'indécrotteur. Lili Monory et Marine Vlady partent entre elles de leur mari, puis ce qu'elles reconnaissent, ou annoncent, est montré, discuté, parlé répété : la construction est ici apparente, indépendante, comme dans Neutre male. Mais les ellipses, la discrétion que l'on a tant aimées dans Adoption, on les retrouve aussi. Entre le matin de Marine Vlady, et si belle, si grande, et le lendemain de Lili Monory, une petite pas belle, sauvegarde et

crueille », dit Marta Meszaros « attendre une harmonie née créée, qui devient imperceptible ombre. Une dispute, des écarts de rire ; il y a des signes de cette enfance, mais elle n'est jamais explicitée. Elle travaille comme dans l'ombre, à la limite de conscience, et le transforme des conduites.

Et qu'elle nomme « la réalité quotidienne » — des films hameau, où l'on danse et lève la valise, Marta Meszaros oppose tout un réalisme psychologique.

Evoluant, d'un personnage, d'un autre avec ou contre lui, évoluant d'une relation : elles deux,

est plus complexe que Adoption ou Neutre male, car l'évolution est double — les femmes entre elles, les femmes vis-à-vis des hommes.

Le film était d'autant plus lourd à conduire et le délit du style, l'indécrotteur. Lili Monory et Marine Vlady partent entre elles de leur mari, puis ce qu'elles reconnaissent, ou annoncent, est montré, discuté, parlé répété : la construction est ici apparente, indépendante, comme dans Neutre male. Mais les ellipses, la discrétion que l'on a tant aimées dans Adoption, on les retrouve aussi. Entre le matin de Marine Vlady, et si belle, si grande, et le lendemain de Lili Monory, une petite pas belle, sauvegarde et

crueille », dit Marta Meszaros « attendre une harmonie née créée, qui devient imperceptible ombre. Une dispute, des écarts de rire ; il y a des signes de cette enfance, mais elle n'est jamais explicitée. Elle travaille comme dans l'ombre, à la limite de conscience, et le transforme des conduites.

Et qu'elle nomme « la réalité quotidienne » — des films hameau, où l'on danse et lève la valise, Marta Meszaros oppose tout un réalisme psychologique.

Evoluant, d'un personnage, d'un autre avec ou contre lui, évoluant d'une relation : elles deux,

est plus complexe que Adoption ou Neutre male, car l'évolution est double — les femmes entre elles, les femmes vis-à-vis des hommes.

Le film était d'autant plus lourd à conduire et le délit du style, l'indécrotteur. Lili Monory et Marine Vlady partent entre elles de leur mari, puis ce qu'elles reconnaissent, ou annoncent, est montré, discuté, parlé répété : la construction est ici apparente, indépendante, comme dans Neutre male. Mais les ellipses, la discrétion que l'on a tant aimées dans Adoption, on les retrouve aussi. Entre le matin de Marine Vlady, et si belle, si grande, et le lendemain de Lili Monory, une petite pas belle, sauvegarde et

crueille », dit Marta Meszaros « attendre une harmonie née créée, qui devient imperceptible ombre. Une dispute, des écarts de rire ; il y a des signes de cette enfance, mais elle n'est jamais explicitée. Elle travaille comme dans l'ombre, à la limite de conscience, et le transforme des conduites.

Et qu'elle nomme « la réalité quotidienne » — des films hameau, où l'on danse et lève la valise, Marta Meszaros oppose tout un réalisme psychologique.

Evoluant, d'un personnage, d'un autre avec ou contre lui, évoluant d'une relation : elles deux,

est plus complexe que Adoption ou Neutre male, car l'évolution est double — les femmes entre elles, les femmes vis-à-vis des hommes.

Le film était d'autant plus lourd à conduire et le délit du style, l'indécrotteur. Lili Monory et Marine Vlady partent entre elles de leur mari, puis ce qu'elles reconnaissent, ou annoncent, est montré, discuté, parlé répété : la construction est ici apparente, indépendante, comme dans Neutre male. Mais les ellipses, la discrétion que l'on a tant aimées dans Adoption, on les retrouve aussi. Entre le matin de Marine Vlady, et si belle, si grande, et le lendemain de Lili Monory, une petite pas belle, sauvegarde et

crueille », dit Marta Meszaros « attendre une harmonie née créée, qui devient imperceptible ombre. Une dispute, des écarts de rire ; il y a des signes de cette enfance, mais elle n'est jamais explicitée. Elle travaille comme dans l'ombre, à la limite de conscience, et le transforme des conduites.

Et qu'elle nomme « la réalité quotidienne » — des films hameau, où l'on danse et lève la valise, Marta Meszaros oppose tout un réalisme psychologique.

Evoluant, d'un personnage, d'un autre avec ou contre lui, évoluant d'une relation : elles deux,

est plus complexe que Adoption ou Neutre male, car l'évolution est double — les femmes entre elles, les femmes vis-à-vis des hommes.

Le film était d'autant plus lourd à conduire et le délit du style, l'indécrotteur. Lili Monory et Marine Vlady partent entre elles de leur mari, puis ce qu'elles reconnaissent, ou annoncent, est montré, discuté, parlé répété : la construction est ici apparente, indépendante, comme dans Neutre male. Mais les ellipses, la discrétion que l'on a tant aimées dans Adoption, on les retrouve aussi. Entre le matin de Marine Vlady, et si belle, si grande, et le lendemain de Lili Monory, une petite pas belle, sauvegarde et

crueille », dit Marta Meszaros « attendre une harmonie née créée, qui devient imperceptible ombre. Une dispute, des écarts de rire ; il y a

THEATRE FONTAINE
LE ROI DES CONS
de WOLINSKI
MISE EN SCÈNE ET ADAPTATION
SCÉNIQUE DE CLAUDE CONFORTES
SPECIAL 78
JE VITE POUR MOI
AVEC
BERNARD MENEL
JACQUES GRIPPEL
MICHEL MULLER
SOPHIE AGACINSKI
LOCATION AUBERT ET THÉATRE 75 74 69

CHÈNE NOIR d'Avignon
14 représentations exceptionnelles
FANTASTIC MISS MADONA
Centre Georges Pompidou
278-78-95 Grande Salle

CUARTETO CEDRON
Nouveau récital
THÉATRE DE LA RENAISSANCE
20 Boulevard Saint-Martin (10^e) - Métro Strasbourg St Denis
Location : 208-18-50

T.B.B.
THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT 603 60 44
DIRECTION : JEAN-PIERRE GRENIER
Du 10 au 24 Février 1978
NOUVEAU RECITAL
LENY ESCUDERO
INVITÉES
EVELYNE DANDRY • JOSIANE LEVÈQUE
60, RUE DE LA BELLE FEUILLE (10^e Métro Mabat SEMBAT)
LOCATION AU THEATRE EN AVANT, ET SUR TOUTES LES AGENCES

SAMEDI 11 février
20 h. 30, 4 litres 12 en concert
22 h., « Le Psychopompe », de
Gérald Azerglone.
23 h., Bal masqué popu, am-
biance, bouffe, pinard.

LA PÉNICHE
26, quai de la Morne, 19^e
Métro : Ourcq ou Laumière
Réservation : 205-40-39.

15 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES 7-21 FÉVRIER A 21 H
QUATRE A QUATRE
Pièce québécoise de Michel Garneau - mise en scène de Gabriel Gérard
Isabelle, très attachante, actrices québécoises excellentes.
Michel Courtois "Le Monde"
Une soirée rare.
Caroline Alexander "L'Express"
Grave, sensuels et généreux.
Jean-Pierre J. Courcier "L'Honneur"
Gorge d'amour.
Michel Grey "L'Aurore"
Tort à tort renversante.
Jean-Jacques Gauvin de l'Académie Française "Le Figaro"
Une réassise.
Mathieu Galey "Le Quotidien de Paris"
théâtre de la commune d'aubervilliers - 833, 16, 16
Square Stalingrad (avenue de la République) 93300 Aubervilliers

1 CONCERT UNIQUE
le vendredi 17 Février
BEAU DOMMAGE
grande soirée québécoise
20 h Quatre à quatre de Michel Garneau
mise en scène Gabriel Gérard
21 h 30 Beau Dommage

Nom _____
Adresse _____
Réservation par correspondance. DATE _____
Quatre à quatre (20 F) Nbrs. x 20 F = _____
Beau Dommage (25 F) Nbrs. x 25 F = _____
Tarif couplé (35 F) Nbrs. x 35 F = _____
Règlement par chèque à retourner au T.C.A. Total _____

MARIGNAN PATHÉ - GAUMONT LUMIÈRE - CLICHY PATHÉ - MONTPARNASSA 83 - QUINTETTE - GAUMONT GAMBETTA - GAUMONT CONVENTION - BELLE-ÉPINE PATHÉ Théâtre - PARLY 2 - PATHÉ Champigny - ARIEL Rueil - GAMMA Argenteuil - GAUMONT Evry - ÉPICENTRE Epinay - PARINOR Aulnaysous-Bois.

LES PETITS CALINS

Jean-Marie Poiré avec "Les petits calins" nous prouve qu'on peut faire du cinéma Grand Public qui soit aussi du Grand Cinéma. Ne manquez pas "Les petits calins". C'est un régal. R.T.L. Remo Forzani.

Pétaradant et tendre, comédie de caractère et comédie de mœurs, le film de Jean-Marie Poiré séduit par sa jeunesse, son pittoresque, sa manière de dire droitement des choses vraies. LE MONDE Jean de Baroncelli.

Ce film, plein d'entrain et de vie, donne une image authentique des îles d'aujourd'hui auxquelles les garçons ont bien du mal à se faire. PARISCOPE José M. Besco.

espaces 781

Partie de la Suisse

Hauts-plateaux suisses

Du 15 au 23 février à 20 h 30

"semaine" de jazz

8 Groupes et 1 Opéra-gouffre

Du FREE du PUNK du ROCK

PRO HELVETIA : 073.00.29

cie morin-timmerman

baroufe à chioggia

goldoni

des hommes et des femmes viens

comme le me et das dans le mal-

(La Croix) et tout ici est in-

telligent, chaleureux, miraculeuse-

ment rapide... (Quotidien de Paris)

des meilleurs spectacles de l'art

(Valeurs Actuelles).

théâtre 13

du 18 janvier au 28 février

24 rue Daniel Paris 13e - 569.05.99

MARIGNAN v.o. - A.B.C. - HELDER

CLICHY PATHÉ - FAUVETTE

CAMBONNE - QUARTIER

LATIN v.o. - MONTPARNASSA 83

GAMMONT - BELLE SPINE PATHÉ

Théâtre - PATHÉ Champigny

GAUMONT Evry - AVIATIC

Le Bourget - TRICYCLES Asnières

FRANÇAIS Eghies - VÉLIZY

Villecombel - CLUB Maisons-Alfort

UN FILM DE ROBERT ALDRICH

Centre culturel du Xe, 20 h. 20 :

LE FILM.NET

Centre culturel soieldois, 20 h. 30 :

Centre culturel de monsieur

Centre culturel de la Mairie, 20 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

Centre culturel de la Ville, 18 h. 30 :

</div

... LE MONDE — 11 février 1978 — Page 21

U.G.C. MARBEUF v.o. - U.G.C. DANTON v.o.
U.G.C. OPÉRA v.f. - PARAMOUNT La Varenne v.f.

SPECTACLES

cinémas

(*) Films interdits aux moins de 16 ans. (**) Films interdits sur moins de 18 ans.

Cinémathèque

Théâtre — 15 h. : Le château et l'abbaye de C. Marivaux, 16 h. 30 : le Carré du Louvre, 16 h. 30 : Regards sur le jeune cinéma, 16 h. 30 : les roses de G. Marivaux, 16 h. 30 : France S.A., de A. Corneau.

Les exclusivités

ANTI AMERICAIN (A.I.U. v.o.) (**): Studio-Cujas 5* (033-89-23).

AMOUR (V.O. — 17 F.): Richelieu 5* (033-56-17); Quatre-vingts 5* (033-56-40); Monte-Carlo 8* (033-58-00); Monte-Carlo — Pasquier 8* (033-58-00); Paramount-Montparnasse 14* (033-58-42); P.L.M. — Saint-Jacques 14* (033-58-42); Cambronne 15* (033-58-00).

LA BIBLE, L'ENCHANTEMENT (F.P.): Quintal 5* (033-55-40); la Clef 2* (033-55-40).

ET VIVE LA LIBERTÉ (F.P.): Richelieu 2* (033-55-70); Cluny-Palace 5* (033-55-70); Montparnasse-Pâris 14* (033-55-70); Cinéma-Opéra 8* (033-55-48); Athénée 12* (033-55-48); Gaumont-Buñuel 14* (033-55-48); Cluny-Pâris 16* (033-55-48).

EMMANUELLE 2 (F.P.): Paramount-Marivaux 5* (033-55-70).

LA BOÎTE DE BOULBAK (Pol. v.o.): Studio-Gît-e-Cœur 5* (033-51-35).

BLANCHE (A. v.o.): co-sorlité : Normandie 8* (033-41-18); Elysée-Lincoln 8* (033-38-14); 14 Juillet-Parmain 8* (033-38-00); Paramount-Montparnasse 8* (033-38-00); Gaumont-Saint-Charles 14* (033-38-00); Muret 16* (033-38-00); Convention-Saint-Charles 14* (033-38-00); Paramount-Mallard 17* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LE BOIS DE BEAUREGARD ET BLANCHE (A. v.o.): co-sorlité : Normandie 8* (033-41-18); Elysée-Lincoln 8* (033-38-14); 14 Juillet-Parmain 8* (033-38-00); Paramount-Montparnasse 8* (033-38-00); Gaumont-Saint-Charles 14* (033-38-00); Muret 16* (033-38-00); Convention-Saint-Charles 14* (033-38-00); Paramount-Mallard 17* (033-38-00).

L'HERÉTIQUE II (A. v.o.): D.O.C.-Odeon 5* (033-71-01); Bruxelles 8* (033-71-01); Paramount-Opéra 8* (033-71-01); Paris 8* (033-71-01); Lyon 12* (033-01-01); Paramount-Galaxie 14* (033-01-01); Paramount-Montparnasse 14* (033-01-01); Mistrail 14* (033-01-01); Gaumont-Mallard 17* (033-01-01); Tourelles 20* (033-01-01).

LE VOYAGE À TOKYO (F.P.): Quintal 5* (033-35-40); Lord-Byron 8* (033-35-40); Paris 8* (033-35-40); Gaumont 8* (033-35-40); Elysée-Pâris 12* (033-35-40); Cluny-Pâris 16* (033-35-40); Secretan 18* (033-35-40).

LA BASTIDE SE DESCHAÎNEMENT (A. v.o.): Omnia 2* (033-38-00).

LA BÉBÉE (F.P.): 14 Juillet-Parmain 8* (033-38-00).

LA BOÎTE DE BOULBAK (Pol. v.o.): Cluny-Ecole 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): 14 Juillet-Parmain 8* (033-38-00); Paramount-Montparnasse 8* (033-38-00); Gaumont-Saint-Charles 14* (033-38-00); Muret 16* (033-38-00); Convention-Saint-Charles 14* (033-38-00); Paramount-Mallard 17* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38-00).

LA BOÎTE D'UN PASSÉ (A. v.o.): Vidéo-Club 5* (033-38

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	30,00	31,52

ANNONCES CLASSEES

	La min. col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Filiale Française
important groupe pétrolier
recherche

**JEUNES
INGÉNIEURS COMMERCIAUX
DIPLOMÉS HEC, ESSEC
SUP. de CO. ou équivalent**

Liberis de service national
2 ans d'expériences préférées : contacts commerciaux et gestion souhaitée pour postes

Attachés Commerciaux
suivent besoins de la Société en résidence Paris ou Province.
Nombreux déplacements ;
Formation complémentaire assurée ;
Possibilité développement carrière en fonction aptitudes.

Adresser curriculum vitae et photo à n° 48.892,
CONTESESE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^e), qui tr.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL recherche pour Algérie

2 VISITEURS MÉDICAUX
secteurs ALGER et ORAN

Conditions impératives pour examen candidature :
— être titulaire d'un permis de conduire ;
— posséder voiture un excellent état ;
— avoir déjà l'expérience de la profession ;
— être en possession de la carte visiteur médical en cours de validité.

Recrutement prévu 2^e quinzaine février 1978
Adres. C.V. et photo au n° 48.899 CONTESESE Publicité 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^e, qui transmettra

IMPORTANTE SOCIETE FAISANT PARTIE D'UN GROUPE MULTINATIONAL recherche
POUR SA DIVISION ELECTRONIQUE ETABLIR A CERGY

UN TECHNICIEN MISE AU POINT DEUX TECHNICIENS ÉTUDES
Titulaire DUT ou BTS électronique pour circuits logiques, pour automations et circuits analogiques (EP).

UN DESSINATEUR
Pour implantation de circuits imprimés.
Pour ces postes, il est demandé quelques années d'expérience.

UNE STANDARDISTE DACTYLO
Bonne pratique de la dactylo indispensable.
Avantages sociaux. Restauration d'entreprise.
Envoyer C.V. détaillé photo et prts. à SWERDTS - B.P. 269 - 75424 Paris Cedex 09, qui tr.

GROUPE IMPORTANT SPECIALISE DANS LES SERVICES PUBLICS EQUITIERS recherche
banquier Ouest et Sud Paris

2 INGÉNIEURS ARTS et MÉTIERS ou équivalent
28 ans min. Postes opérationnels exigeant le sens du commandement de l'organisation, le goût du contact commercial.

Envoyer C.V. man. photo et prts. à CAMPBELL, Boîte Postale 57 - 75324 PARIS CEDEX 17.

emplois régionaux

POUR SA DIRECTION RÉGIONALE À NANCY BANQUE DÉPÔTS PRIVÉE recherche

CADRE COMMERCIAL
Ayant expérience bancaire ou diplômes universitaires. Poste évolutif. Salaire adapté à l'expérience et au dynamisme du candidat.

Envoyer C. V. et photo à n° T 0321 M. REGIE-PRESSE, 85 ter, rue Réaumur, Paris-2^e.

ENSAGE S.p.A. Attre recherche pour exercice 1978 les postes suivants : Ingénierie mathématique, pr employé à plein temps. Formation souh. 1 diplôme ingénier. sans prérog. ou doctorat. Expérience dans le traitement des données en mathématiques. C.V. et photo à adresser à : Directeur adjoint E.N.S.A.G.E. B.P. 4002, 3183 Toulouse Cedex 17.

Société VAR recherche

UN INGÉNIEUR SUPÉLÉC ou équivalent, 23 ans, expérience industrielle dans énergie, mise en place systèmes d'énergie et de mesure. Envoyer C.V. à : INTER ou TEKAS. Address. C.V. à Mme LAMY, THILLIÈRE DARGAS (6500) 16, route de Toulouse 32000 TOULOUSE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE BARCELONNETTE recherche

COORDINATEUR DE DÉVELOPPEMENT pour travaux publics et privés en milieu rural (construction d'empêche, tourisme rural). Expérience dans les domaines techniques et administratifs. Lettre motivante et préférable à adresser à : S.I.M. La Septième 3460 BARCELONNETTE

ENTREPRISE Bâtiment recherche

INGÉNIEUR E.T.P. - C.H.E.C. - A.M. pour bureaux d'études et d'exploitation. Expérience préférable. Envoyer C.V. à : photo J.-C. SAVOIE, rue A-Frenzel, BP 113 3770 CHAMBRAY-LES-TOURS - 18, rue Volney, 75002 PARIS.

offres d'emploi

Importanti Groupe à vocation internationale (C.A. 1,5 MILLIARD - 35 FILIALES)

recrute

JURISTE D'ENTREPRISE

LE POSTE EST A POURVOIR AU SERVICE JURIDIQUE DU SIÈGE

Nous recherchons :

- candidat licencié en droit, 30 ans minimum, spécialisé depuis plusieurs années en DROIT ET FISCALITE DES SOCIETES, bon rédacteur.
- poste d'adjoint direct du Responsable du Service ;
- situation stable au sein d'un Groupe dynamique et en expansion.

C.V., photo et lettre d'accompagnement avec salaire demandé sont à env. s/n° 48211 CONTESESE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
80 km Ouest Paris
recherche

PHARMACIEN

Expérience souhaitée :
FABRICATION OU GALANIQUE INDUSTRIELLE

Addresser C.V. manuscrit + photo et présentation à PARIS REGIES (ref. DM 207)
26, rue du Béthizet - 75005 PARIS.

FILIALE SOCIETE AMERICAINE recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Expérience comptable et anglais indispensable.
Envoyer C.V. sous référence N° T 0006 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2^e).

Sté proche banlieue Sud Paris recherche :
ANALYSTES PROGRAMMEURS
Expér. minin. 4 ans (expr.) connaisse 2 langages (assemblé et assembly IBM indispensables) et ayant une bonne connaissance de l'assemblé. Adr. C.V. à : prts. à ref. 27.2 P. LICHAU S.A. B.P. 220, 75065 Paris Cedex 02, qui transmettra.

GRANDE ENTREPRISE NATIONALE Sud Paris recherche

INGÉNIERIE Ecole
(Centrale, Sup. Adm. ou équiv.) — Age : 20 ans environ ;
— Avoir 2 bons connaissements en physique et en thermique, pour l'énergie et la mise au point de procédés.

Addresser C.V. avec photo à : Société SETERO, 76, r. Dauphine 75014 PARIS qui transmettra.

Organisme de formation recherche :

PROFESSEUR MATHEMATIQUES

PROFESSEUR POST-ALPHABETISATION
Téléphone : 22-85-71 poste 42

IMPORTANTE SOCIETE (Paris - La Défense) recherche pour son département de production des ANALYSTES PROGRAMMEURS (D.U.P.) expér. minin. 2 ans.

Addresser C.V. à : M. RENAUT
Poste Postale 97
75045 Courbevoie Cedex

Directeur adjoint : Vente
recherche : P. PARISSE COLLABORATEUR, coll. 27 a. min. av. bonne réd. comptabilité, informatique, vente, gestion, rédaction, traduction, édition, impression, etc. Situé à Paris 13 au samedi 27/2/78 de 10h à 12h. Tél. : 52-74-60 à 62.

de son développement, importante Société Nord région parisienne recherche

RESPONSABLE TECHNICO-COMMERCIAL

de ses ventes ESTERS et dérivés d'acides gras sera fondé sur la confiance réelle du candidat.

Addresser C.V. photo et présentation à Mme LEROY, 22, rue du Général-Peyrat, 75019 PARIS.

Importante Soc. Nord région parisienne recherche

LE-FORMULATEUR ET L'APPLICATEUR

de ses réalisations pour peintures industrielles. La fonction de l'expérience réelle du candidat.

Addresser C.V. photo et présentation à Mme LEROY, 22, rue du Général-Peyrat, 75019 PARIS.

Importante Soc. Nord région parisienne recherche

travaux à façon

Peinture, Sol, Agencement, rénovation, etc. effectuer rapidement. tous travaux coordination - Davis gratuit.

Tél. 38-67-44 et 58-38-62.

Société Industrielle recherche

UN CADRE ayant sans autorité, organisation, efficacité et solide expérience professionnelle pour diriger une équipe.

CE MAGASH : comptabil. matières, mouvements, arrivages, expéditions.

Addresser C.V. à : 2466, Emplois et Entreprises, 1, rue Gustave-Eiffel, 75020 PARIS.

Domicile : 75016 PARIS.

Entreprise Bâtiment recherche

INGÉNIEUR E.T.P. - C.H.E.C. - A.M.

pour bureaux d'études et d'exploitation. Expérience préférable.

Envoyer C.V. à : photo J.-C. SAVOIE, rue A-Frenzel, BP 113

3770 CHAMBRAY-LES-TOURS - 18, rue Volney, 75002 PARIS.

Entreprise recherche

capitaux ou proportion com.

Briell, possesseurs « shoe form » (surf. vêtem. prof.), S.A.O. PARIS, recr. nouveaux produits, contr. financiers, représentat. Etablissements de vente, etc. Pour faire face à l'expansion rapide à MORLAIX (29), r. Deauville — 29200 MORLAIX.

Entreprise : 27506 PARIS.

T.C.E. séries référées.

Rénovation

T.C.E. séries référées.

Renovation

T.C.E. séries référées.

Rénovation

T.C.E. séries référ

régions

Auvergne

LA HAUTE-LOIRE DANS « LA BURLE »

La neige pour ceux qui la vivent...

De notre envoyé spécial

Les Estables. — Ce vent moudre qui cherche avec chaque rafale cent mille lames de rasoir, entame les fronts, crie les joutes et les lèvres, s'insinue sous le vêtement et au moindre des gants : ici, en Haute-Loire, on l'appelle « la burle ». Et le redoute autant qu'en le hait. Parce qu'il suffira de quelques courtes heures pour couper les plateaux du reste du pays — du reste du monde...

Ceux de Saint-Bonnet-le-Froid, de Chueyrères, des Estables et du Manet, de Saint-Julien-Chapteuil ou de Montusclat-la-Pradette n'aimeront guère ce chanton. Bien des raisons évidentes : des enfants retournent les énergies inemployées durant l'hiver, quand tracteurs et ensileuses s'engouffrent sous leurs hangars alors qu'on pourraient leur greffer momentanément l'une de ces fraises d'école qui hachent menu les congères ? Difficile, les fermières connaissent trop bien les risques de casse quasi inévitables et se montrent peu enthousiastes.

Reste la solution du syndicat intercommunal constitué pour acquérir un ou plusieurs engins achats auxquels des subventions pourraient être allouées. Enfin, la lutte passive, préventive, fondée sur le plantation de peupliers aux points névralgiques. Elle a deux torts : n'être efficace qu'après quelque six années — il faut bien que les arbres poussent — et se révèle très fastidieuse pour les belles pâtures qu'elle morcelle inexorablement. Si le problème, lui, est clairement posé, les solutions, en revanche, semblent délicates à faire adopter.

Et on attend. On attend l'embellie, comme disent les marins, le fin de l'angoisse. Avec moins de patience que par le passé, de moins en moins, parce qu'on est à l'heure du super-sensoriel et de l'ordinateur, du télécouleur et des satellites. Jolis, mis à part, c'est naturel, mais, aujourd'hui, c'est devenu inadmissible. L'isolement, on n'en veut plus pour subir les tourments, les déboires ni les risques. « Deux hivers comme celui-ci, vous savez, nous disent un maire, et plusieurs centaines de jeunes revenus au pays ces dernières années feront leurs valises ! Définitivement... Parce que c'est trop dur, trop dangereux, même, de rester ainsi coupés de tout, peut-être pour des semaines, où ne sait jamais quand cela finit. Alors... »

« Pays neuf »

La délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale a ouvert le dossier. M. Jean Michardière, jusqu'à ces jours derniers commissaire à l'aménagement du Massif Central — il vient de se voir offrir un feutuau à la Cour des comptes, — a couru le pays, insistantement, botté et cheveauté, sondant les reines et les coeurs des montagnards, élus et électeurs.

Objectif essentiel : dans un premier temps, trouver les moyens de maintenir un minimum de « vitalité » dans un milieu composé d'isolés — physiquement et moralement. Tâche délicate lorsqu'on sait qu'ici chaque entité administrative est toujours loin, très loin, des pôles de développement meilleurs. Il fallait prendre le taureau par les cornes : « Nous avons décidé de traiter désormais ce pays comme un pays neuf », explique M. Michardière.

Autre nombre des solutions de première urgence qu'il préconisait dans la lutte contre la neige, le gel et « la burle », — facteurs de déplacement d'autant plus redoutables qu'en Haute-Loire, contrairement aux autres régions de montagne, le vif a choisi de s'installer sur les plateaux bien plus que dans les vallées, — opérer un regroupement des exploitations isolées à proximité des bourgs, de façon à garantir cette « vie sociale » qui fait le cruellement défaut aux ruraux lorsqu'hiver les change en bannlieu. Avec une dizaine d'habitants au kilomètre carré, on imagine en quel « désert des Tartares » peut se transformer le plateau de Chameyrol quand, deux heures de tourmente l'ont peint en blanc sans épargner un pouce de terrain !

Autre possibilité, inciter de petites associations d'isolés à exploiter en commun l'engin chenillard léger qui leur garantira dans tous les cas l'évasion, voire le salut. Intéressant, mais difficile à réaliser en raison des rivalités, des jalouses et des intérêts particuliers de chacun. Alors, exploi-

ter les énergies inemployées durant l'hiver, quand tracteurs et ensileuses s'engouffrent sous leurs hangars alors qu'on pourraient leur greffer momentanément l'une de ces fraises d'école qui hachent menu les congères ? Difficile, les fermières connaissent trop bien les risques de casse quasi inévitables et se montrent peu enthousiastes.

Reste la solution du syndicat intercommunal constitué pour acquérir un ou plusieurs engins achats auxquels des subventions pourraient être allouées. Enfin, la lutte passive, préventive, fondée sur le plantation de peupliers aux points névralgiques. Elle a deux torts : n'être efficace qu'après quelque six années — il faut bien que les arbres poussent — et se révèle très fastidieuse pour les belles pâtures qu'elle morcelle inexorablement. Si le problème, lui, est clairement posé, les solutions, en revanche, semblent délicates à faire adopter.

Et on attend. On attend l'embellie, comme disent les marins, le fin de l'angoisse. Avec moins de patience que par le passé, de moins en moins, parce qu'on est à l'heure du super-sensoriel et de l'ordinateur, du télécouleur et des satellites. Jolis, mis à part, c'est naturel, mais, aujourd'hui, c'est devenu inadmissible. L'isolement, on n'en veut plus pour subir les tourments, les déboires ni les risques. « Deux hivers comme celui-ci, vous savez, nous disent un maire, et plusieurs centaines de jeunes revenus au pays ces dernières années feront leurs valises ! Définitivement... Parce que c'est trop dur, trop dangereux, même, de rester ainsi coupés de tout, peut-être pour des semaines, où ne sait jamais quand cela finit. Alors... »

dira M. Michardière, mais une industrie qui mérite toutes nos attentions, car elle joue un rôle fort important en tant que facteur d'amélioration ». Il est vrai que le siège de fond ne cesse plus de se développer depuis le jour où le préfet parisien a été descendu d'un avion. Le foyer de Saint-Julien-Chapteuil en est un bel exemple, avec les goûters des lycées, des C.E.G. et des écoles primaires qui y viennent chaque jour, par bandes de cent vingt à cent quatre-vingts, célébrer aux joies de la bonne cité, avec les citadins, petits et grands, qui bravent les parages de la route pour un week-end. Trente-deux accompagnateurs, des ritournelles bien pourvues en toutes sortes, du mini au maxi, et à nous les grands espaces !

A condition, bien sûr, que le burle — ne s'avise pas de jouer les trouble-fête. Pire, les trouble-vie.

J.-M. DURAND-SOUFLAND.

179 Francs pour la voiture,
0 Franc pour 1,2,3,4 ou 5 passagers.

— Exemple de prix : à partir de 179 F pour une Mini 5 passagers.
— Justificatif 7 départs par jour,
— 40 minutes de traversée.
Informations et réservations auprès de votre Agence de voyages ou HOVERLLOYD, Hoverport International - 62106 Calais.
Tél. : Paris 278.75.05 - Calais 34.67.10. Bruxelles 219.02.25
ou directement 24, rue de Saint-Quentin, 75010 Paris.

HOVERLLOYD

Nouveaux tarifs pour passer la Manche à partir du 23 Octobre.

La Floride
Cet hiver, l'été est à 2834 F* de Paris.

Sortez vos pantalons blancs, vos raquettes de tennis, vos lunettes de soleil et sautez dans le DC 10 de National Airlines. 9 heures de vol direct Paris-Miami et vous passez en douceur de l'hiver à l'été.

Le sable blond s'allonge sur 1.800 km. Atlantique ou Golfe du Mexique, choisissez votre plage. Personne ne vous la disputera. La température de l'eau est de

21°C, et les palmiers se balancent doucement dans la brise. Laissez-vous vivre.



Et lorsque vous serez reposé, dépensez-vous ! Jouez au tennis dans un décor de rêve, faites de la voile sur un catamaran de course, sautez de vague en vague à ski nautique, découvrez que vous savez voler avec un deltaplane ou luttez pendant des heures, soli-

tement attaché au fauteuil tournant d'un cabin cruiser, avec un ton ou un baracuda.

La Floride, c'est un terrain de tous les sports, avec une plage autour. Découvrez-la cet hiver. Votre agent de voyages vous expliquera comment.



*Un exemple de prix pour voyage en groupe

de 5 personnes minimum, une semaine hôtel et petit déjeuner, voyage Paris-Miami-Paris du 15 décembre 1977 à fin mars 1978. Billets achetés au moins 15 jours à l'avance.

National Airlines
Contactez votre agent de voyages ou National Airlines, 102 Champs-Elysées, 75008 Paris (563.17.66 - 256.25.77 - 225.64.75).
Siège de National Airlines Inc. : État de Floride, USA.

مكتبة من الأصل

Île-de-France

Le tribunal administratif annule
le permis de construire de 1365 logements
à Verrières-le-Buisson

De notre correspondant

Le tribunal administratif de Versailles a annulé, mercredi 8 février, le permis de construire de 200 logements sociaux concerté (ZAC) de Verrières-le-Buisson, dans l'Essonne. Les juges ont notamment considéré que ce projet était incompatible avec le plan d'aménagement et d'urbanisme qui lui avait succédé en 1965. L'un et l'autre document

avaient classé les 90 hectares de la plaine des Godets — zone horizontale exploitée par la société Vilnorin-Andrieux — comme un espace vert.

Or, en 1965, Vilnorin « partit » en province et vendit ses terres à la Société française des îles Elysées. Celle-ci quelques années plus tard et au grand étonnement des habitants, obtint dans le cadre d'une ZAC approuvée par la municipalité et les pouvoirs publics, des permis de construire pour mille trois cent soixante-cinq logements en immeubles de quatre et six étages, et 10 000 mètres carrés de commerces.

Estimant que la plaine des Godets, située à 11 kilomètres de Paris, et à proximité d'un massif forestier, devait rester une zone verte et que Verrières, avec deux mille habitants n'avait mal besoin de s'enferrer encore, les associations entamèrent dès le début de 1975 une procédure judiciaire. Le tribunal administratif, puis le Conseil d'État refusèrent de leur accorder le succès à leur exécution, c'est-à-dire l'arrêt du chantier. Attendant le jugement sur le fond. Cet logement social a pourtant été acheté et habité. Dix-sept cents autres sont en construction. Néanmoins le projet initial de la ZAC des Godets qui prévoyait 30 000 mètres carrés de bureaux, des groupes scolaires, une maison des jeunes, etc. a été déjà considérablement réduit, puisque aucun de ces équipements n'est plus programmé.

Aujourd'hui, c'est l'opération elle-même qui est remise en cause. La décision du tribunal est extrêmement étroite et immédiatement annulée. Les promoteurs devront ensuite recommander toute la procédure de création de ZAC et de demande de permis de construire. D'où une nouvelle enquête publique au cours de laquelle les associations ne vont pas manquer de s'exprimer avec vigueur.

Le jugement du tribunal de Versailles va être également abondamment commenté, car il est tout à fait exceptionnel qu'une ZAC tout entière soit ainsi remise en cause.

STÉPHANE BUGAT.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

UN NOUVEAU PORT DE COMMERCE POUR NICE

(De notre correspondant régional)

Nice. — M. Fernand Icart, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a donné le coup d'envoi, jeudi 9 février, aux travaux du nouveau port de commerce de Nice, qui sera construit dans un délai d'un peu plus d'un an et sera suivi de l'extension de l'actuel port de Nice-Côte-d'Azur. Il a souligné le rôle important que jouent les ports moyens de commerce dans l'économie nationale et s'est prononcé pour la protection, par arrêté, de la date du dépoulement du secteur, initialement prévu au mercredi 8 février 1978, à 9 h. 30, jusqu'au mercredi 15 février, à 9 h. 30.

Il a également rappelé que le port de Nice devrait être doté d'un terminal à conteneurs et d'un terminal à marchandises.

Le nouveau port de commerce de Nice qui se substituera au bassin du vieux port réservé à la navigation de plaisance, permettra d'accueillir grâce à un tirant d'eau de 12 à 14 mètres des navires de 200 mètres de long, dont quelques-uns des derniers assurant la desserte de la Corse. Son plan d'eau de près de 28 hectares sera entouré à l'achèvement complet des travaux, d'environ 40 hectares de terre-plein et de quai.

La première tranche du projet coûtera 80 millions de francs. Le financement est assuré par la chambre de commerce et d'industrie de Nice, maître d'œuvre et concessionnaire de l'exploitation du port, pour 35,5 %, l'Etat pour 24,5 % ainsi que le département des Alpes-Maritimes et la ville de Nice pour 21 % chacun.

GUY PORTE.

La CFDT
le plan d'entreprise de la SNCF

économie

Le Monde

ance

tribunal administratif annule de construire de 1365 à Verrières-le-Buisson

SOCIAL

UNE GRÈVE DES TECHNICIENS RETARDE LE PAIEMENT DES ALLOCATIONS FAMILIALES A PARIS

La grève s'est étendue parmi le personnel des caisses de sécurité sociale, où sont employés cent vingt mille personnes. À la base d'allocations familiales de la réglementation, auquel deux employés, soit 55 à 60 % des techniciens, selon les sources (dirigeants ou syndicats), sont en grève depuis le 1^{er} février et occupent un centre informatique. Ces techniciens, qui traitent les dossiers des familles, demandent que leur classification soit examinée pour tenir compte de la nécessité d'arrêter des questions à régler, en raison, notamment, de la création du complément familial ; ils déclarent leur passage du niveau 5 (2 400 F à 3 400 F par mois) au niveau 6 (2 700 à 3 800 F par mois). Le tribunal des référés, qui avait été saisi par la direction d'une caisse d'épargne, des assurances et de retraite, a donné un avis favorable à l'application de ces deux dernières réformes de deux jours pour poursuivre les discussions. Ce délai a expiré vendredi 10 février, et les juges devront prendre nécessairement une décision. Vendredi matin, le conflit était toujours dans l'impasse. La direction des caisses de sécurité sociale (maladie, famille, retraite) ayant proposé une révision des classifications pour une partie seulement des techniciens (1).

Arrêts de travail de trois jours la semaine prochaine

La revendication des techniciens concerne toutes ces catégories de salariés dans l'ensemble des caisses de sécurité sociale et des organismes sociaux des finances (C.G.T., C.P.D.T., F.O. et P.C.G.C.), organisés du mercredi 15 février au vendredi 17 février inclus une grève nationale de trois jours. La direction de cette caisse a annoncé que le versement des allocations familiales sera assuré avec quelques jours de retard à compter du 10 février : les 19 000 familles allocataires recevront ainsi leurs prestations, y compris, parmi celles qui bénéficient d'un complément familial ; les 3 000 personnes âgées qui ont droit à une allocation logement doivent aussi recevoir avec un peu de retard leurs prestations. Seuls seront pénalisés les éménages qui peuvent prétendre des prestations supplémentaires occasionnelles.

(1) Le personnel des caisses dont salaires ont augmenté de 3,50 % au cours des derniers mois, dont par P.O. et P.C.G.C., doit recevoir une prime uniforme dont le montant a été fixé à 200 F en son à 200 F comme le Monde du 21 février 1977 a été autorisé à indiquer.

• P.T.T. : « Retour général fonctionnement normal des services des postes », annonce l'administration, qui indique que le 10 février la reprise du travail s'était effectuée partout, à l'exception du centre de tri de Jon (30 % de grévistes) et de ce de la banlieue parisienne (2 %).

PROVINCE-CORRESPONDANCE

La C.F.D.T. et le plan d'entreprise de la S.N.C.F.

Après la publication dans le journal du 21 janvier d'un arrêté d'élaboration d'un programme de la S.N.C.F., M. G. Billon, secrétaire général de la Fédération générale des transports et l'équipement (C.F.D.T.), nous répond :

Pour la Fédération des chemins de fer (C.F.D.T.), la course aux économies et à la rentabilité à court terme imposée par l'entreprise ne règle aucun problème : au contraire, elle a des conséquences désastreuses pour les cheminots et les usagers.

La C.F.D.T. affirme d'autre part que les salariés ne sont pas responsables de la situation financière de la S.N.C.F. En 1977, le résultat d'achat a régressé, si l'on tient compte de l'indice C.P.D.T. sur les chiffres officiellement fournis à l'entreprise, 150 000 cheminots gagnent moins de 3 000 francs net mensuellement, le salaire ambulatoire mensuel étant de 900 francs net.

(...) Le salaire des cheminots C.P.D.T. n'a augmenté qu'en 1976 dans une fédération dirigée par des travailleurs des transports et de l'équipement. Cette structure est l'un des moyens indispensables qui donnent les salariés de ces secteurs pour accroître l'efficacité de leur action, en vue notamment de harmoniser dans le progrès leurs conditions sociales et de mettre en cause la politique gouvernementale en matière de transports.

LA SITUATION ET L'AVENIR DE L'INDUSTRIE EUROPÉENNE

LE GROUPEMENT EUROPÉEN DE LA CELLULOSE CONNAIT DE NOUVELLES DIFFICULTÉS

Le groupe Boussac annonce d'importantes mesures de chômage partiel

De notre correspondant

Epinay — Des mesures de chômage partiel bloquées sur quatre semaines et des réductions d'heures à trente-deux et à vingt-quatre heures, variétés selon les usines et les ateliers, ont été annoncées jeudi 9 février, à Dinxard et à Senones, par la direction générale des usines vosgiennes du groupe Boussac. Ces mesures, qui n'épargnent aucune unité de production des sociétés F.T.N. et S.I.S. s'étalent sur une période comprise entre le 10 février et le 19 mars.

Des relances conjoncturelles sont à l'origine de ces décisions modulées, afin de ne pas compromettre les possibilités de vente et les sorties de collecte. Selon la direction de Boussac, ces mesures ont été rendues nécessaires par les dépôts de bilan qui s'accumulent chez les clients et obligent le groupe à supporter de lourdes

QUELS OBJECTIFS ?

As risque de donner l'impression de manquer d'imagination ou de manque de humeur de vue, M. Monory parle plus souvent de libéralisation des prix que de redéveloppement industriel. Cela lui a valu quelques accrochages avec les services de la Rue de Rivoli, mais il n'en a cure. Le ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat est, en effet, persuadé qu'un agissement ainsi il prend les choses par le bon bout...

Boussac se tourne une nouvelle fois vers les pouvoirs publics. Dès lors, il n'en a cure. Le ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat est, en effet, persuadé qu'un agissement ainsi il prend les choses par le bon bout...

Libéral, partisan de l'économie de marché, hostile à l'interventionnisme de l'Etat, M. Monory est convaincu que les entreprises doivent être les acteurs essentiels de la politique industrielle et que le rôle d'un ministre de l'Industrie n'est pas tant d'impliquer les restructurations les plus sophistiquées que de permettre aux firmes françaises d'évoluer dans un environnement économique aussi favorable que possible. Pour améliorer cet environnement, il plaide, depuis de longs mois, en faveur d'un retour à la liberté des prix afin d'améliorer l'image des entreprises et d'une profonde refonte des circuits financiers afin de réorienter l'épargne sur l'industrie. C'est le seul moyen, à long terme, de faire de nos entreprises capables de répondre à de bonnes conditions.

Le Comité économique et social consacré à l'industrie, qui s'est tenu à l'hôtel Meurice sous la présidence de M. Barre, lui a en partie donné raison puisqu'il s'est déclaré favorable à une libération progressive des prix industriels « sans plus de précision ». Il a d'autre part

chargé un groupe de travail de remettre d'ici à la fin du mois de février des propositions visant à assurer une meilleure orientation des flux d'épargne vers l'industrie.

On attend avec intérêt ces propositions tant il est vrai qu'il serait bénéfique pour le collectivisme national de voir les Français renoncer à investir dans des placements aussi stériles que l'or ou l'immobilier, pour s'intéresser de plus près à leur outil industriel.

On ne saurait pour autant attendre de miracles de telles dispositions. Les habitudes profondément ancrées changent lentement. Or le temps presse. La liste des secteurs menacés ou en difficulté s'allonge chaque jour. Des entreprises de plus en plus nombreuses et de plus en plus puissantes font appel à l'aide de l'Etat. Pour tenter d'atténuer les effets de la crise, la puissance publique a mis en œuvre des plans sociaux, avec, c'est le moins que l'on puisse dire, des fortunes diverses. La redéposition tant vantée a jusqu'à présent très souvent revêtu l'aspect d'une retraite à peine ordonnée...

Il est bon, sans aucun doute, de mobiliser l'épargne en faveur de l'industrie.

Encore faudrait-il que cette épargne soit orientée vers les secteurs jugés prioritaires, ce qui suppose que l'Etat ait une stratégie industrielle. La politique sectorielle peut-elle enfin être élaborée ? Si plus en plus nombreux sont ceux qui en doutent... — Ph. L.

Alfa-Romeo : 8 milliards de pertes en 1977

De notre correspondant

Rome — Sur chaque automobile vendue en 1977, Alfa-Romeo a perdu 4 000 francs environ. La firme milanaise étant contrôlée à 100 % par l'I.R.L. est donc le contributeur italien qui a fait ce cadeau aux acquéreurs privilégiés d'une voiture de luxe.

Le déficit de l'année dernière a battu tous les records : 140 milliards de lire, soit 8 milliards de francs. Les pertes d'Alfa-Romeo sont d'autant plus troublantes que la firme jouit d'un grand prestige, en Italie comme à l'étranger, et qu'elle ne parvient pas à saisir la demande. Les usines de Pomigliano-d'Arco produisent deux fois moins de véhicules que d'autrefois.

Selon la direction, il faut attribuer cet état de chose — surtout dans le Sud — à un fort déclin également en horaire de travail de trente-six heures et quarante minutes par semaine et à un nombre considérable de grèves. Les syndicats déplorent, quant à eux, une mauvaise organisation interne, un manque de programmation et des carences dans la politique commerciale du groupe. Celui-ci attendra les clients au lieu d'aller les chercher.

(Publifoto)

CONSTRUCTION D'ENTREPOTS

APPEL D'OFFRES

La Société Alrajhi a l'intention de construire de nouveaux entrepôts modernes à Djedda, Ryad, Dammam, Cassim, Hayil, Médine, Taïf, Giza, Abha et Khamis Mushait pour y entreposer des matériaux de construction tels que ciment, acier, bois de charpente, contre-plaqués, etc.

Les entrepôts devront posséder des engins de levage pour le chargement et le déchargement des camions, ainsi que des installations complètes d'éclairage, etc.

Toute société capable de construire ces entrepôts doit en adresser le plan détaillé et le devis, ainsi qu'une photographie et le coût au mètre carré, clés en main, en dollars des Etats-Unis. Ce devis devra être valable six mois. Le sol sera en ciment, le toit en aluminium et les murs en aluminium ou en briques.

Veuillez noter que nous n'acceptons absolument aucun intermédiaire dans cette affaire : chaque société intéressée doit prendre contact directement avec notre Société pour soumettre son offre, à l'adresse suivante :

Alrajhi, Company for Currency Exchange and Commerce

Attention : Mr. Mohammed A. Alrajhi,

P.O. Box 1087

Jeddah, Arabie Saoudite

Telex : 40058 SJ Alrajhi

Adresse télégraphique : MWADBENA

Téléphone : 32 149, 46 461, 38 043.

N.B. :

- 1) Il n'est pas possible de retourner les dossiers d'offres.
- 2) Les soumissions sont sans frais.
- 3) Nous pouvons refuser toute offre sans donner de raisons.
- 4) Nous n'acceptons d'offres que jusqu'à la fin avril 1978.

moyennes entreprises», M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche (M.R.G.), a regretté que dans le débat politique et économique actuel « on ait laissé de côté tout le domaine de la petite entreprise ».

Pour favoriser la création d'entreprises, le M.R.G. propose de rajouter les différents cadres juridiques en établissant une séparation claire entre le patrimoine personnel et le patrimoine social du chef d'entreprise, en étendant aux chefs d'entreprise et à leurs conjoints les avantages sociaux reconnus aux salariés, en proposant de nouveaux statuts de type associatif ou coopératif. M. Fabre souhaite également « favoriser leur accès à la propriété industrielle et à la technologie avancée grâce à la création d'une banque de l'innovation ».

Le fonctionnement du système bancaire devrait être modifié pour permettre aux entreprises locales d'utiliser l'épargne collectée localement ; Pour « favoriser le développement et le fonctionnement » des P.M.E., M. Fabre envisage sur le plan financier de leur permettre de constituer des « réserves collectives de fonctionnement » en franchises d'impôt et de réformer le financement des dépenses sociales en les assenant, non seulement sur les salaires, mais aussi sur le chiffre d'affaires.

Répondant ensuite aux questions, M. Fabre a déclaré que le niveau du SMIC devra être fixé en fonction de la situation économique de la France après les élections.

CEUX QUI PROPOSENT DES REMÈDES-MIRACLES COMBINENT L'IGNORANCE ET LA MAUVAISE FOI

déclare le premier ministre

Au cours de la visite qu'il a fait le 9 février à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), à l'invitation du maire, M. Jean-Louis Beaumont, candidat de la majorité présidentielle dans la cinquième circonscription de ce département (« Le Monde » du 10 février), M. Raymond Barre a prononcé une allocution dans laquelle il a notamment déclaré à propos des problèmes économiques : « Quand j'entends ceux qui proposent des remèdes-miracles, je me dis qu'ils sont ignorants ou qu'ils sont de mauvaise foi. Ce qu'il y a de plus grave, c'est que la plupart d'entre eux combinent à la fois l'ignorance et la mauvaise foi. » Évoquant les propositions des radicaux de gauche, le premier ministre a ajouté : « Je n'ai jamais compris comment on pouvait à la fois proposer la planification démocratique, la nationalisation de toutes les entreprises, l'étatisation du crédit et l'autogestion. »

AGRICULTURE

LA RÉUNION DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE DE L'O.C.D.E.

« Il faut aider les pays en voie de développement à accroître leur production nationale

déclare M. Van Lennep

a Il n'est pas concevable, en ce qui nous concerne, d'envisager un freinage, une limitation générale de notre agriculture. Bien au contraire, la vocation de celle-ci est d'aider à l'autonomie des autres pays», déclare M. Pierre Méhaignerie, ministre français de l'agriculture, au cours d'une réunion organisée les 9 et 10 février à Paris par l'O.C.D.E. avec les ministres de l'agriculture de vingt-quatre pays de cette institution et consacrée aux thémes suivants : « des déséquilibres des marchés agricoles internationaux ; développements récents de l'économie agro-alimentaire et relations entre pays développés et pays en voie de développement».

M. Méhaignerie a ajouté : « Nous ne sommes pas disposés à admettre que le soutien des producteurs agricoles. Par quel moyen ? Pour une simple raison : pour accroître leur production alimentaire permanente, à

Le ministre français répondait indirectement à M. P. P. Dono-

van, ambassadeur permanent des Etats-Unis auprès de l'O.C.D.E., qui avait critiqué la C.E.E. et ce qu'il appelle la « vocation de celle-ci est d'aider à l'autonomie des autres pays».

Ensuite, M. Méhaignerie a déclaré qu'il ne croit pas à la définition d'une politique agro-alimentaire unique, d'objectifs et de la mise en œuvre de moyens qui seraient valables pour tous».

Au début de la réunion, M. Emile Van Lennep, secrétaire général de l'O.C.D.E., avait mis l'accent sur la nécessité d'un « mouvement de modération des prix constaté dans le premier semestre 1977. Sur les six derniers mois de 1977, le taux d'inflation annuel est, en effet, descendu à 6 % après avoir atteint un maximum de près de 11 % au printemps 1977 (les prix avaient beaucoup augmenté aux Etats-Unis notamment, à cause des récoltes de l'hiver 1976-1977). Cette modération du taux de l'inflation s'explique notamment par les baisses des prix des denrées tropicales (jusqu'à 50 % pour le caïx) et des autres produits de base non pétroliers (de 10 à 15 %).

Rare sont les pays du monde

qui ont les moyens d'importer la majeure partie des denrées alimentaires dont ils ont besoin...». Par quel moyen ? Pour une simple

raison : pour accroître leur production alimentaire permanente, à

M. Bob Bergland, secrétaire américain à l'agriculture, devait ensuite souhaiter davantage de stabilité sur les marchés agricoles.

L'assemblée générale des fermiers-métières

LES « PROGRESSISTES » L'EMPORTENT SUR LES « RÉFORMISTES »

Les deux principaux dirigeants de la section nationale des fermiers et métayers ont été reconduits, mercredi 8 février, dans leurs fonctions pour trois ans, alors qu'ils modifiaient radicalement l'intérêt de cette section spécialisée de la Fédération des exploitants (F.N.S.E.A.) laissant prévoir des résultats plus en conformité avec la ligne « réformiste » de la centrale paysanne de M. Michel Debâche.

Le scrutin a été extrêmement serré, précisant que les deux voix contre seules à M. Eric Rouleau (Vendée) et M. Paul Le Saux (Haute-Vienne), secrétaire général membre du P.C.F., seize voix contre quatorze à M. Désiré Devienne (Somme). Ce résultat a causé que que surprise et même une certaine déception à la F.N.S.E.A., qui espérait une nouvelle équipe, moins progressiste.

La section nationale des fermiers et métayers était notamment accusée par certains dirigeants de la F.N.S.E.A. d'adopter des positions « avancées » en matière de droit ouvrier et de mener des actions sur le terrain avec des adhérents d'autres organisations paysannes nouvrances, comme les Paysans travailleurs et le Mouvement des exploitants familiaux (MOPF).

La section nationale des fermiers et métayers était notamment accusée par certains dirigeants de la F.N.S.E.A. d'adopter des positions « avancées » en matière de droit ouvrier et de mener des actions sur le terrain avec des adhérents d'autres organisations paysannes nouvrances, comme les Paysans travailleurs et le Mouvement des exploitants familiaux (MOPF).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE PALUEL-MARMONT

Situation des SICAV au 31 décembre 1977

	France-Investissement	S. I. G. ¹	Pierre-Investissement
Nombre d'actions émises...	1 249 887	694 386	330 922
Valeur nominative globale (en francs)...	172 449 817	171 239 230	61 831 220
Valeur liquidative par action (en francs)...	137,98	250,21	185,2
Coupon distribué (en francs)	4,90 + 0,71	8,53 + 1,17	8,77 + 1,12
Frais de courtage et taxes (y compris coupon distribué)	+ 8,50 %	+ 8,30 %	+ 12,7 %

Ces trois SICAV sont gérées par PALUEL-MARMONT MERSON LYCNE S.A. (26 rue Murillo, 75008 Paris) - Tél: 261-01-00.

LABORATOIRES SARBACH

Offre publique d'achat simplifiée au prix de F 550 par action

Le conseil d'administration s'est réuni le 31 janvier 1978 sous la présidence de M. Guy Caloué. M. Paul Berthier, Pierre Capoul, Louis Chauvelin, Alain Chauvelin, M. Jacques Puech et l'Union d'études et d'investissements ont été invités à siéger au conseil d'administration.

Il est décidé que Sarbach pharmac détiendrait actuellement 96,000 actions sur les 160 000 actions constituant le capital des Laboratoires Sarbach au prix de 550 F par action.

La section nationale des fermiers et métayers était notamment accusée par certains dirigeants de la F.N.S.E.A. d'adopter des positions « avancées » en matière de droit ouvrier et de mener des actions sur le terrain avec des adhérents d'autres organisations paysannes nouvrances, comme les Paysans travailleurs et le Mouvement des exploitants familiaux (MOPF).

UNISIC SICAV DE SICOMI

Les résultats de l'année 1977 ont été satisfaisants pour cette SICAV de la Banque Vernes et Comptoir de Paris.

Entre le 1^{er} et le 31 décembre 1977, la valeur liquidative de l'écriture UNISIC est passée de 120,10 F à 129,48 F, soit une hausse de 7,8 %, mais il convient de rappeler que le dividende proposé (crédit d'impôt compris) n'a pas été versé. Le 31 décembre 1977, la valorisation est de 16,1 %, soit une performance qui situe la société dans le semi-compte des SICAV (96).

Le revenu global de l'exercice 1976-1977 (10,30 F) a procuré un rendement de 8,25 % par rapport à 12,00 F de l'an d'exercice (30 juin 1977).

L'exercice en cours aura une durée exceptionnelle de quinze mois et se terminera le 30 septembre 1978. La date limite du dividende sera également un mois de décembre de cette année.

AMREP

Le conseil d'administration réuni le 7 février 1978 a arrêté les comptes de l'exercice 1977 qui se soldent par un bénéfice net de 14 373 630 F (2 120 000 F en 1976). Il est proposé à l'assemblée générale ordinaire de fixer le dividende à 14 731 000 F (9 940 000 F en 1976).

Le bénéfice net obtenu à 18 731 000 F (14 731 000 F en 1976) est attribué à l'ensemble des actionnaires.

Le volume de travaux restant à exécuter au début de 1978 ressort à 4 330 millions de francs dont près des neuf dixièmes hors de métropole.

DUMEZ

Les travaux exécutés en 1977 par le groupe Dumez sont élevés à 3 700 millions de francs TTC, et à 743 millions de francs hors taxes, ou augmentation de 21 % par rapport à 1976.

Le volume de travaux restant à exécuter au début de 1978 ressort à 4 330 millions de francs dont près des neuf dixièmes hors de métropole.

GROUPE DOLLFUS-MIEG

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du groupe Dollfus-Mieg pour l'exercice 1977 s'établit provisoirement à 3 397,8 millions de francs contre 2 453,8 millions de francs en 1976, mais dans une structure différente. A bases de comparaison égales (chiffre d'affaires 1976 recalculé au tenant compte des modifications de structure intervenues en 1977), la progression d'au moins 10 % autre est de 18 %.

Par secteur, l'évolution des chiffres d'affaires a été la suivante (en millions de francs) :

Exercice 1976 Exercice 1977 Variation en % (chiffres provisoires) (chiffres provisoires) Même base

Secteur filière 821,8 + 89,0 + 7,3

Secteur tissage 2 201,7 2 425,3 + 10,3

Secteur arts graphiques 67,1 76,5 + 17,1

Total 3 090,6 3 287,6 + 6,0

Nombre d'actions en circulation 22 895 22 856

Valeur de l'action 147,82 157,13

Le conseil d'administration réuni le 7 février 1978 a arrêté les comptes de l'exercice 1977 qui se soldent par un bénéfice net de 14 373 630 F (2 120 000 F en 1976). Il est proposé à l'assemblée générale ordinaire de fixer le dividende à 14 731 000 F (9 940 000 F en 1976).

Le bénéfice net obtenu à 18 731 000 F (14 731 000 F en 1976) est attribué à l'ensemble des actionnaires.

Le volume de travaux restant à exécuter au début de 1978 ressort à 4 330 millions de francs dont près des neuf dixièmes hors de métropole.

“ Si vous voulez avoir de l'argent disponible et qui rapporte, cela ne regarde que vous, bien entendu.”

C'est un message de la Caisse Nationale de l'Energie qui offre des bons de caisse dont la discréetion est garantie par l'anonymat.

En plus, ils sont à intérêt progressif (taux actuariel brut jusqu'à 9,75 % au bout de 5 ans), avantageux fiscalement, toujours disponibles et remboursables, et ils sont émis par un établissement public national*.

Souscrivez auprès de la Caisse Nationale de l'Energie et de la plupart des guichets de banques.

* Caisse Nationale de l'Energie pour l'équipement de la France

MONNAIES

PRIX

RECHUTE DU FRANC

(Suite de la première page.)

Il est certain que la mise en œuvre d'un arsenal introduit un trouble réel dans les opérations de commerce extérieur de la France, et que, jusqu'à présent, le gouvernement s'y est refusé, comptant sur une accalmie dans l'attaque qui est lancée sur le franc. Mais il va peut-être être acculé à durcir son dispositif, même si se montre désireux de ne pas utiliser ses armes prématièrement.

Le moindre mal : renforcer le contrôle des changes

Il n'est guère possible en effet à la majorité de dénoncer violen-tem-ment le « chaos » économique qui, selon elle, apporterait le programme commun sans inquiétude, du même coup, les meilleurs financiers étrangers et provoquer, de leur part, un nouvel état de défaillance. Il va être de plus en plus difficile au gouvernement de défendre le franc et en aggraver le déclin par l'inflation accélérée, à son avis, par l'arrivée au pouvoir de la gauche.

Et d'agiter le spectre d'une monnaie en chute libre, en cas de victoire de la gauche, sans se

faire accuser par l'opposition d'être du même coup, le fossoyeur volontaire ou involontaire, du franc.

M. Barre se trouve placé dans un piège où il lui suffit de sortir, pour faire de l'ordre dans l'attaque de la défense du franc ou atténuer la vigne de ses attaques à l'encontre du programme commun. Tout porte à croire qu'effectivement des mesures vont être prises, et qu'elles risquent d'être d'autant plus indispensables que la Banque de France de la part de la direction, a déclaré, « que le plus dur que Renault ou Peugeot-Citroën, par exemple, pourront retenir le prix de certains modèles d'après le pourcentage moyen ». L'incident d'automne avait ainsi abandonné 4 millions de dollars en pure perte.

Autour que le durcissement du contrôle des changes, et gênant qu'il puisse être, constitue le moindre mal en cette période troublée. De deux choses l'une, en effet : ou la majorité l'emporte, et la mesure sera rapportée dans un mois ; ou l'opposition gagne, et le contrôle sera maintenu, comme programme de la gauche, et gênant que le soit. C'est donc que M. Méhaignerie et Rocard ont sans doute raison de réclamer des mesures de « contrôle qui, finalement, s'imposent au gouvernement actuel si la crise du franc s'aggrave. »

FRANÇOIS RENARD.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	1 MOIS	2 MOIS	3 MOIS	6 MOIS
• Bas + Haut	Rep. + ou - 0,05			
S.U.S.....	4,9100	4,9150	+ 150 + 200	+ 250 + 350 + 500
S.ca...	4,4269	4,4322	+ 120 + 160	+ 230 + 280 + 700
Yen (100)....	2,0323	2,0382	+ 120 + 150	+ 220 + 270 + 750

	TAUX DES EURO-MONNAIES
D.M.	3 1/8 3 2/8 3 1/8 3 1/4 3 1/4 33/16 3 5/16
S.U.S....	2 1/2 2 1/2 2 1/2 2 1/2 2 1/2 2 1/2 2 1/2
Florin	5 5/8 5 7/8 5 1/16 5 1/4 5 1/4 5 5/16 5
F.R.	4 5 2 1/2 2 1/2 2 1/2 2 1/2 2 1/2
F.B.	16 1/2 16 1/2 16 1/2 16 1/2 16 1/2 16 1/2 16 1/2
F.	

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES
— SONDAGES : « L'entrepreneur français », point de vue de Gilbert Chabot.

— « Le thermomètre n'est pas une bouteille de cristal », par Pierre Chotanet.

3 à 6. DIPLOMATIE

— L'interview télévisée du président de la République.

6. AFRIQUE

8. AMERIQUES

7. AMERIQUES

8 à 11. POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES D'UNE RÉGION À L'AUTRE (XVI)

— NORD : « Des élections assurant contre le parti socialiste », par Thierry Pfister.

12. SOCIÉTÉ

— L'application de la « carte scolaire » : les grives se multiplient dans l'académie de Versailles.

13. SPORTS

13-14. JUSTICE

— LIBRES OPINIONS : « L'ambition », par Gilbert Estève.

LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME

PAGES 15 à 18

— La télé-informatique pour des vacances plus souples.

— Un pédaleur sur le tour du monde.

— Partez de la table. Animaux, Jeux, Jeunesse, Philatélie.

— La politique des loisirs dans la bataille électorale : les orientations du P.C.

19 à 21. CULTURE

26. RÉGIONS

— AUVERGNE : la neige pour ceux qui la vivent...

27-28. ÉCONOMIE

— La situation et l'avenir de l'industrie européenne.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (22)

Années classées (24 et 25) : Aujourd'hui (23) ; Culture (22) ; Journal officiel (23) ; Loto (23) ; Météorologie (23) ; Mots croisés (23) ; Bourse (25).

● Mmes Simone de Beauvoir, Delphine Seyrig et Muriel Antoinette Maciocchi ont fait récemment une démarche auprès de l'ambassadeur de Buenos-Aires à Paris en faveur de femmes détenues ou disparues en Argentine.

**VENTE ANNUELLE
TISSUS D'AMEUBLEMENT
« LA DECORATION ACTUELLE »
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS**

GRANDE FOIRE DE PRINTEMPS À LA BROCANTE ET AUX JAMBONS ILE DE CHATOU
37, des Champs-Élysées
10 au 19 MARS

Le numéro du « Monde » daté 10 février 1978 a été tiré à 551 302 exemplaires.

A B C D E F G

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

L'inscription à Marseille des Français de l'étranger

229 rejets

De notre correspondant régional

Marseille. — Dans un jugement rendu le jeudi 9 février, le tribunal administratif de Marseille a confirmé les décisions de rejet prises par les commissions administratives de Marseille le 10 janvier dernier concernant les demandes d'inscription sur les listes électorales de la commune de 228 Français résidant à l'étranger. Il a ordonné en revanche l'inscription de 214 autres électeurs dont la demande avait également été refusée par ces mêmes commissions.

Le point le plus litigieux ayant motivé les décisions des commissions était qu'un grand nombre d'inscriptions — suivies de l'ensemble des inscriptions supplémentaires — comportait des erreurs d'orthographe ou d'accents. L'ensemble de l'ensemble, il a jugé la demande « mal fondée » et s'est déclaré incompetent pour ce qui concerne la domiciliation en mairie de Perpignan des français résidant à l'étranger.

● M. Stern, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a estimé jeudi 9 février que la majorité obtenue il y a 14 des 17 sièges dont disposent les Départements et Territoires d'outre-mer à l'Assemblée nationale. Il a ajouté : « Le parti communiste, en classant le « siège à l'étranger » du programme commun, a transformé l'autodétermination en prérogative de l'électeur n'a pas été respectée. »

IN-D.L.M. — Le secrétaire d'Etat répond à un argument qui avait déjà maintes fois été fait : « Ne tenez pas compte du fait que dans le programme commun de gouvernement actualisé a publié par le P.C.F. le chapitre consacré aux DOM et aux TOM figure dans la rubrique des institutions françaises.

Les avocats du maire de Marseille, Mme Max Notari et Michel Passet, ont annoncé leur intention de faire appel. Ils ont déposé le 4 janvier une plainte contre X, avec constitution de partie civile pour fraude et tentatives de fraude électorale dont l'instruction a été confiée à M. Pages.

GUY PORTE.

● A Perpignan, le tribunal d'instance a rejeté, jeudi 9 février, la demande de radiation de 47 personnes vivant à l'étranger inscrites sur les listes électorales de la ville. Cette demande de radiation avait été présentée dans la 1^{re} circonscription de Perpignan par l'assemblée de Perpignan des représentants d'une partie sociale et communiste. Le tribunal a jugé la demande « mal fondée » et s'est déclaré incompetent pour ce qui concerne la domiciliation en mairie de Perpignan des français résidant à l'étranger.

Pour un officier — aspirant — est le grade le moins élevé de la catégorie des officiers subalternes — le blâme est la sanction la moins grave qui peut donner à un officier de son commandement. Il semblerait que cette sanction — non privative de liberté et contre laquelle l'intéressé peut faire appel — a été décidée par le général commandant la 1^{re} région militaire (Lille), après que M. Mamou eut donné une conférence de presse, le 21 janvier, à la Ligue des droits de l'homme.

Pour l'I.D.S., cette sanction est infusée dans la mesure où le général Mery est intervenu dans le débat électoral sans avoir précisé s'il le faisait en qualité de simple citoyen ou de responsable militaire. Cette sanction semble d'autant plus déplacée que, sur une des revendications de Mamou, à savoir le libre accès pour tous les soldats aux législatures, le ministre est revenu sur sa revendication et a laissé tout pouvoir aux autorités civiles. Néanmoins, la disproportion de cette sanction avec celles généralement appliquées aux comités de soldats est un succès.

CANDIDAT AUX ÉLECTIONS À PARIS UN OFFICIER DU CONTINGENT REÇOIT UN BLÂME DES AUTORITÉS MILITAIRES

M. Jacky Mamou, l'aspirant-médecin qui a l'intention de se présenter aux élections législatives à Paris pour défendre les thèmes du comité de soldats à réaction, a été nommé officier du contingent de l'armée de terre de l'ONU à l'Yémen. Information pour les droits du soldat (I.D.S.), qui soutient sa candidature. Affectionnée depuis six mois au 5^e régiment d'infanterie de Noyon (Oise). M. Mamou souhaite être candidat dans la 12^e circonscription d'Avignon. M. Mamou a déclaré au journal « Béziers et environs » (Dénonciation présidentielle) (Le Monde daté 26 janvier).

Pour un officier — aspirant — est le grade le moins élevé de la catégorie des officiers subalternes — le blâme est la sanction la moins grave qui peut donner à un officier de son commandement. Il semblerait que cette sanction — non privative de liberté et contre laquelle l'intéressé peut faire appel — a été décidée par le général commandant la 1^{re} région militaire (Lille), après que M. Mamou eut donné une conférence de presse, le 21 janvier, à la Ligue des droits de l'homme.

Pour l'I.D.S., cette sanction est infusée dans la mesure où le général Mery est intervenu dans le débat électoral sans avoir précisé s'il le faisait en qualité de simple citoyen ou de responsable militaire. Cette sanction semble d'autant plus déplacée que, sur une des revendications de Mamou, à savoir le libre accès pour tous les soldats aux législatures, le ministre est revenu sur sa revendication et a laissé tout pouvoir aux autorités civiles. Néanmoins, la disproportion de cette sanction avec celles généralement appliquées aux comités de soldats est un succès.

M. CHIRAC : une majorité doit s'ouvrir avant les élections.

M. Jacques Chirac a déclaré vendredi 10 février au micro d'Europe 1 que l'ouverture consistait à « convaincre les électeurs et non pas à essayer de reculer des élus ou des responsables après les élections ».

Le président du R.P.E. a précisé qu'il ne comprenait pas ceux qui parlent d'élargissement de la majorité après les élections. « Une majorité, a-t-il dit, doit s'ouvrir par définition aux électeurs, mais elle doit s'ouvrir aussi aux élus. Nous devons sortir de l'obligation de faire partie d'un parti, qui a été assigné à résidence avec interdiction de tout contact extérieur, dans la ville de Brandford, au nord de Bloemfontein.

Espouse du dirigeant nationaliste noir Nelson Mandela, qui purge une peine de prison à vie au pénitencier de Robben Island, au large de la ville de Cap, Mme Mandela, qui l'an dernier, avait été assignée à résidence avec interdiction de tout contact extérieur, dans la ville de Brandford, au nord de Bloemfontein.

Bien que n'ayant pas cité M. Raymond Barre, M. Chirac se réfère aux déclarations du premier ministre envisageant un élargissement de la majorité dont sa victoire aux élections (lire page 8).

Ancien député d'Alger

M. PIERRE LAGAILLARDE VEUT « REMETTRE LES RAPATRIES SUR LE VRAI CHEMIN »

Dans une interview publiée par l'hébdomadaire *Paris-Match* daté du 17 février, M. Pierre Lagailarde, ancien député d'Alger, explique : « Je veux « remettre les rapatriés sur le vrai chemin ».

Il déclare notamment : « Je veux que ma famille, celle de mes rapatriés, ne se fasse pas détruire. » Il a été déporté à l'âge de 14 ans, et a été condamné à mort, jeudi, à Port-Elliot, sous l'accusation d'avoir tué un de leurs compagnons dans leur cellule. Trois autres condamnations à mort ont été prononcées au cours des deux jours précédents.

Le juge a rejeté toute circonstance atténuante, la victime ayant été égorgée par un coup de lame de rasoir et la mort a été prononcée avec son propre mouchoir.

Les prisonniers se trouvaient dans une cellule où étaient détenus cinquante Africains. (A.P.A. — A.F.P.) (Reuter)

● Les deux suspects du double crime de Méry-sur-Oise (Pas-de-Calais), le 6 février dernier, ont avoué, mercredi 8 février, le meurtre de Mme Irène Sobon, trente-six ans, et de sa fille Sabine, cinq ans. Les deux hommes, Jean-Luc Rivière, vingt-sept ans, et Mohamed Charaïch, dix-huit ans, ont été inculpés de meurtre, vol avec violence et meurtre préparé, accompagné ou suivi d'un autre crime.

● Raymond Poujol, pour le département Cyclo, pour le département Cyclo. La confirmation officielle de la nouvelle ne devrait pas tarder.

La signature de ce contrat est naturellement liée à la solution globale des problèmes financiers de la manufacture d'armes et cycles de Saint-Etienne qui doivent être imédiatement résolus.

Le 28 février, au plus tard (lire page 10 du 7 février).

Interrogé par Jean-Claude Lallard, M. Lagailarde estime que les rapatriés ont perdu l'esprit national et patriote qui avait été le leur et sont devenus, « sous la bague d'illustres inconnus », responsables de « crimes de guerre révolutionnaires », ne cossant « rien d'autre que des raisons matérielles ».

Il déclare notamment : « Je veux que ma famille, celle de mes rapatriés, ne se fasse pas détruire. » Il a été déporté à l'âge de 14 ans, et a été condamné à mort, jeudi, à Port-Elliot, sous l'accusation d'avoir tué un de ses compagnons. Enfin, le Front national, qui groupe les partis de droite, estre, le Front national, et le Front national, a été incarcéré de la mort au 10 février.

Le juge a rejeté toute circonstance atténuante, la victime ayant été égorgée par un coup de lame de rasoir et la mort a été prononcée avec son propre mouchoir.

Les prisonniers se trouvaient dans une cellule où étaient détenus cinquante Africains. (A.P.A. — A.F.P.) (Reuter)

● Les deux suspects du double crime de Méry-sur-Oise (Pas-de-Calais), le 6 février dernier, ont avoué, mercredi 8 février, le meurtre de Mme Irène Sobon, trente-six ans, et de sa fille Sabine, cinq ans. Les deux hommes, Jean-Luc Rivière, vingt-sept ans, et Mohamed Charaïch, dix-huit ans, ont été inculpés de meurtre, vol avec violence et meurtre préparé, accompagné ou suivi d'un autre crime.

● Raymond Poujol, pour le département Cyclo, pour le département Cyclo. La confirmation officielle de la nouvelle ne devrait pas tarder.

La signature de ce contrat est naturellement liée à la solution globale des problèmes financiers de la manufacture d'armes et cycles de Saint-Etienne qui doivent être imédiatement résolus.

Le 28 février, au plus tard (lire page 10 du 7 février).

Interrogé par Jean-Claude Lallard, M. Lagailarde estime que les rapatriés ont perdu l'esprit national et patriote qui avait été le leur et sont devenus, « sous la bague d'illustres inconnus », responsables de « crimes de guerre révolutionnaires », ne cossant « rien d'autre que des raisons matérielles ».

Il déclare notamment : « Je veux que ma famille, celle de mes rapatriés, ne se fasse pas détruire. » Il a été déporté à l'âge de 14 ans, et a été condamné à mort, jeudi, à Port-Elliot, sous l'accusation d'avoir tué un de ses compagnons.

Enfin, le Front national, qui groupe les partis de droite, estre, le Front national, et le Front national, a été incarcéré de la mort au 10 février.

Le juge a rejeté toute circonstance atténuante, la victime ayant été égorgée par un coup de lame de rasoir et la mort a été prononcée avec son propre mouchoir.

Les prisonniers se trouvaient dans une cellule où étaient détenus cinquante Africains. (A.P.A. — A.F.P.) (Reuter)

● Les deux suspects du double crime de Méry-sur-Oise (Pas-de-Calais), le 6 février dernier, ont avoué, mercredi 8 février, le meurtre de Mme Irène Sobon, trente-six ans, et de sa fille Sabine, cinq ans. Les deux hommes, Jean-Luc Rivière, vingt-sept ans, et Mohamed Charaïch, dix-huit ans, ont été inculpés de meurtre, vol avec violence et meurtre préparé, accompagné ou suivi d'un autre crime.

● Raymond Poujol, pour le département Cyclo, pour le département Cyclo. La confirmation officielle de la nouvelle ne devrait pas tarder.

La signature de ce contrat est naturellement liée à la solution globale des problèmes financiers de la manufacture d'armes et cycles de Saint-Etienne qui doivent être imédiatement résolus.

Le 28 février, au plus tard (lire page 10 du 7 février).

Interrogé par Jean-Claude Lallard, M. Lagailarde estime que les rapatriés ont perdu l'esprit national et patriote qui avait été le leur et sont devenus, « sous la bague d'illustres inconnus », responsables de « crimes de guerre révolutionnaires », ne cossant « rien d'autre que des raisons matérielles ».

Il déclare notamment : « Je veux que ma famille, celle de mes rapatriés, ne se fasse pas détruire. » Il a été déporté à l'âge de 14 ans, et a été condamné à mort, jeudi, à Port-Elliot, sous l'accusation d'avoir tué un de ses compagnons.

Enfin, le Front national, qui groupe les partis de droite, estre, le Front national, et le Front national, a été incarcéré de la mort au 10 février.

Le juge a rejeté toute circonstance atténuante, la victime ayant été égorgée par un coup de lame de rasoir et la mort a été prononcée avec son propre mouchoir.

Les prisonniers se trouvaient dans une cellule où étaient détenus cinquante Africains. (A.P.A. — A.F.P.) (Reuter)

● Les deux suspects du double crime de Méry-sur-Oise (Pas-de-Calais), le 6 février dernier, ont avoué, mercredi 8 février, le meurtre de Mme Irène Sobon, trente-six ans, et de sa fille Sabine, cinq ans. Les deux hommes, Jean-Luc Rivière, vingt-sept ans, et Mohamed Charaïch, dix-huit ans, ont été inculpés de meurtre, vol avec violence et meurtre préparé, accompagné ou suivi d'un autre crime.

● Raymond Poujol, pour le département Cyclo, pour le département Cyclo. La confirmation officielle de la nouvelle ne devrait pas tarder.

La signature de ce contrat est naturellement liée à la solution globale des problèmes financiers de la manufacture d'armes et cycles de Saint-Etienne qui doivent être imédiatement résolus.